

A VIENNE

**Les pays de l'OPEP
n'ont pu s'entendre
sur les quotas
de production de pétrole**

LIRE PAGE 33

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

2 DA : Maroc, 3,50 dir.; Tunisie, 280 m.
Algérie, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique,
26 F; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA;
Danemark, 160 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-U., 55 c.;
France, 3,50 F; Grèce, 55 dr.; Irlande, 70 p.; Italie,
1.900 L.; Japon, 350 ¥; Libye, 0,350 DL; Luxem-
bourg, 27 F; Norvège, 6,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.;
Portugal, 80 esc.; Sénégal, 225 F CFA; Suède,
7,75 kr.; Suisse, 1,40 L.; Yougoslavie, 55 d.
Tarifs des abonnements page 18
RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

**Nouvelles perspectives
électorales en R.F.A.**

Les élections régionales de Hambourg, les dernières avant les élections législatives prévues pour le 6 mars, constituent un sérieux avertissement pour le nouveau chancelier. Le recul des chrétiens-démocrates, la forte poussée des sociaux-démocrates, qui représentent la majorité absolue, apparaissent avant tout comme une marque de sympathie envers l'ancien chancelier Schmidt et comme un signe de réprobation des conditions de son éviction. Ils constituent aussi un désaveu de la politique mise en œuvre à Bonn depuis le 1^{er} octobre, sur le plan économique et social notamment. Si les tendances de Hambourg se reproduisaient intégralement en mars, le parti libéral y perdrait son existence parlementaire et les chrétiens-démocrates le pouvoir. Tout le débat politique va désormais porter sur les hypothèses nouvelles qui s'offrent : la République fédérale serait-elle « gouvernable » avec deux grands partis de force à peu près égale et des « verts » qui auraient supplanté les libéraux au Bundestag ?

Quel que soit au printemps prochain le gouvernement de Bonn, il aura besoin d'un mandat très clair de l'électorat pour aborder 1983, qui s'annonce particulièrement difficile. Sur le plan économique on s'attend à la poursuite de la récession, qui, elle-même, est liée à une politique d'austérité plus sévère, risquant de mettre à mal la légendaire « paix sociale » ouest-allemande. Mais surtout, la nouvelle année verra l'implantation des nouveaux missiles de l'OTAN si les négociations de Genève n'aboutissent pas. Le noyau moins légendaire « consensus » ouest-allemand a déjà sur ce point vu en éclats : un groupe qui défend des positions radicalement différentes de celles des deux grands partis est devenu l'année dernière — les élections régionales l'ont montré — la troisième force politique. Toute la question est maintenant de savoir s'il sera réélu au Bundestag au printemps.

A Hambourg, les « verts » n'ont reculé que d'un point par rapport aux dernières élections (6,8 % au lieu de 7,7 % en juin), ce qui est relativement peu étant donné le gain spectaculaire enregistré dans le même temps par les sociaux-démocrates. Le fait que les écologistes soient apparus comme un élément de blocage du système parlementaire n'a donc pas suffi à détourner d'eux une part importante de leur électorat, et il en sera vraisemblablement renforcé dans leur refus du compromis.

Du côté des sociaux-démocrates, les ambiguïtés entretenues au moment par M. Willy Brandt à l'égard des écologistes seront certainement dissipées après les élections de Hambourg, qui sont aussi un succès pour la ligne Schmidt, défavorable à tout ce qui pourrait ressembler à une alliance pré-électorale avec les « verts ».

La ville de Hambourg, fief des sociaux-démocrates et traditionnellement ouverte aux courants contestataires, n'est pas toutefois représentative de l'ensemble de la R.F.A. Une autre hypothèse n'est pas à exclure : celle où les écologistes ne parviendraient pas plus que les libéraux à franchir la barre des 5 % et laisseraient les deux grands partis face à face.

(Lire nos informations page 7.)

La controverse sur l'existence d'une « filière bulgare »

Prudence des enquêteurs italiens scepticisme des services secrets ouest-allemands et israéliens

La Chambre italienne ouvre ce lundi 20 décembre un débat sur les différentes enquêtes qui ont conduit à évoquer une « filière bulgare » après la tentative d'assassinat du pape l'an dernier. Le ministre de l'intérieur, M. Virgilio Rognoni, a nettement démenti à notre correspondant que des informations venues des services spéciaux français soient jamais parvenues au Vatican et à Rome.

D'autre part, selon le New York Times, les services secrets israéliens et ouest-allemands seraient sceptiques sur l'existence d'une telle « filière bulgare ».

De notre correspondant

Rome. — A la veille du débat parlementaire sur la « filière bulgare » et des enquêtes sur le terrorisme, M. Virgilio Rognoni, ministre de l'intérieur, nous a accordé un entretien autour de ces deux thèmes. Interrogé sur l'assertion selon laquelle M. de Marenco, ancien directeur du SDECE, aurait averti le Vatican d'un complot contre le pape (le Monde daté 19-20 décembre), M. Rognoni a répondu de façon catégorique :

« Ni les services de renseignements italiens ni la police, qui, en tout état de cause, devaient être les destinataires légitimes et responsables de cette information, ne l'ont reçue. J'ai toutes les raisons de penser que cette information n'est pas parvenue au Vatican ».

Il faut observer en effet que, selon le « concordat » de 1929, c'est à la police italienne que revient d'assurer la « sécurité » du pape sur le territoire national. Si le Vatican avait reçu une telle information, il en aurait normalement référé aux autorités italiennes. Sans doute, la place Saint-Pierre est territoire national italien jusqu'aux lignes de pavés clairs qui prolongent les deux courbes de la colonnade du Bernin. Mais le Saint-Siège a toujours laissé aux forces de police italiennes le soin de contrôler le secteur appartenant au territoire du Vatican.

L'entretien avec le ministre de l'intérieur italien s'est poursuivi dans les termes suivants :

« Tant dans l'attente contre le pape que dans l'affaire des trafics d'armes et de drogue découverts à

Trente et que dans l'affaire Scio-ciolo, il semble que le lien soit la Bulgarie. Qu'en pensez-vous ?

« Dans ces trois enquêtes judiciaires existe assurément une référence commune à la Bulgarie. Il s'agit soit de liens avec des citoyens bulgares (diplomates ou non), soit de relations avec les services secrets de ce pays, soit encore de l'utilisation de la Bulgarie comme lieu de transit facile pour le trafic d'armes et de drogue ».

« Il existe une curieuse coïncidence dans le temps sur les révélations sur ces trois enquêtes. Comment s'explique-t-elle ?

« Ces trois affaires judiciaires ont commencé indépendamment les unes des autres, en des lieux et à des moments différents, et le pouvoir exécutif ne peut avoir aucune influence sur les enquêtes. Par exemple, l'enquête sur le trafic d'armes et de drogue qui a récemment conduit la magistrature de Trente, à incriminer de nombreuses personnes italiennes et étrangères, a commencé en novembre 1979 ».

« L'enquête sur l'attentat contre le pape a connu de nouveaux développements, essentiellement à la suite des révélations d'Alti Agca, qui, au départ, n'avait rien dit. Les raisons de ce changement d'attitude d'Agca, déjà condamné à la prison à perpétuité, peuvent être diverses. On ne peut exclure qu'il espère pouvoir obtenir certains avantages consentis par la loi ».

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT

- Le roi Hussein propose au président Reagan trois formules pour intégrer l'O.L.P. dans le processus de paix.
(Lire l'article de ERIC ROULEAU page 3.)
- Israël paraît avoir assoupli son attitude à l'égard du Liban.
(Lire l'article de FRANCIS CORNU page 3.)

Trois visages du socialisme français

I. — Une dynamique de la productivité

Comment l'opposition peut-elle dire que « le socialisme ça ne marche pas », puisque l'expérience française est à peine commencée et qu'on n'en connaît pas les premiers résultats avant plusieurs années ? Nul ne peut savoir si les fruits tiendront les promesses de fleurs qui ne sont pas encore en boutons.

Les générosités initiales de la gauche étaient nécessaires pour corriger des injustices souvent plus grandes que chez nos voisins et tenir les promesses faites aux électeurs.

La rigueur appliquée depuis l'été commence à montrer de bons résultats, mais elle relève d'une lutte contre la crise plutôt que d'une volonté de transformation sociale.

Que « le socialisme ça ne marche pas » en U.R.S.S., en Pologne et dans les autres pays de l'Est, tout le monde le sait depuis longtemps. Mais ce socialisme-là n'est que de nom. Comment parler à son propos de « socialisme réel »

par MAURICE DUVERGER en oubliant que cette formule constitue le plus bel exemple d'antiphrase, avec celle de « démocratie authentique » employée par la Constitution soviétique pour désigner une authentique dictature ?

Le socialisme français n'a aucun rapport avec ces faux-

semblants. Bien qu'il en soit moins éloigné, il demeure très différent de la social-démocratie, qui a fait progresser l'égalité et la sécurité par prélèvement sur les produits réguliers de la croissance des dernières décennies. La crise a stoppé l'essor de ce socialisme et de la redistribution.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Hasard funeste des rencontres. Sans raison, un inconnu se saisit d'un quidam et le précipite sous les roues du métro qui passe. C'est un crime-limite.

Déjà, on désigne d'un mot nouveau — les « pousseurs » — cette nouvelle race de criminels. Leur folie meurtrière, leurs pulsions, sont impar-

Meurtriers

bles. Toute la France frissonne.

Mais prenez un de ces « pousseurs » et mettez-le dans un volant dans les mains : il deviendra un « chauffard ». Un de ces fous meurtriers qui tuent, chaque jour, dans l'indifférence générale, des dizaines de personnes qui ne leur avaient rien fait.

BRUNO FRAPPAT.

Les propositions de M. Alain Savary pour unifier le système éducatif

- Tous les parents pourraient faire un choix entre plusieurs établissements
- Les écoles privées seraient insérées dans le service public
- Les statuts des personnels seraient harmonisés

Après un an de consultations et conformément à la procédure adoptée par le gouvernement le 4 août dernier, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a fait, ce lundi 20 décembre, une déclaration à la presse sur l'enseignement public et l'enseignement privé. Cette déclaration s'appuie sur les conclusions des quatre groupes de travail créés depuis l'été au sein du ministère et comporte les propositions du gouvernement pour l'ouverture de négociations dès la mi-janvier avec ses partenaires des deux secteurs d'éducation.

Les groupes de travail mis en place le 4 août avaient pour mission de réfléchir sur quatre aspects qui servent de point de départ aux propositions du ministre de l'éducation nationale : la carte scolaire, le caractère des établissements, le statut des personnels et les modalités de leur nomination, les activités éducatives qui prolongent l'enseignement.

● La carte scolaire

L'implantation et la construction des établissements pourraient dépendre entièrement des collectivités territoriales : commune, département, région, conformément à la loi de décentralisation. La carte des formations assurées par les écoles, collèges et lycées serait établie par les autorités académiques après concertation. Contrairement à la pratique actuelle, les établissements privés, dans la mesure où ils souhaiteraient bénéficier de fonds publics et accepteraient une nouvelle définition juridique, devraient prendre place dans cette carte. S'ils choisissaient de ne pas s'y soumettre, leurs contrats avec l'État pourraient être progressivement annulés ; ces établissements devraient alors trouver leur propre financement.

La procédure d'inscription des élèves serait profondément modifiée : les familles auraient le choix, dans un secteur géographique plus large qu'aujourd'hui, entre plusieurs établissements publics et privés insérés dans le service public. Ce serait la généralisation du libre choix, réservé jusqu'ici aux usagers de l'école privée ; il serait étendu à ceux du public, dans les limites d'un groupement d'établissements. Ce choix pourrait cependant être soumis à une commission comprenant des chefs d'établissements, des enseignants et des parents du public et du privé.

Financièrement, les mêmes règles budgétaires seraient imposées à tous les établissements, c'est-à-dire que l'enseignement privé ne pourrait plus créer des classes subvention-

Tassement du chômage

M. Delors lance un appel à l'effort et au rassemblement

M. Delors, qui était l'invité dimanche 19 décembre du « Club de la presse » d'Europe 1, a réaffirmé la volonté de Paris de défendre le franc au sein du S.M.E. et de donner la priorité à la lutte contre l'inflation. Il a évoqué l'hypothèse « d'un nouveau tour de vis sur le plan du budget et de la politique monétaire », au cas où la désinflation ne serait pas assez rapide. Le ministre de l'économie et des finances a également lancé un appel au rassemblement pour faire face à la « guerre économique ».

D'autre part, un « léger reflux du chômage », selon l'expression de M. Le Garrec, ministre de l'emploi, a été observé en novembre. A la fin de ce mois, on comptait 2 161 000 demandeurs d'emploi en données brutes et 2 031 100 en données corrigées, soit dans les deux cas une diminution, par rapport au mois précédent, de 0,7 %. Sur les cinq derniers mois, le nombre des chômeurs tend à fléchir pour la première fois depuis 1974.

C'est un véritable discours-programme en matière économique qu'a tenu M. Delors, dimanche.

Après avoir répondu de façon volontairement rassurante aux questions sur la solidité du franc (fonction oblige), le ministre a pris des accents gaulliens pour affirmer qu'aujourd'hui, pour rester debout, il faut avoir une monnaie stable et avoir maîtrisé l'inflation. Parlant de la « dure loi de notre époque » et reconnaissant qu'« il ne sert à rien d'injurier le monde entier », il « n'hésitera pas » à proposer un « nouveau tour de vis » si « la désinflation n'était pas assez rapide » et il « ne cédera pas ».

Reprenant le thème développé jeudi 16 décembre, devant le Conseil national du crédit, sur les choix indispensables (les investissements plutôt que la consommation) au sein d'une masse monétaire « raisonnable », le ministre annonce clairement la couleur : c'est la rigueur et, pour autant qu'il reste en place, elle sera maintenue.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 32.)

Alain MINC

L'après-crise est commencé

essai

« Enfin un économiste qui ne croit pas à l'économie ».

Le Nouvel Observateur

« Si l'on veut comprendre ce que trame peut-être le destin, il faut prendre connaissance du livre d'Alain Minc ».

Alain Vernay / Le Figaro

GALLIMARD *urj*

Le Monde

idées

Où est la banalisation ?

par ELISABETH BELGHITI-BICKART et CATHERINE DUGUÉ (*)

Le remboursement de l'I.V.G.

L'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi sur le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale ne met pas fin au débat dont il a été l'objet. Agents des impôts et catholiques, Thérèse Martiaux et Jean Congourdeau montrent les inconvénients de la grève des impôts suggérée par certains et préconisent le recours aux versements à des institutions d'aide aux futures mères. E. Belghiti-Bickart et C. Dugué dénoncent la thèse selon laquelle le remboursement créerait la banalisation : c'est seulement en ramenant la décision au niveau subjectif de chacune des intéressées qu'on peut échapper à ce risque. Quant à Jeanne Guillin, elle attire l'attention sur la détresse que l'I.V.G. peut laisser chez certaines de celles qui y ont eu recours.

La loi est votée par l'Assemblée nationale, mais le bien-fondé du remboursement de l'I.V.G. continue à faire problème. A quel titre ? Ce remboursement serait, dit-on, une mesure dangereuse, nuisible : certains avancent la menace d'une banalisation de l'acte. Le terme est repris de part et d'autre du débat, soit pour revendiquer la banalisation de l'acte médical, soit pour redouter la banalisation du recours à cet acte. Mais qu'entend-on par là ?

Sous la féodalité, était déclaré « banal » ce qui était soumis à une redevance au seigneur, tout en étant d'un usage public et obligatoire : moulin banal, four banal. On paye pour s'en servir, on est tenu de ne pas avoir recours à d'autres procédés qui seraient clandestins et illicites. Dans ce sens, dès la vote de la loi Veil, l'I.V.G. est banalisée. On paye pour l'avoir, elle est pratiquée obligatoirement dans des lieux publics, et son processus est codifié. A ceci près qu'il ne s'agit pas d'un instrument qui peut passer de main en main, mais d'un acte demandé par un être humain, fait par un autre.

Plus couramment, est banal ce qui est commun, d'un usage répandu, insignifiant. C'est le glissement à cette acception que le remboursement de l'I.V.G. fait redouter, par la facilité qu'il entraînerait. Nous voudrions ici souligner le risque que représente un débat centré seulement sur l'argent, pour autant qu'il élude l'importance de l'entretien dont la loi fait une obligation et ainsi celle de la dimension du sens.

En quoi l'argent dépensé serait-il le garant, et le seul, du caractère d'exception et d'épreuve que l'on reconnaît à l'I.V.G. ? Celle-ci ne serait pas banalisée parce qu'il y aurait à payer : la « douloureuse » serait là pour faire trace, éventuellement trace dissuasive. On ne pourrait pas payer cela tout souvent. On s'en souviendrait, parce que « ça fait mal ». Faire ainsi de l'argent et la dernière digue contre la banalisation de l'I.V.G., en espérer une efficacité dissuasive, n'est-ce pas là une pensée marchande qui soupèse les actes au prorata de leur évaluation financière et qui discrimine bonne et mauvaise dépense ? Dans cette morale de la souffrance, de l'effort à fournir pour mériter, le paiement est considéré dans son efficacité négative.

Ne trouvant pas de point d'ancrage dans le paiement, cette culpabilité flottante pourrait alors entraîner un paiement en souffrance. D'autre part, la culpabilité inconsciente qu'est susceptible de drainer chez certaines cette apparente facilité doit être prise en compte.

La nivellement ainsi opéré par le remboursement risque, à des degrés divers, de faire disparaître la questionnement et la réflexion sur le sens qu'aurait pris pour chacune le paiement ou la demande d'aide médicale gratuite actuellement en usage. D'autre part, la culpabilité inconsciente qu'est susceptible de drainer chez certaines cette apparente facilité doit être prise en compte.

Lorsque la collectivité paye, c'est elle qui prend symboliquement en charge l'acte.

charge l'acte dans l'après-coup. Quand la société vote une loi pour le remboursement de l'I.V.G., elle anticipe par anticipation un espace virtuel mais concret (enveloppe budgétaire I.V.G.) pour des actes qui ne sont qu'à venir : comme si l'on pré-méditait au niveau collectif un acte qui ne l'a pas été au niveau singulier. C'est sur ce point que l'opinion est divisée : la prise en charge collective d'un acte rattaché au niveau collectif comme mortifère. Sur le plan de la réalité, pense-t-on, il va contre la reproduction de l'espèce, ou tout au moins du groupe ; sur le plan de l'imaginaire, il entame la représentation de la mère idéale coextensive à la maternité heureuse et accomplie. Il fait surgir la fantasmagorie de la mère furieuse qui avorte sans retenue.

L'argent fonctionnerait alors comme rempart, « digue » contre l'envahissement par ce mauvais objet qu'est la mère avortante. Il permettrait par sa matérialité de se décharger du sentiment de complicité : quand c'était elle-même qui payait, on était sûr qu'elle le voulait. Curieusement, le critère du remboursement se trouve souvent associé à la peur d'être lésé dans le droit à d'autres prestations, voire, à plus long terme, dans le droit à la retraite. Juste souci économique ou fantasme d'un châtiment collectif ?

C'est comme s'il fallait toujours que quelqu'un paye, au propre et au figuré, comme s'il fallait toujours que cela fasse échec, et ceci parce qu'on ne pense qu'au sort du contenu du corps de la femme elle-même. Or c'est la femme elle-même, dans sa singularité, qui introduit une dimension spécifiquement humaine, dans la mesure où on lui donne les moyens de réfléchir son acte dans une parole.

Si l'on s'en tient à un niveau objectif et de généralisation, l'I.V.G. ne peut être appréhendé que comme un comportement en tant que tel banal. L'accès au niveau subjectif permet de restituer une valeur et un sens à un acte qui échappe ainsi au schéma simpliste de l'accident, de la négligence ou de l'erreur. L'entretien prévu par la loi, lorsqu'il n'est pas seulement formel, mais ouvert à une réflexion mature et réparatrice, est peut-être le seul lieu où la femme existe en son non propre, tire d'elle-même et déchiffre dans l'histoire de sa vie l'originalité de son acte. Cela seulement ne le rendra pas banal.

L'autre détresse

par JEANNE GUILLIN (*)

L'ULTIME débat entre partisans et opposants de l'I.V.G. a permis d'entendre des arguments divers. Un aspect différent lié à mon travail de conseillère conjugale me semble être une autre information, utile à ceux qui ont à décider finalement - en toute connaissance de cause, bien entendu...

Si l'on évoque la détresse de la femme contrainte à l'I.V.G., on peut la lier à la culpabilité, consciente ou inconsciente. Le paiement de l'I.V.G. serait alors nécessaire, car il permettrait une implication matérielle de la patiente, gage de responsabilité, donc moyen de déculpabilisation. La plus simple et la moins dangereuse façon de le faire est encore celle qui consiste à utiliser espèces sonnantes et trébuchantes à titre de règlement - de compte ou d'acte en K... - favorable à une possible liquidation (l'aide médicale gratuite assistant celles qui ne pourraient l'assumer).

Mais qu'en est-il donc de cette détresse que je constate, celle-ci post-I.V.G.

Elle est peu connue de ceux qui sont concernés par « l'avant et le pendant » de l'avortement. C'est sans doute pour cela que des médecins que j'ai rencontrés, ceux qui se sont exprimés dans diverses presses,

m'ont paru peu au fait de cette réalité de l'avortement, quelle que soit leur position éthique ou politique.

Ceux qui sont décidément contre et ne pratiquent pas l'I.V.G. - tant que la clause de conscience le leur permet - affichent parfois un apparent désintérêt que l'on ne manque pas de leur reprocher : cette réalité ne les concerne pas.

Ceux qui souhaitent se montrer plus « compréhensifs » prolongent leur diagnostic de grossesse d'un « Cet enfant, vous le gardez ? » que bien des femmes - si faut-il qu'elles sachent - entendent curieusement comme une incitation à l'I.V.G. Dans le louable souci d'être dans les temps, au cas où... Se rendent-ils compte qu'ils posent à la femme le problème du droit de mort sur son enfant dans le même temps où elle se trouve bouleversée - physiologiquement et psychologiquement - par l'annonce de la vie en elle. Mais peut-être faut-il être femme et heureuse de l'être pour le comprendre. Ainsi ils ne jugent pas, ne moralisent pas et pensent respecter le choix de la femme sans davantage l'informer. Rares pourtant sont celles qui ont été informées, comme la loi Veil l'exige, des risques de l'I.V.G. J'ai pu le constater au cours des entretiens qui la précèdent légalement.

« Si j'avais su... »

Pour ceux qui pratiquent l'avortement, la détresse des femmes est la raison invoquée.

Quels que soient leur choix et leur position, la réalité de l'avortement dans sa banalité quotidienne semble souvent leur échapper. Ma profession me l'a fait découvrir et je suis engagée à la dire, d'autant plus que le débat : acte médical, non thérapeutique, remboursement, budgétisation... nous fera bientôt oublier de quoi l'on parle !

L'entretien d'I.V.G. m'a fait rencontrer, il est vrai, des femmes anxieuses, paniquées devant la révélation d'une grossesse et « seulement » incapables de prendre une décision. Le contexte social et l'urgence aidant, elles ont déjà rendez-vous pris au centre d'orthogénie et, parce que justement elles sont trop souvent seules à l'assumer, elles n'ont pas l'envie de m'écouter, d'annuler leur état de grossesse.

Elles ne savent rien des risques - ne le disent pas, sinon elles ont peur et ça se passe mal. D'ailleurs, demandent-elles, désirent-elles savoir ? On va à l'avortement tête baissée. Que ce soit vite et bien fait. Est-ce pour cela que le lapsus I.V.G.-T.G.V. n'est pas rare ?

Après l'I.V.G., une nouvelle détresse apparaît. Ce comble, par exemple, qui depuis va mal : on ne peut plus se supporter, on se rejette la responsabilité de la décision - « Je le voulais, moi, ce petit » - avec tout un discours émaillé de « avant » et « depuis ».

Depuis, elle a sombré dans la détresse celle qui me dit : « Maintenant, je le sais, c'était mon enfant, vous comprenez... Je rêve toutes les nuits de petites mains, de petits pieds... Qui saura, osera rapporter les fantasmagories et les déceptions post-abortum ?

Cette jeune femme - vingt ans - a eu une I.V.G., parfaite, selon la loi, il y a deux ans. Malgré les antibiotiques, péritonite grave, trois séjours à l'hôpital, deux interventions. On l'a sauvée. « Vous avez de

la chance », lui a-t-on dit en lui remettant une petite fiche pour qu'elle puisse faire une demande d'adoption. On y lit : ablation d'ovaire droit, de trompe gauche. Mais on n'a pas eu le courage de lui dire que des enfants à adopter il y en a si peu. Alors, inlassablement, elle répète : « Si j'avais su, si on m'avait dit... »

On ne dit justement rien, mais cette détresse-là, elle n'est ni présente ni absente. Je connais un chef de service gynécologique qui passe beaucoup de temps à réparer des utérus détériorés ou à remédier à des stérilités acquises.

Non, ce ne sont pas les internes qui sont maladroits, mais l'I.V.G. qui est dangereuse.

« Vous comprenez, à votre âge (a-t-on dit à A., seize ans), on aspire juste ce qu'il faut pour ne pas abîmer l'utérus : pour plus tard... » Elle est maintenant enceinte de six mois, désespérée : « On n'élève pas un enfant qu'on a déjà tué un jour... » C'est pathétique, que, oui, mais faut-il le dire ?

Une longue pratique de l'entretien, bien avant la loi Veil, m'a appris beaucoup sur l'avortement. Je peux faire aujourd'hui un bilan. Je suis au regret d'affirmer, à l'encontre de M^{me} Roudy, que la banalisation a déjà fait beaucoup plus de ravages que l'avortement dit clandestin.

La distribution accrue et son remboursement comme produit de consommation courante en multiplieront les effets, donc les maux, puisque, ce faisant, on oublie totalement que l'avortement est une affaire de vie, donc de mort, dont nous paierons tous le prix.

C'est pourquoi, je n'ai pas la démagogie de valuer ce qu'il en coûte d'appeler « la générosité et le courage » de celles qui ont profité de leur pouvoir pour instaurer, confirmer, pérenniser, chacune à sa manière, ce que je suis bien obligée d'appeler une loi de mort et de dégradation.

(*) Conseillère conjugale.

Au lieu de la grève de l'impôt

par THÉRÈSE MARTIAUX et JEAN CONGOURDEAU (*)

BEAUCOUP aujourd'hui estiment que la loi sur le remboursement de l'I.V.G. rend chacun complice de l'avortement, en l'obligeant à le financer par l'impôt. Pour éviter cette complicité, certains envisagent la grève de l'impôt.

En tant que chrétiens et agents des impôts, nous sommes nous aussi devant un conflit de devoirs et la nécessité de prendre position sur un éventuel refus d'obéissance ?

La loi prévoit le remboursement à la femme qui avorte de 70 % des honoraires médicaux, comme pour tout acte médical ; ce remboursement serait financé par le budget du ministère de la solidarité nationale, c'est-à-dire par l'Etat, c'est-à-dire par le contribuable.

C'est une loi qui facilite le recours à l'avortement, voire qui y incite en le présentant comme un acte médical ordinaire. Nous pouvons donc affirmer qu'il s'agit d'une loi injuste, contraire au bien commun de la société puisque elle ne garantit plus les droits à la vie des plus petits des membres. Même si elle n'oblige (encore) personne à y recourir ou à le pratiquer, elle oblige le contribuable à participer par son acte qu'il éprouve en le finançant. Se trouve donc posée la question de la nature de notre complicité et des moyens de nous y soustraire.

En quoi sommes-nous complices ?

La théologie morale distingue la complicité formelle ou directe d'un acte contribuant au péché d'autrui (cas du médecin pratiquant un avortement ou en fournissant directement les moyens) et la complicité matérielle ou indirecte d'un acte bon ou neutre en soi (payer ses impôts) qui ne constitue ni en lui-même ni dans son intention une contribution au péché d'autrui, mais dont autrui (l'Etat) abuse en le mettant au service du péché (I.V.G.) (1).

Si la complicité directe est toujours à rejeter absolument, la complicité involontaire ne doit l'être que pour des raisons légitimes fondées.

Ici, la loi fait de nous des complices involontaires en détournant à des fins mauvaises une part de notre contribution aux charges de la nation. Notre responsabilité est engagée non sur notre contribution à l'impôt, mais sur notre action pour faire échec à ce détournement.

La grève de l'impôt fait-elle échec à la complicité involontaire ?

De plusieurs côtés a été avancée l'idée de la grève de l'impôt : on ne

verserait pas la part de l'impôt représentant le remboursement de l'I.V.G., évitant ainsi d'être financièrement complice de l'avortement. Cet acte aurait une portée symbolique, signifiant à César qu'il a outrepassé son pouvoir légitime et que nous sommes déliés de l'obligation de lui obéir.

La logique voudrait que les agents des impôts s'abstiennent de percevoir les recettes destinées à l'I.V.G., s'exposant à la révocation. Devant les graves implications de telles décisions, il importe de mesurer en quoi la grève de l'impôt est tolérable, voire légitime.

Il s'agit d'un acte grave pour la collectivité nationale : il signifie que chacun considère qu'il peut retirer à l'autorité sa charge de promouvoir le bien commun (les écologistes seraient fondés à refuser de financer le nucléaire, les pacifistes la Défense...). Ce que contredit trois principes :

- juridique : la grève de l'impôt est réprimée par la loi (article 1747 du code général des impôts). Et le droit budgétaire impose la non-affectation des recettes aux dépenses.

- politique : en régime démocratique, les élus du peuple définissent en son nom le cadre juridique et les modalités pratiques (économiques, sociales, culturelles...) par lesquels l'Etat met en œuvre le bien commun dans la réalité concrète.

- théologique : l'autorité vient de Dieu (cf. Romains 13,6). La grève de l'impôt peut être assimilée, de même que la désobéissance à une rébellion puisqu'on se soustrait délibérément à la loi.

Or la théologie morale subordonne la rébellion à quatre conditions :

- que l'autorité n'assure plus l'essentiel du bien commun (sécurité, liberté individuelle, liberté religieuse) ;

- que la rébellion n'entraîne pas plus de mal que de bien ;

- qu'il y ait probabilité de réussite ;

- que tous les autres moyens aient échoué.

Certes, en légalisant l'avortement, les pouvoirs publics, dès 1975, n'ont plus assuré le droit à la vie des enfants à naître. Mais si la première condition (violation d'un principe essentiel du bien commun) est remplie, nous ne pensons pas que les autres le soient : la rébellion aurait

des conséquences fâcheuses en augmentant le risque d'éclatement d'une société dont mal ôs a montré la fragilité : les probabilités de réussite sont minces, si l'on veut bien considérer les réalités sociologiques (cf. le dernier sondage (2) qui révélait que 53 % des catholiques étaient favorables au remboursement de l'I.V.G.). La grève de l'impôt ne saurait avoir une valeur symbolique et prophétique : il serait aventureux de vouloir y appeler l'ensemble des chrétiens.

Une objection de conscience fiscale dans le cadre de la loi.

Si l'on admet que l'évasion fiscale est un sport national dont les agents du fisc sont les arbitres, il faut distinguer entre d'une part la grève, même partielle, de l'impôt et la fraude fiscale (illégalité et pénalisation) et d'autre part l'objection de conscience fiscale légale qui consiste à utiliser les ressources de la loi pour payer le moins d'impôt possible en restant dans la légalité.

L'Etat lui-même reconnaît à chaque contribuable la possibilité d'affecter directement une part de l'impôt dû à une dépense de son choix : c'est l'objet de la déduction que les entreprises et les particuliers peuvent pratiquer de leur revenu imposable, en faveur d'œuvres d'intérêt général, philanthropiques, éducatives, etc. Le gouvernement actuel a reconnu l'utilité de ces dispositions puisqu'il vient de porter de 1 % à 3 % du revenu le montant maximal de la déduction des sommes versées aux associations d'utilité publique.

Les montants en jeu ne sont pas minces. Pour une famille de deux enfants ayant 10 000 F de ressources mensuelles :

- la grève de l'impôt ne concernerait que 0,15 % de l'impôt sur le revenu, soit 12 F par an.

- le versement de 1 % de son revenu à des œuvres lui ferait donc 864 F et économiserait 225 F d'impôts. En utilisant les 3 %, elle donnerait 2 592 F et économiserait 538 F d'impôts. Plus le revenu augmente plus la déduction fiscale est avantageuse, puisqu'au taux d'imposition maximal, le don de 100 F économise 67,5 F d'impôts. Pour les entreprises, la possibilité d'affecter 1 % du chiffre d'affaires à des œuvres concerne également des sommes importantes.

Secrétaires généraux du Syndicat chrétien des impôts (C.F.T.C.).

En étendant ces calculs à l'ensemble de la nation, la grève de l'impôt concernerait 200 millions de francs, tandis que les déductions potentielles dépasseraient 7 milliards de F (l'équivalent du budget du ministère du temps libre) soit dix fois plus que le remboursement de l'I.V.G. (compte non tenu des sommes déjà versées à d'autres œuvres).

À nos yeux de praticiens de la fiscalité, la grève de l'impôt présente un risque politique grave, à la fois un intérêt financier limité et une vertu uniquement symbolique. L'épreuve décisive que constitue le remboursement de l'I.V.G. ne nécessite pas seulement un geste prophétique, mais un engagement concret et efficace au service des enfants à naître et de leurs parents.

Que faire des sommes qui échappent à l'impôt ?

La déduction fiscale n'est pas une fin en soi. Nous souhaitons qu'une part de ces déductions soit affectée aux associations d'aide aux futures mères en difficulté. Elles sont nombreuses, du Secours catholique à S.O.S. Femmes Mères ; du comité d'action de la gauche pour la vie et contre l'avortement (en voie de création) à Mère de Miséricorde (Communauté du lion de Juda et de Agneau Immobile). A chacun de choisir en se rappelant que seules les associations reconnues d'utilité publique bénéficient des 3 %. Les autres demandent droit à la déduction de 1 %.

Il est évident que cette action ne doit pas se faire au détriment des autres associations : la lutte pour la vie prend place dans une solidarité aux dimensions du monde, et nous n'avons pas à lui sacrifier le tiers-monde, la Pologne ou les Petits Frères des pauvres. Elle ne doit pas non plus être un acte purement financier, mais un engagement spirituel et temporel au service de la vie et de la charité.

L'Eglise, le 8 décembre, confesse que Marie a été, dès le premier instant de sa conception, préservée du péché originel : elle affirme ainsi que l'embryon, dès sa conception, est une personne humaine irremplaçable et bien-aimée de Dieu. Aux chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté revient la charge, non de se laver les mains, mais de tout mettre en œuvre pour préserver les innocents du massacre.

(1) L'interview de Monseigneur Julien, président de la commission épiscopale de la famille, sur ce sujet, paraît dans le *Pèlerin* en novembre 1982.

(2) *Le Monde* du 11 décembre.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires - Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Selons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30



Le Monde

ROCHE-ORIENT

Trois fois

VO.L.P. cherche

ses rapports

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

A Washington

Le roi Hussein va explorer avec le président Reagan les possibilités de relancer le processus de paix

A l'occasion d'une visite privée d'une semaine en Californie et à Havaï, le roi Hussein est arrivé samedi à Washington, où il rencontrera le président Reagan le mardi 21 décembre. Les deux chefs d'Etat exploreront les possibilités de relancer le processus de paix au Proche-Orient.

As Caïre, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Kamal Hassan Ali, s'est félicité de l'évo-

lution positive des positions de l'O.L.P. qui, selon lui, serait disposée à s'engager dans des pourparlers de paix fondés sur le plan Reagan et « d'autres initiatives internationales ».

M. Yasser Arafat a déclaré, pour sa part, à un hebdomadaire libanais, *Al Nahar International*, que, malgré ses côtés négatifs, le plan Reagan comportait des « aspects nouveaux » qu'il juge positifs.

Trois formules de « procédures »

Les entretiens Reagan-Hussein se dérouleront apparemment sous le double signe de l'ambiguïté et du double jeu. Le chef de la Maison Blanche reçoit celui qu'il considère comme l'interlocuteur valable d'Israël pour la récupération des territoires occupés, bien que le souverain jordanien s'estime déchargé de ce rôle depuis qu'il a reconnu l'O.L.P., à l'automne de 1974, comme « l'unique représentant légitime du peuple palestinien », et le juge, dès lors, seule habilité à négocier l'établissement d'un Etat en Cisjordanie et Gaza.

M. Yasser Arafat, pour sa part, rejette le plan Reagan pour un régime — que le chef de la Maison Blanche a esquissé dans son discours télévisé du 1^{er} septembre dernier — dans la mesure où celui-ci exclut la création d'un Etat palestinien indépendant et nie implicitement la représentativité de l'O.L.P. Mais le dirigeant palestinien s'est empressé de se conformer au vœu du président américain en proclamant que des liens organiques seront établis entre le royaume hachémite et l'Etat palestinien après, il est vrai, que celui-ci aurait accédé à la souveraineté.

Mieux, une commission conjointe jordanio-palestinienne est déjà à l'œuvre pour déterminer la forme que prendra la future confédération. Le président de l'O.L.P., malgré son opposition (nuancée) au plan Reagan, donne ainsi un gage de sa bonne volonté avec l'espérance de susciter un dialogue avec Washington par personne interposée. Le roi Hussein, en effet, parlait moins en son nom qu'en celui de M. Yasser Arafat qui l'a chargé de soumettre au chef de la Maison Blanche des propositions destinées à relancer le processus de paix. Amman a, pour sa part, averti Washington que le roi Hussein sera « pleinement solidaire » du chef de la résistance palestinienne puisque rien ne pourrait être entrepris valablement sans l'agrément, explicite ou implicite, de l'O.L.P. Celle-ci conserve le soutien des Palestiniens tant dans les territoires occupés qu'en Jordanie où ils constituent 60 % des sujets du souverain hachémite. Il est, dès lors, compréhensible que ce dernier ne veuille pas prendre le risque d'entrer en conflit avec la centrale des fedayin, surtout s'il est persuadé, comme c'est le cas aujourd'hui, qu'il est peu probable que le gouvernement de M. Begin accepte de lui rendre les territoires occupés.

Le président Reagan serait invité à choisir entre trois formules, élaborées conjointement par le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Bien qu'elles touchent au fond du conflit, elles sont présentées comme relevant de la « procédure ». Selon le premier, une délégation constituée par les signataires de la résolution de Fés (adoptée au sommet arabe de septembre dernier) et comprenant, dès lors, les représentants de l'O.L.P., serait chargée d'ouvrir des négociations de paix. Dans le cas où M. Reagan considérerait cette proposition comme inacceptable, l'alternative serait la formation d'une délégation paritaire jordanio-palestinienne dont la présidence reviendrait par alternance aux représentants respectifs de l'O.L.P. et du gouvernement d'Amman.

Une objection majeure

Les deux formules cependant se heurtent à une objection majeure : le gouvernement américain refuse de traiter avec l'organisation de M. Yasser Arafat aussi longtemps que celle-ci ne se serait pas conformée à la double condition posée, dès septembre 1975, par l'ancien secrétaire d'Etat, M. Kissinger : adhérer à la résolution 242 du Conseil de sécurité et reconnaître explicitement l'Etat d'Israël. Faute de quoi, stipulait le « *clause Kissinger* », Washington refuserait tout « dialogue » avec l'O.L.P.

A ce sujet, le roi Hussein répète sans doute au président Reagan ce dont la « commission des sept chefs d'Etat », désignée par la conférence de Fés, l'avait informé à l'automne dernier : l'O.L.P. serait disposée à une reconnaissance réciproque et simultanée avec l'Etat d'Israël mais non pas à une démarche unilatérale qui lui priverait de l'« unique carte » qu'elle aurait à jouer à la table de négociation tout en assurant en son sein une dangereuse scission.

D'autre part, M. Yasser Arafat se rend prêt à accepter le principe de la reconnaissance réciproque si les Etats-Unis devaient, en contrepartie, reconnaître la représentativité de l'O.L.P. et non pas seulement admettre l'ouverture d'un « dialogue » avec elle. C'est dans de telles conditions, explique-t-on dans l'entourage de M. Arafat, que ce dernier serait assuré de la majorité absolue des voix au sein du Conseil national palestinien (le Parlement de la résistance).

A des émissaires palestiniens qui leur soumettaient cette proposition, des responsables américains ont fait valoir que les Etats-Unis ne pouvaient pas s'engager au nom d'Israël et qu'il revenait donc à l'O.L.P. de reconnaître unilatéralement l'Etat juif, une telle démarche étant, en tout cas, pour le gouvernement de Washington un postulat à toute éventuelle négociation.

L'O.L.P. cherche à normaliser ses rapports avec la Syrie

De notre correspondant

Tunis. — Le comité exécutif de l'O.L.P., qui était réuni depuis trois jours à Tunis sous la présidence de M. Yasser Arafat, a terminé, dimanche 19 décembre, ses travaux qui ont porté essentiellement sur les relations palestino-jordanien et palestino-syriennes ainsi que sur la préparation de la prochaine session du Conseil national palestinien (Parlement).

L'exécutif palestinien a examiné l'état des rapports avec la Syrie, qui semblent actuellement en voie d'amélioration après la dégradation progressive qu'ils ont connue durant ces derniers mois. Il a procédé, à ce propos, à la désignation de ses représentants au sein d'une commission mixte constituée, affirme-t-on à Tunis, à la demande de Damas pour œuvrer à une normalisation complète.

Une autre commission présidée par M. Arafat, a été constituée pour fixer le lieu et la date de la prochaine session du Parlement de la résistance, que l'on espère réunir dans les quarante jours.

M. Arafat avait interrompu samedi les délibérations de l'exécutif pour assister à la séance d'ouverture de la première assemblée générale

de l'Association internationale pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel palestinien (1). Devant les quelque deux cents intellectuels venus d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique participer à ces assises, le président de l'O.L.P. a lancé un appel à l'opinion mondiale afin qu'elle réagisse « d'urgence » pour que soit mis un terme à « la barbarie sioniste » avant de proclamer que, malgré cette « entreprise d'extermination », le peuple palestinien continuera le combat jusqu'à l'instauration « d'une paix fondée sur la justice et la légitimité internationale ».

Pendant les quatre jours que durera l'assemblée générale de l'association, un plan d'action doit être mis au point en vue de répertorier, de protéger et de développer les divers aspects — scientifique, religieux, historique, archéologique, artistique — de la culture palestinienne.

MICHEL DEURÉ.

(1) Présidée par l'Irlandaise Seán Mac Bric, l'association a été constituée en mars dernier lors d'une réunion tenue au siège de l'Unesco à Paris.

Sous la pression de Washington

Jérusalem paraît avoir assoupli ses positions à l'égard du Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — Bien des Israéliens sont perplexes. Qui croire ? D'un côté, le gouvernement de M. Begin laisse entendre qu'il vient d'obtenir un succès retentissant après des tractations secrètes menées au Liban par le ministre de la défense, M. Ariel Sharon ; de l'autre, à Beyrouth, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salem, affirme que les décisions prises le 19 décembre par le conseil des ministres, à Jérusalem, ne portent que sur l'« acceptation » des négociations à venir. Et encore ne s'agit-il que de propositions israéliennes qui restent à discuter.

Les dirigeants libanais, visiblement très embarrasés par la publicité tapageuse faite à Jérusalem à propos de cette affaire, soulignent à l'intention d'une partie de leur opinion publique et du monde arabe, que, contrairement à ce que l'on prétend à Jérusalem, aucun accord sur l'établissement d'une « paix » de facto » n'a été préparé par des contacts entre les gouvernements libanais et israéliens. C'est un démenti sur presque toute la ligne. Les rencontres auxquelles a fait allusion M. Sharon n'auraient même pas eu lieu. Dans l'entourage de M. Sharon, on dit pourtant qu'elles ont duré près de huit semaines, et ce avec des « personnalités libanaises » (cependant elles ne sont pas nommées) qui auraient été mandatées « pleinement » sinon formellement par le président Gemayel lui-même. Pour certains observateurs israéliens, ce pourrait être des membres du parti phalangiste.

Bref, à Beyrouth, on indique que les Israéliens prennent leurs désirs pour des réalités, tandis qu'à Jérusalem on dit, dans les milieux gouvernementaux, qu'un « accord-cadre » a déjà été négocié avec des « représentants libanais », et c'est ce qui aurait été adopté en conseil des ministres dimanche. Selon cette ébauche, le Liban et Israël mettraient fin à l'état de guerre (maintenu, en principe, depuis 1948), la libre circulation des personnes et des marchandises entre les deux pays serait autorisée, Israël conserverait une « mission diplomatique » à Beyrouth (le ministère israélien des affaires étrangères possède actuellement une « antenne » à Baabda depuis le début de l'invasion), et des « garanties de sécurité » seraient accordées à Israël au Sud-Liban, dans une zone large de 45 à 50 kilomètres s'étendant tout au long de la frontière. Les milices du commandant Saad Haddad soutenues par l'armée israélienne depuis 1976 pourraient continuer d'exercer leur contrôle dans ce secteur.

Tel serait, d'après la rumeur savamment entretenue dans les milieux gouvernementaux, le contenu du document approuvé par le cabinet, le 19 décembre. Mais il faut remarquer que le gouvernement s'est bien gardé de le publier. M. Begin lui-même l'aurait présenté à ses ministres seulement comme un « document de travail », et le communiqué officiel du conseil des ministres ne fait mention que d'un « texte établi lors de contacts entre Israël et le Liban, ce qui ne signifie pas que les Libanais l'ont approuvé. Il apparaît toutefois que le gouvernement de

Beyrouth est prêt à faire certaines concessions mais celles que, pour sa part, le gouvernement de Jérusalem a déjà faites, ne sont sans doute pas moindres. Et tout le bruit orchestré par M. Sharon sur la « paix » dont il se targue, n'aurait d'autre but que de masquer le fait que, sous la pression des Etats-Unis, Israël a dû faire machine arrière sur plus d'un point et abandonner quelques-unes de ses exigences qui jusqu'à présent, bloquaient les négociations, condamnant le médiateur américain, M. Philip Habib, à un constat d'échec le mois dernier.

Les Israéliens ont notamment cédé sur la question de Jérusalem qui hypothéquait tout jusqu'à ces derniers jours. Maintenant, c'est officiel, ils n'exigent plus que les pourparlers israélo-libanais aient lieu alternativement dans la « capitale d'Israël » et à Beyrouth. Ces pourparlers, de ce fait, prendront moins de relief et pourraient se tenir dans une capitale européenne. Autre concession, et celle-là est plus importante : il semble, bien qu'il ne s'en soit pas vané dimanche, que le gouvernement israélien a admis qu'un retrait partiel puisse commencer avant tout accord sur une « normalisation » des rapports entre le Liban et Israël. (A noter de surcroît qu'on ne parle plus du tout à Jérusalem d'un traité de paix, sinon à très long terme). auparavant, le gouvernement de M. Begin faisait de cette condition un préalable au moindre repli de l'armée israélienne. Or l'administration américaine, irritée par les exigences israéliennes, paraît avoir réussi à imposer finalement ses vues, et M. Habib peut envisager désormais, sous réserve de l'acceptation de l'O.L.P. et de la Syrie, un désengagement de part et d'autre de la

route Beyrouth-Damas. Les fedayin et les troupes syriennes se retireraient de la Bekaa, tandis que les soldats israéliens évacueraient une partie du Chouf (sur le littoral, le retrait s'effectuerait jusqu'à Damour), l'armée libanaise, entourée par des éléments français et américains de la force multinationale s'installant dans la zone tampon ainsi créée.

Couvre-feu à Naplouse

Dans les territoires occupés, une certaine agitation s'est de nouveau développée dans la région de Naplouse, en Cisjordanie, après la mort d'un jeune Palestinien le 18 décembre (le *Monde* du 19-20 décembre), tué par des soldats israéliens qui ont ouvert le feu sur des manifestants.

Un couvre-feu a été imposé dimanche par les autorités israéliennes dans le centre de Naplouse, et il a été maintenu dans le camp de réfugiés de Balata, aux portes de la ville. Cette mesure est en vigueur dans ce camp depuis près d'une semaine, et c'est précisément pour cela et à cause de multiples arrestations que de jeunes Palestiniens manifestaient dans les rues de Naplouse samedi dernier. Le mouvement israélien « *La paix maintenant* » a une nouvelle fois protesté contre l'attitude des forces de l'ordre, leur reprochant d'avoir peut-être une fois de plus eu la « gachette facile », comme cela semblait avoir été le cas déjà à plusieurs reprises ces derniers mois. D'autre part, le mouvement dénonce l'usage « excessif » des couvre-feu en prétendant que les autorités veulent ainsi « harceler » la population palestinienne des territoires occupés.

FRANCIS CORNU.

BIBLIOGRAPHIE

« The Longest War », de Jacobo Timerman

Comment peut-on être Israélien ?

De notre correspondante

New-York. — Le nouveau livre de Jacobo Timerman, *The Longest War (la Guerre la plus longue)*, va lui attirer au moins autant d'innombrables que ses deux précédents sur ses expériences de prison en Argentine. *The Longest War* est un journal personnel de la dernière guerre du Liban. Il commence le 6 juin 1982, premier jour de l'opération Paix en Galilée, et s'achève le 21 septembre, alors que filèrent les nouvelles des massacres des camps palestiniens. Le livre est dédié au major Giora Harnik, membre du mouvement La paix maintenant, tué aux premiers jours de la guerre, dans un corps à corps au château de Beaufort.

The Longest War, va déranter beaucoup de monde : le gouvernement de M. Begin, en tout premier lieu, que Jacobo Timerman accuse d'avoir enfermé le pays « dans un nouveau ghetto », les juifs américains, pour lesquels « l'holocauste est devenu une religion civile », voire un « business », les Palestiniens, « traînés », dans leur « ignorance politique », par tous ceux qui les ont approchés, les intellectuels des démocraties occidentales, qui se forment à peu de frais des gloires fructueuses en défendant aveuglément l'un ou l'autre camp.

Mais *The Longest War* est avant tout une longue réflexion, déchirante par endroits, sur la condition du citoyen israélien. Arrivé dans le pays avec sa famille en 1979, Jacobo Timerman était l'un des plus connus des journalistes argentins, directeur du quotidien *la Opinion*, avant d'être arrêté, en 1977, et de passer deux ans en prison.

Sioniste, juif pratiquant, Timerman ne s'en trouve pas moins dans une situation inconfortable en Israël : ashkénaze né en Ukraine, il est arrivé tout enfant en Amérique latine et n'a connu des persécutions nazies que les récits des survivants. Cela ne l'empêche pas de se sentir très « européen » et d'éprouver un certain sentiment de condescendance à l'égard des séparades, que leur « manque de développement social et culturel » rend sensibles au « charisme de leaders populistes », comme M. Begin... ou, jadis, les desamisados pour Juan Peron.

Incapable, de son propre aveu, d'appréhender l'histoire souvent rebûte par ce qu'il appelle la « froideur » des Israéliens, ou plutôt leur incapacité à communiquer leurs émotions, Jacobo Timerman reste ému et ébloui par l'existence même de l'Etat hébreu. C'est la raison

pour laquelle la « guerre d'agression » au Liban, les bombardements de populations civiles, les messages du gouvernement et de l'état-major israéliens le traumatisent : « comment comprendre que ce pays avec ses kibboutzim, ses partis politiques, sa presse pluraliste, sa vie universitaire active et distinguée, sa démocratie parlementaire — a été incapable d'arrêter une guerre dont la préparation était connue de tous, dont la nécessité n'a jamais été démontrée, dont les raisons ont été fabriquées, en dehors de toute réalité, par l'esprit enfiévré d'un général activiste, se demande-t-il.

Sharon, maréchal bonapartiste

Timerman réserve ses pages les plus corrosives au général Sharon : « Tandis qu'il montre une portion de terrain sur une carte, son visage reflète plus de plaisir que de passion, plus de sensualité que de satisfaction, plus d'esprit dogmatique que de talent... sa relation à la géographie militaire est quasi lascive. Napoléon l'aurait aimé avant la bataille, l'aurait soutenu pendant, mais lui aurait coupé la tête après. Il est curieux qu'un maréchal de Bonaparte fasse carrière dans une armée démocratique, conquise par de jeunes colons socialistes pour un Etat strictement constitutionnel. »

Quant à M. Begin, qui a pris le risque de faire d'Israël la Prusse du Proche-Orient, il est mû par une démarche qui, selon Timerman, ressort à l'hystérie : mener une guerre de représailles contre le monde au nom de l'holocauste dont le souvenir ne le quitte jamais. Horrifié par la vision qu'il a faite des ruines de Tyr et de Sidon, Timerman se demande avec angoisse si, décidément, Israël est devenu « un Etat comme les autres ». S'il ne le croit pas, c'est grâce à ces manifestations massives contre la guerre qui ont précédé et suivi les massacres des camps palestiniens. Il conserve toutes ses admirations pour ces jeunes officiers — comme son propre fils — qui n'ont pas hésité à mettre en cause leurs chefs et à risquer la prison pour protester contre la poursuite de la guerre.

NICOLE BERNHEIM.

(1) « The Longest War », traduit de l'espagnol en anglais, 167 pages, publié à New-York par Alfred Knopf, 11 dollars 95.

LA PREMIERE ETUDE COMPLETE EN LANGUE FRANÇAISE

Le Shtetl

La bourgade juive de Pologne Rachel Ertel

Depuis le Moyen Age jusqu'à l'extermination nazie, un milieu juif unique au monde a existé. Enraciné dans les vastes plaines de Pologne, accroché aux flancs des Carpates, blotti dans les vallées, le shtetl fut un lieu de vie religieuse, sociale, politique et culturelle foisonnante.

Payot

324 p.

110 F

MATIE

DIPLOMATIE

EN AMÉLIORANT LEURS RELATIONS AVEC L'U.R.S.S.

Les dirigeants chinois souhaitent accroître leur liberté d'action

Un officiel chinois de haut rang a démenti dernièrement que la Chine veuille poursuivre « une politique d'équidistance » entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. A l'égard de cette dernière, a-t-il ajouté, « notre attitude consiste, en premier lieu, à nous opposer à l'hégémonie, et ensuite à engager un dialo-

gue ». « Puisque nous avons avec l'U.R.S.S. des relations d'Etat à Etat, il ne serait pas bon de refuser un tel dialogue », a précisé ce responsable - qui refuse d'être nommé - cité, - au cours d'une conversation avec un groupe de correspondants de presse en poste à Pékin.

Le but de la Chine dans ses conversations avec Moscou, a-t-il encore indiqué, est « d'établir des relations de bon voisinage » entre les deux pays. Il a affirmé que « l'obstacle le plus important sur cette voie est le problème cambodgien ».

Affirmant que Pékin n'attendait pas de « changement de politique radical » de la nouvelle direction soviétique, le responsable chinois a indiqué que les conversations avec Moscou reprendraient « l'an prochain ». Interrogé sur la durée de ces pourparlers, il a déclaré : « Nous avons le temps. »

Pékin. - Les télespectateurs chinois ont pu voir, pendant quelques instants, cette semaine, sur leur petit écran, les deux astronautes soviétiques de retour sur terre, après sept mois passés dans l'espace. Quelques jours auparavant, la télévision de Pékin avait diffusé à son bulletin d'informations du soir des images du Krenalin montrant la réception par M. Andropov, de la mission de la Ligue arabe conduite par le roi Hussein. Dans le même temps, si les attaques contre les méfaits de l'hégémonie de l'U.R.S.S., en particulier en Afghanistan, continuent, elles ont tendance à s'espacer et leur champ se rétrécit.

Insensiblement, les moyens d'informations chinois s'adaptent ainsi au changement de climat qui est en train de s'opérer dans les relations sino-soviétiques. On est loin, en tout cas, des propos que tenait, il y a tout juste deux ans, M. Deng Xiaoping, lorsqu'il invitait le monde entier à s'unir pour s'opposer à une « politique expansionniste qui ne changera jamais ».

Il faut avoir en tête de tels propos - et ils ne furent pas isolés - pour juger du chemin parcouru. Aujourd'hui, non seulement Pékin a repris langue avec Moscou, mais encore on admet maintenant, ici,

qu'une amélioration des relations bilatérales pourrait commencer à intervenir si l'U.R.S.S. faisait des concessions sur un seul des trois dossiers les plus importants - la frontière, le Cambodge, et l'Afghanistan - qui constituent le noyau dur du contentieux entre les deux Etats. La question de savoir si l'on s'achemine vers une modification des relations sino-soviétiques ne se pose donc plus. La réponse - quelle que soit la prudence des porte-parole - est positive et Pékin souhaite apparemment un tel changement. M. Hu Yaobang ne déclarait-il pas à des journalistes français le 17 octobre que « la Chine espère sincèrement que tous les obstacles qui nuisent à la normalisation des relations sino-soviétiques pourront être levés, afin que des rapports normaux s'établissent entre les deux pays et s'engagent sur la voie d'un développement sain » ?

Exigences économiques et contraintes militaires

Cela étant posé, tout, ou presque, reste à faire. De quelle ampleur sera la réorientation de la politique étrangère chinoise ? Avant de se risquer à une telle évaluation, plusieurs fac-

teurs doivent être pris en considération.

Le premier, et non le moins important, est le changement réalisé par l'actuelle équipe dirigeante en politique intérieure. Un compromis semble aujourd'hui à peu près établi entre les différents courants qui se partagent le pouvoir à Pékin pour consacrer le maximum d'efforts à l'œuvre de construction économique, selon une voie originale, dégagée de tous les modèles. Une telle stratégie implique, pour la Chine, non seulement la nécessité de créer autour d'elle un environnement, sinon amical du moins plus pacifique, et une présence plus active au monde, afin de s'attirer des aides diversifiées et de manifester l'assurance nouvelle d'un pouvoir désormais stabilisé.

Engagés dans une telle politique, les dirigeants chinois ne pouvaient pas ne pas être conscients des risques de tension entre les exigences économiques et les contraintes militaires. Avec intelligence et réalisme, ils sont parvenus à la conclusion que leur défense avait tout intérêt à s'appuyer sur une économie plus solide, quitte, pour l'armée, à admettre quelques sacrifices, durables - en matière d'effectifs - ou momentanés - en matière de crédits. En pourcentage des dépenses budgétaires, les sommes allouées à la défense devraient être, en 1985, en diminution de deux points par rapport à 1980.

A cela s'ajoute une modification de la perception du danger soviétique, due à un double phénomène. Embourbée en Afghanistan, inquiète de la crise polonaise, minée par ses problèmes économiques, l'U.R.S.S. juge-t-on ici, à sans doute besoin d'un répit. Une aventure contre la Chine, en outre, est d'autant moins de saison que la qualité de l'armement chinois, même si elle reste très inférieure à celle de l'U.R.S.S., a fait, ces dernières années, des progrès qui modifient les données stratégiques entre les deux pays. A cet égard, le lancement, cet automne, d'une fusée à partir d'un sous-marin est considéré par les spécialistes comme le premier pas vers la constitution d'un quelconque temps d'une force nucléaire de deuxième frappe.

Enfin, la Chine de Deng Xiaoping a, sans aucun doute, été à la fois déçue par l'attitude à son égard de l'Amérique de Reagan, et elle a jugé indispensable de poser d'elle-même des limites au dialogue politique entre les deux pays. Le comportement du président républicain envers Taiwan a joué un rôle. Mais

plus importants encore ont été le refus de Washington d'armer la Chine, et les obstacles mis par l'administration américaine à la vente au régime communiste de Pékin de matériels, électroniques notamment, considérés comme stratégiquement sensibles. Sans parler des taux d'intérêt bancaires, jugés prohibitifs. Ainsi s'est estompée l'idée, un moment caressée, d'une alliance stratégique entre Pékin et Washington, voire celle d'actions « parallèles » évoquée lors de la visite à Pékin, en 1980, de M. Harold Brown, secrétaire à la défense. Les objectifs de la diplomatie américaine, aujourd'hui, sont beaucoup plus modestes : la visite, en février prochain, du nouveau secrétaire d'Etat, M. Shultz, sera considérée comme un succès si un climat de confiance est rétabli entre les deux gouvernements.

Une politique étrangère indépendante

C'est dans un tel contexte qu'est né, dans l'esprit des dirigeants chinois, le concept d'une politique étrangère « indépendante ». Loin de correspondre à un repli sur soi, comme avec la rupture avec les Soviétiques au début des années soixante, cette liberté de mouvement, hautement proclamée, ouvre pour Pékin les perspectives d'une diplomatie tous azimuts plus offensive et beaucoup plus souple que dans le passé. Un coup d'arrêt est mis aux tentations américaines de manipuler la « carte chinoise ». En même temps, la Chine élargit considérablement son champ de manœuvre pour influencer les rapports triangulaires entre Washington, Moscou et Pékin.

Des Etats-Unis, les Chinois paraissent surtout attendre désormais une contribution à la mise en exploitation de certaines de leurs ressources naturelles (pétrole, charbon) et à leur développement économique. Mais cet apport sera tenu dans certaines limites et devra être financièrement supportable. Le dialogue politique, quant à lui, risque fort d'être réduit. Des intérêts communs entre les deux pays subsistent, surtout en Asie, mais il y sera fait de moins en moins référence. Taiwan reste un point de friction permanent que Pékin se réserve d'utiliser à tout moment.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., il s'agit d'abord d'essayer de lever les obstacles à la normalisation des rela-

tions entre les Etats. Les meilleures informations disponibles, pour le moment, confirment que les principaux problèmes évoqués par Pékin, c'est à celui du Cambodge que les Chinois accordent actuellement la plus grande attention. Les raisons de cet intérêt sont multiples. D'abord, pour simplifier, qu'un succès diplomatique en Asie du Sud-Est, région prioritaire pour Pékin, conforterait son rôle de puissance asiatique, tout en réduisant les ambitions vietnamiennes.

L'affaire cambodgienne est en même temps, vu sa complexité, un bon test pour sonder la sincérité des offres de normalisation soviétiques. Au cours de leurs premières conversations avec les Russes, en octobre, les Chinois auraient suggéré à leurs interlocuteurs de suspendre leur aide à Hanoï. Ils auraient, en outre, fait valoir qu'une modération du Vietnam sur le terrain pendant l'actuelle saison sèche serait de nature à créer un meilleur climat pour l'avenir. Or les forces de Hanoï n'ont toujours pas lancé à la frontière khméro-thaïlandaise la grande offensive annoncée par leurs adversaires.

D'étranges tractations, d'autre part, paraissent en cours entre les différentes parties au conflit.

Après le message au prince Sihanouk par M. Heng Samrin, le chef du régime de Phnom-Penh, à la suite du vote des Nations unies favorable à la coalition anti-vietnamienne, c'est Hanoï qui, par l'intermédiaire, dit-on, de la France, aurait pris récemment contact avec l'ancien souverain. Faut-il voir dans ces mouvements le résultat des fréquentes conversations que les Soviétiques ont eues, ces temps derniers, avec les dirigeants vietnamiens ? Hanoï veut-il gagner Sihanouk à sa cause ou le compromettre ? Et le rôle de la France est-il vraiment celui qu'on lui prête ?

Plus facile, pour Moscou, serait sans doute de faire un geste sur sa frontière avec la Chine. Au lendemain de la mort de Brejnev, le rédacteur en chef de la Pravda a laissé entendre sur ce point une certaine bonne volonté russe. Il n'est pas sûr, pourtant, que les Chinois, même s'ils sont évidemment intéressés, se précipitent dans la brèche. Que signifierait en effet, concrètement, un éventuel retrait réciproque des forces sur la frontière com-

mune ? Le véritable danger, stratégiquement, pour la sécurité de la Chine est la force nucléaire de l'U.R.S.S. Or on n'entend nulle part dire que celle-ci pourrait être réduite.

Se hâter lentement

Pour des raisons qui touchent à l'équilibre et à la crédibilité de leur politique étrangère, les Chinois, dans cette affaire, ne peuvent que se hâter lentement. Tout bouleversement précipité des rapports sino-soviétiques provoquerait inévitablement la méfiance et l'inquiétude des partenaires actuels de Pékin et limiterait de nouveau sa liberté de manœuvre. Le schéma qui devrait plutôt être suivi serait, apparemment, de procéder à une amélioration graduelle des relations bilatérales dans des domaines non politiques (sport, tourisme, échanges universitaires). L'an prochain pourrait voir l'arrivée à Pékin du premier groupe de visiteurs russes et de quelques étudiants. La relance des échanges commerciaux, voire de la coopération économique, pose déjà des problèmes plus délicats. Les Russes auraient fait des offres pour la modernisation de certaines entreprises construites par eux dans les années 50. Ces propositions seraient à l'étude, mais aucune décision ne serait encore prise.

La même incertitude se retrouve au plan politique. La Chine souhaite, aujourd'hui, avoir davantage les mains libres tant à l'égard des Etats-Unis que de l'U.R.S.S. ou du tiers-monde, voire de la Yougoslavie (où M. Hu Yaobang, secrétaire général du parti, devrait se rendre en février, en même temps qu'en Roumanie). Mais il n'est pas sûr qu'elle ait déjà exactement défini la nature des relations qu'elle souhaite entretenir avec les uns et avec les autres.

Pour ce qui est plus particulièrement de l'U.R.S.S., la question cruciale, en dernière analyse, est de savoir si une normalisation des relations d'Etat à Etat peut déboucher à terme sur une reprise des contacts entre les deux partis. M. Qian Qichen, le négociateur chinois, a exclu récemment devant une délégation de journalistes autrichiens une telle éventualité, du moins dans les prochaines années.

MANUEL LUCBERT.

QUES

ICES PO

NISSIAN 82

Une offre exceptionnelle en décembre!

Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT** 1983 moins chère

reprise de votre voiture plus cher!
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

L'ELEGANCE EST UN RITUEL.



GREY FLANNEL

BY GEOFFREY BEENE

BOUTIQUE DE L'ETOILE - 121, avenue Mozart 16^e - 15, avenue de Wagram 17^e.
BRUMEL - 64, boulevard Haussmann 9^e.
CARL - 152, avenue Charles de Gaulle - Neuilly-sur-Seine.
CONCORDANCES - 4, place André Malraux 1^{er}.
CORINNE DEBRIS - 9, cours de Vincennes 20^e.
DANY PARFUMS - 255, rue des Pyrénées 20^e.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes

par adjudication

Vente s/saisie Imm. Pal. Justice Créteil
Jeudi 13 janvier 1983 - 9 h 30
à pièces, garage et CAFE
PAVILLON
MANDRES-LES-ROSES
4, RUE DES VALLÉES et fig. des
Chartreux, lieudit LES FOSSÉS -
MISE A PRIX 10.000 F
S'adresser **M^r TH. MAGLO** avoc.,
18, rue de Lisbonne. Tél. 387-18-90.

VENTE surenchère du 1/10^e au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 6 JANVIER 1983, à 9 h 30 - EN UN LOT
153 STUDIOS à IVRY-SUR-SEINE (94)
164-166, boulevard de Stalingrad (anc. 185-187, avenue de Verdun)
MISE A PRIX : 5.720.000 F
S'adresser **M^{rs} BAILLY, GUILLET, DELMAS**, avocats associés à PARIS
(17^e), 18, rue Duphot, tél. 260-39-13. **M^r AARON**, avocat à PARIS (7^e),
86, rue de Lille. **M^r ABADIE**, avocat à PARIS (7^e), 17, rue de l'Université.
Tous avocats près T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 6 JANVIER 1983, à 14 h
UN APPARTEMENT 1 chambre, w.-c., placard. Au 3^e étage :
UNE CAVES et UN PARKING, dans l'immeuble
3 et 3 bis, RUE DE L'EST, PARIS (20^e)
MISE A PRIX : 123.200 F. - S'adresser **M^r DEVOS-CAMPY**
avocat à PARIS (15^e), 12, square Desaix. Tél. : 579-29-49.

Vente Palais Justice BOBIGNY, Mardi 11 janvier 1983, 13 h 30
IMMEUBLE DRANCY (93) - 9, rue Clovis-Hugues
M. à P. : 120.000 F S'ad. **M^r PAPINI** PARIS (1^{er})
253, rue Saint-Honoré, tél. 260-02-81. A tous avocats près les tribunaux de gde
instance de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL, NANTERRE et PONTOISE.

(Publicité)
En matière de planification des naissances,
les jeunes ont besoin d'une information
et d'un accueil spécifique.

Le centre de planification de la M.N.E.F.,
22, bd Saint-Michel, Paris 6^e,
reçoit chaque année plus de 15 000 jeunes
étudiantes et lycéennes.

Comme la loi le reconnaît, il faut lui donner les
moyens de fonctionner. Cela dépend du Conseil de
Paris.

La majorité du Conseil national de Paris
appliquera-t-elle la loi ?
Soutenez la demande d'agrément déposée par la
M.N.E.F. auprès de la mairie de Paris.

Nous avons déjà reçu le soutien des
personnalités suivantes :

Behar H., Pdt univ. Paris-III, Billon A., député Paris, Boutonnat M.,
secrétaire général conseil sup. de l'information sexuelle, Dr Chanot,
P.-F., médecin M.G.E.N., Chevalier P., Pdt M.G.E.N., Dr Cheyrier, J.-
M., chef de service, Dr Cohen Solal, J.-M., Comité français d'éduca-
tion pour la santé, Courtois B., Davant J.-P., Pdt M.N.D.G.I., Du-
peux J.-Y., avocat, Escutia M., député Paris, Dr Flammer L.,
Dr Fonty B., Frioux C., Pdt univ. Paris-VIII, Garigues J., Georges F.,
Pr Gremy F., Dr Hajeri H., Dr James M., gynécologue, Lacalmon-
tie J., directeur médical, F.S.E.F., Lafon-Auge, Pdt univ. Paris-
Val-de-Marne, Dr Mancieux M., Centre international pour l'enfance,
Dr Mandelbaum J., chef de clinique, Marange J., Pdt C.C.O.M.E.N.,
Pdt Minkowski A., Pr de néonatalogie, Dr Nicolas J., Pr Papiernik E.,
hôpital A. Becl, Pr Pissaro, fac. médecine St-Antoine, Perat N., Pdt
A.E.P.N., Petit Monique, Choisir la cause des femmes, Pommeau
Jacques, secrétaire général, Queval, T.-H., Quiles P., député Paris,
Dr Rainville-Delamare, médecin directeur Villeteuse, Rouquette
Roger, député Paris, Dr Rozenbaum, gynécologue, Skornicki, avocat,
Soppelsa J., Pdt univ. Paris-I, Pdt Steudler F., univ. Paris-I, Dr Tom-
kiewicz, directeur INSERM, Tougaard M., Dr Veil C.-L., Dr Ver-
doux C., Le Foll, Pdt univ. Paris-VII, et les organisations : UNEF-ID,
UNEF, JOC, JEC, M.F.P.F. Choisir, FEN, S.N.I., Ligue française de
l'enseignement SNAIASSEN.

Pour tout contact, écrire à J.-M. Dubois, 16, av. Raspail, Gen-
tilly 94250.

EUROPE

Pologne

Le primat de l'Eglise catholique critique vivement les modalités de la suspension de l'état de guerre

Varsovie. - Après avoir mis jeudi 14 décembre, Gdansk en état de siège pour empêcher M. Walesa d'appeler publiquement à un compromis, le pouvoir polonais vient de recuser le seul autre interlocuteur possible : le primat. Deux jours après que Mgr Giemba eût écrit au président de la Diète pour lui dire les «doutes» et l'opposition de l'Eglise, les autorités ont fait entendre, samedi, par le Parlement, leur nouvelle législation de l'état de guerre (1).

Si le général Jaruzelski affirme avec force, il accorde parallèlement son accord même qu'il tente de se créer une base politique en lançant un mouvement patriotique de renaissance nationale (P.R.O.N.), sensé assurer les conditions du «dialogue» entre le régime et le pays.

Très modérée dans sa forme et écrite «avant tout dans le désir de contribuer à renforcer la paix sociale et la crédibilité du pouvoir vis-à-vis de la société», la lettre du primat rendue publique, samedi 18 décembre, constitue un véritable réquisitoire contre la nouvelle loi martiale. «La paix sociale, pour être durable, écrit d'abord Mgr Giemba, doit être fondée sur des principes juridiques conformes aux principes moraux généralement acceptés et prenant en considération les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. Il affirme aussi, qu'il sera «impossible de garantir la permanence des institutions de l'Etat uniquement à l'aide des moyens répressifs».

Suite à une critique détaillée : l'interdiction faite à un ouvrier de quitter son usine sans l'accord de la direction est comparée à l'«attachement féodal de l'agriculteur à la terre» ; le fait qu'un salarié licencié ne pourra être embauché ailleurs qu'à des conditions de salaire discriminatoires est «inhumain» ; alors que la loi syndicale adoptée en octobre, sous l'état de guerre donc, ne prévoyait de sanction en cas de grève que contre les organisateurs, désormais, tous les grévistes seront licenciés.

La voie est ouverte à l'«arbitraire et à l'injustice» par la possibilité de mettre à la porte tout ouvrier ou d'exclure tout étudiant coupable d'avoir «semé des troubles» (2). «Pire encore, on pourra poursuivre pénalement un citoyen pour avoir entrepris une action en vue de provoquer des troubles publics. Il est ouvertement contraire à la Constitution» de légaliser la violation par le parquet du secret de la correspondance et des communications téléphoniques. L'«autogestion» est réduite à un élément «décoratif», le pouvoir pouvant en suspendre le fonctionnement dans une entreprise. En bref, «des formules si élastiques peuvent uniquement mener à créer une terreur psychique» et «les contraintes de l'état de guerre sont «élargies» par sa «suspension» qui ne peut,

Le lendemain, un dimanche donc, le Conseil d'Etat parachevait le fait accompli en adoptant une résolution qui fixe au 31 décembre, l'entrée en vigueur de «suspension de l'état de guerre». Pour l'Eglise le camouflet est complet, mais de même qu'il avait joué, grand encore, l'aura de M. Walesa en lui imposant silence, le pouvoir vient de recuser le primat, de le repousser dans l'opposition et de relever son prestige.

De notre correspondant

dans ces conditions, avoir «un sens quelconque».

Pour donner plus de poids à sa lettre, Mgr Giemba l'avait signée avec Mgr Dabrowski, le secrétaire de la Conférence épiscopale. C'est à toute l'Eglise que le pouvoir a donc rappelé que son «sentiment de responsabilité pour le bien du pays» ne devait se traduire que par la condamnation des grèves et de l'agitation politique. Cela ne suffira sans doute pas à détourner le primat de sa volonté de stabilisation sociale, mais ne l'aidera pas non plus à convaincre le bas clergé de la justice de sa ligne et contribuera encore moins à donner de la crédibilité au P.R.O.N.

Un programme séduisant

Présenté au cours de la constitution vendredi de son conseil national par un des conseillers du gouvernement, M. Reykowski, le programme du mouvement est pourtant presque séduisant. Il s'agit d'«introduire le principe de l'entente dans le système politique» ; d'organiser «un contrôle des pouvoirs» et d'«élargir la base de recrutement des cadres» de l'Etat. Le but serait de «surmonter la crise économique et résoudre le conflit social par une réforme conséquente du système politique». Les «adversaires principaux» du mouvement seraient «les forces qui, au sein des structures du pouvoir, paralysent l'initiative sociale» et «son inspiration la plus récente» serait les accords d'Oslo. Tout cela, naturellement, dans le respect des «principes socialistes» mais avec cette restriction, on n'est pas loin des buts de Solidarité avant que l'obstruction du parti ne pousse le syndicat à des positions beaucoup plus radicales.

Membre du P.O.U.P. depuis 1949, directeur de l'Institut de psychologie de l'Académie des sciences, ancien chef du département de recherches sociales de l'Académie politique militaire, M. Reykowski est parfaitement représentatif de ces «marginaux» du parti auxquels les militaires se sont alliés pour instaurer l'état de guerre (le Monde du 14 décembre 1982). Tout comme M. Rakowski ou M. Urban, il est à la fois totalement fidèle au régime et par faitement conscient que ce der-

nier ne peut survivre à terme sans réformes profondes. A tel point qu'à la fin des années 70 il avait, un temps, participé à la création d'un club de discussion, le DIP où devaient se retrouver des intellectuels communistes et catholiques partisans d'un changement. La quasi-totalité des membres du DIP sont aujourd'hui d'irréductibles opposants, mais lui a choisi de soutenir le pouvoir.

Il y a deux mois il a eu un sur-saut critique en rédigeant un rapport déconseillant la mise hors la loi de Solidarité. Cet homme lucide sait très bien ce qu'il faudrait faire pour sortir de la crise politique. Il n'est pas le seul dans ce cas parmi les hommes du pouvoir, la preuve en est qu'on l'a laissé présider au lancement du P.R.O.N. L'ennui est que ce pouvoir, conscient de la nécessité de réformes, doit pour éviter de devoir aller trop loin, commencer par briser toutes les aspirations du pays et éliminer toutes les organisations et personnalités représentatives.

Dissolution des clubs

La semaine passée, avec les épisodes de «l'enlèvement» de M. Walesa et de la lettre du primat, a fourni un exemple probant de cette logique. Derrière les idées timides, et les proclamations engageantes, il n'y a finalement qu'une volonté de plus en plus poussée de retour à l'orthodoxie la plus stricte. Sortant d'un long silence, le bureau politique vient de demander la dissolution de tous les «clubs et associations» qui s'étaient développés au sein ou en marge du parti depuis trois ans. Cette mesure vise aussi bien les «durs» que les «libéraux». Dans la grande tradition, on en revient à l'élimination de l'opportunisme de gauche et de droite et à l'affirmation du juste centre de la direction. En fait il s'agit tout simplement d'éliminer toute parole et toute contestation de «droite» ou de «gauche».

BERNARD GUETTA.

(1) Neuf députés se sont abstenus : un «sans parti», quatre membres du parti démocrate et quatre députés du groupe catholique «Znak».

(2) Ce terme a fait l'objet d'un des rares amendements. Ces mots ont été remplacés par «trouble l'ordre dans l'entreprise».

Roumanie

Les difficultés économiques ont été au centre de la conférence nationale du parti

De notre envoyée spéciale

Bucarest. - Sans même reprendre son souffle, le secrétaire général demande qu'il vote pour, qui vote contre, et déclare le rapport adopté «à une parfaite unanimité, caractérisé par l'absence de toutes les résolutions de la conférence». Puis il se félicite de la démocratie dans le parti et des «critiques justifiées» qui ont été formulées par certains camarades. Sous l'énorme portrait qui le représente dans une éternelle jeunesse, sans Marx ni Lénine pour voisins, sans l'Internationale pour faire écho à son discours final, M. Nicolae Ceausescu joue le dernier acte de ce que certains ici nomment «la fête du parti».

Il mettra dans ce discours de clôture quelques déclarations constantes qui, même si l'on ne souhaite pas donner dans la raillerie facile, ne peuvent pas ne pas être relevées. Ainsi ses affirmations selon lesquelles la consommation de viande et de poisson des Roumains a été, en 1982, de 70 kilos par habitant, «ce qui correspond à une alimentation rationnelle», ou celles selon lesquelles «le taux de calories par habitant est de 20 % supérieur aux normes fixées par les organisations internationales». Paroles à écouter sur les trottoirs pendant les longues heures d'ennui passées à faire la queue dans le petit matin, dans la journée, dans la nuit même, dans l'attente d'un arriéré incertain.

L'autre thème du discours, lié au précédent, car il s'agit de parler à des dévotionnaires qui ne croient pas à la mort, est l'appel à l'indépendance des paysans sur le thème «enrichissez-vous». «Chaque mètre carré de terre doit être cultivé, chaque famille doit posséder au moins une vache, des porcs, des moutons et des volailles», dit le chef de l'Etat roumain, qui n'a pas, on ne peut pas, qu'il continue à s'occuper de l'entretien, au cimetière de Cluj, en Transylvanie, des tombes de personnalités historiques hongroises.

Si l'on considère cet accident comme particulièrement curieux, c'est que, après le révois des mineurs de la vallée du Jiu, il y a trois ans, l'un des chefs de cette insurrection, après avoir été mené à plusieurs reprises par la Securitate, avait, lui aussi, été tué dans un accident semblable.

A.-M. B.

UN CURIEUX ACCIDENT DE LA ROUTE

La semaine dernière, dans la ville roumaine de Bystria, un camion militaire a dévalé le pont sur lequel se trouvait le pasteur protestant Ivan Hadzasi. Celui-ci avait été, ces derniers temps, souvent interrogé par la police sur ses rapports avec des écrivains de Hongrie. On le soupçonnait de cesser ses relations. On n'a pu, pas, non plus, qu'il continue à s'occuper de l'entretien, au cimetière de Cluj, en Transylvanie, des tombes de personnalités historiques hongroises.

Si l'on considère cet accident comme particulièrement curieux, c'est que, après le révois des mineurs de la vallée du Jiu, il y a trois ans, l'un des chefs de cette insurrection, après avoir été mené à plusieurs reprises par la Securitate, avait, lui aussi, été tué dans un accident semblable.

A.-M. B.

Italie

SELON LE «NEW YORK TIMES»

Les services secrets israéliens et ouest-allemands mettent en doute l'existence d'une «filière bulgare»

Dans une circulaire adressée aux journaux, le conseiller de presse de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris transmet un commentaire de l'agence Tass, relatif à la «filière bulgare». Ce texte dénonce la «campagne empreinte de mensonges» où «des échos d'actualité se sont en direction de l'Union soviétique».

Il s'agit de tentatives de jouer sur les sentiments des gens confiants, notamment des croyants. Les fils de cette provocation révolutionnaire remontent à ceux

qui soutiennent les régimes répressifs comme au Chili et au Salvador, qui accordent leur protection à l'agresseur israélien et aux terroristes... Les actions amorales des services de renseignement impérialistes répugnent à tout honnête homme.

Simultanément, M. Ray Cline, ancien directeur adjoint de la C.I.A., sous les présidents Kennedy et Nixon, a déclaré à la Stampa : «Peut-être le K.G.B. n'a-t-il pas suggéré ni organisé l'attentat contre le pape, mais je pense qu'Andropov a été informé et que, à son tour, il a informé Brejnev (...)». Je ne doute pas qu'il y ait vraiment eu un complot pour assassiner le pape, a ajouté M. Cline, et je pense qu'il y a pris part la police bulgare avec l'assentiment de l'investigation soviétique. Il serait risible de penser que des Bulgares et des Turcs aient pu ourdir un tel complot indépendamment des services d'espionnages des pays du pacte de Varsovie (...).

Je suis sûr que les autorités italiennes ne courraient pas tant de risques si les confessions d'Agga n'étaient pas corroborées par d'autres preuves.

Beaucoup moins catégoriques sur l'implication des Bulgares dans l'attentat contre le pape sont les services secrets israéliens et allemands cités par le New York Times, dans un article de son envoyé spécial à Bonn et à Jérusalem, Henri Kamm. Celui-ci affirme : «Certains sources des services secrets israéliens et ouest-allemands qui suivent avec un intérêt particulier le phénomène terroriste international sont sceptiques sur les allégations Ita-

liennes concernant une bulgarian connection dans l'attentat de l'année dernière contre le pape, tout en estimant, pourtant, que la Bulgarie, comme les autres pays du bloc soviétique, ont des liens étroits avec les réseaux terroristes».

Sans apporter de preuves, quant aux Bulgares, les sources citées par le New York Times insistent que ces derniers «n'auraient pas pris un risque diplomatique aussi grave pour un avantage politique aussi nébuleux et, avec des chances aussi fortes d'être découverts». Le scepticisme des Israéliens est d'autant plus remarquable que, ayant toujours cherché à convaincre le monde que le terrorisme palestinien est une création de Moscou, ils auraient été heureux de pouvoir impliquer les Palestiniens ou les Bulgares... Le New York Times s'explique quant à l'origine des «révélations» sur la bulgarian connection, il y a une campagne de désinformation, c'est-à-dire la mise en circulation de fausses nouvelles qui pourraient avoir pour source une opposition interne, au Kremlin, à M. Andropov.

En ce qui concerne l'invitation du juge Martella de se rendre en Bulgarie, on indique, à Rome, qu'elle n'a pas encore été formulée officiellement. Mais Sofia a demandé des visas italiens pour deux avocats bulgares chargés de suivre le cas de Serge Antonov, arrêté le 25 novembre.

Le chargé d'affaires italien en Bulgarie a demandé au parquet de Sofia d'autoriser la présence d'un avocat italien au procès des deux touristes accusés d'espionnage, fixé au 22 décembre.

Prudence des enquêteurs italiens

(Suite de la première page.)

«Que pensez-vous de la proposition de la Bulgarie de recevoir le juge instructeur Martella pour qu'il interroge Bochar Celak?»

«Toute ouverture des autorités bulgares pour répondre aux exigences de la justice italienne doit être considérée comme un fait positif. Naturellement, il s'agit de voir quel type de collaboration sera fourni au juge Martella dans le cas où il se rendrait en Bulgarie.

Dans vos commentaires sur ces différentes affaires, vous avez à plusieurs reprises exhorté à la prudence. Compte tenu de ce que l'on sait, cette prudence n'est-elle pas excessive?»

«La prudence dans les interprétations ne signifie certainement pas l'absence de volonté de poursuivre toutes les pistes utiles pour parvenir à la vérité. Les forces de police et les services secrets ont suivi toutes les pistes, et les résultats, devenus publics ces derniers jours, démontrèrent que rien n'a été négligé dans aucune direction.

PHILIPPE PONS.

«L'attaché militaire adjoint soviétique à Rome, le colonel Ivan Cheliag, a été expulsé le 11 décembre, du territoire italien, annonce l'agence ANSA. L'ambassadeur d'U.R.S.S. a déclaré qu'il était reparti «au terme de sa mission officielle». (A.F.P.)



Calèche d'Hermès. Le parfum de Noël.

HERMÈS
PARIS

M. Pinto Balsemao che
au poste d

De nos

MAGNETOSCO

Rolenti-crêt l'imo
télécommande intr

moins d

500

30 magnétoscopes VHS &

Moins de 70

70 magnétoscopes
ARAVIS 58

Moins de 90

40 magnétoscopes

TELEVISI

3600

HI-F

CONCUR

à Paris de la Madeleine 750

M. Pinto Balsemao choisira lui-même son successeur au poste de premier ministre

En exploitant l'inexistence d'une opposition idéologiquement solide au sein du P.S.D., il a raffermi sa position de leader du parti. C'est lui qui préparera le congrès social-

Entre le P.S. et le C.D.S., le P.S.D. s'efforce de mieux définir sa personnalité, seule façon, estime-t-on dans le parti de M. Balsemacci, de ne pas sombrer comme l'U.C.D. espagnole.

JOSE REBELO.

La victoire social-démocrate à Hambourg apparaît comme un avertissement à la coalition de Bonn

Le succès social-démocrate, qui a pris de court la plupart des pronostiqueurs, s'explique en grande partie par la mobilisation du réservoir des voix S.P.D. La participation électorale a dépassé les 80 % alors qu'elle

Il se peut fort bien que les élections du 6 mai marquent à Bonn la même situation. Avec trois députés communistes dans le Bundestag, la C.D.U. de Konrad Adenauer (la C.D.U. est la Bavère la C.S.U.) a dominé l'impression de péculier tandem que le S.P.D., que l'on disait anéanti, retrouvait une vigueur nouvelle et que le F.D.P. disparaissait de la scène politique. Les Verts ont peut-être atteint leur maximum et risquent de se retrouver dangereusement proches de la barre des 5 %.

Les choses changent en Bundesland. Les élections régionales de 1970 ont été significatives. Que signifie-t-elle ? Les chrétiens et sociaux-démocrates ? Quel qu'en soit l'exemple de Hambourg incite à la prudence dans les prévisions.

ALAIN CLÉMENT

CONCURRENCE

19 Place de la Madeleine 75008 Paris, Tél. 265.35.99

HEWLETT-PACKARD/SCIENCES ET AVENIR

هکرامی الاصل

M. Deniau veut donner un « nouveau départ » aux clubs Perspectives et Réalités

Le comité des clubs Perspectives et Réalités, réuni vendredi 17 décembre à Paris, s'est prononcé en faveur d'un « élargissement politique » des clubs et d'un renforcement de leurs structures de réflexion. En faisant adopter ces deux propositions, M. Jean-François Deniau a voulu favoriser un « nouveau départ » des clubs qu'il préside depuis le 12 novembre dernier. Ceux-ci doivent, selon lui, jouer dans l'opposition un double rôle : celui de « laboratoire d'idées » et celui de gérant et de moteur d'une « belle et bonne alliance » de l'opposition.

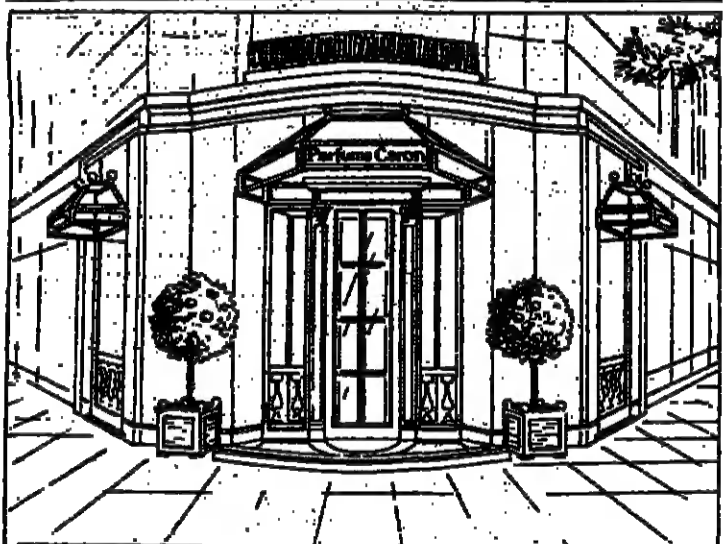
Placés sous la responsabilité de M. Deniau dès leur création, en novembre, les commissions nationales des clubs se veulent ouvertes à des personnalités qui n'ont pas d'engagement politique précis et à tous ceux qui, au sein des clubs de province, veulent participer à leur réflexion. Chargées d'élaborer sur « tous les sujets qui intéressent les Français un corps de pensée cohérent », elles ont déjà publié des rapports, notamment en ce qui concerne l'économie, la santé, la décentralisation et l'audiovisuel.

En portant leur nombre à douze, M. Deniau a voulu poursuivre l'effort de réorganisation entreprise à la fin de l'année dernière. Les quatre nouvelles commissions nationales s'intéresseront à la société et aux rapports sociaux ; aux sports, à l'urbanisme, au logement et aux transports ; aux questions européennes. Elles seront présidées respectivement par M. Jean-Claude Colli, vice-président du Carrefour social-démocrate, M. Claude Collard, ancien président du comité national olympique et sportif français, M. Jean-Philippe Lachenaud, maire de Pontoise, conseiller général du Val-d'Oise, et M. Philippe Pontet, vice-président du conseil général de l'Eure.

M. Paul Mentré, qui préside la commission économie, a été élu, vendredi, vice-président des clubs, chargé de la coordination des commissions nationales, poste laissé vacant par l'élection à la présidence de M. Deniau. Il entre ainsi au bureau politique dont la composition n'a pas été modifiée : M. Pontet et M. Pelletier demeurent vice-présidents, tandis que M. Frédéric Cuillerier devient secrétaire général adjoint chargé de l'implantation des nouveaux clubs, poste lui aussi vacant.

En proposant d'entre part un « élargissement politique », M. Deniau a voulu associer différentes personnalités aux travaux des clubs. Il

C. F.-M.



CARON PARFUMEUR
34, AVENUE MONTAIGNE.

La boutique des parfums Caron est ouverte de 10 à 20h sans interruption du 16 au 23 décembre. Poudres, pinceaux, houppettes, flacons de cristal... mille tentations vous y invitent.

(Suite de la première page.)

Le socialisme français se place dans une autre perspective. Il est un socialisme de la production, axé sur le progrès économique, seul moyen de développer le progrès social. Sur ce point, il rejoint Marx, pour qui le socialisme se justifie d'abord par une efficacité supérieure à celle du capitalisme. En l'appliquant dans le cadre d'une dictature monolithique et d'un collectivisme généralisé, les pays communistes ridiculisent la théorie dont ils se réclament. Son principe n'en demeure pas moins valable dans le cadre d'une démocratie occidentale qui contrôle seulement les firmes dominantes et les maintient dans la concurrence internationale. Les doctrinaires du néo ou de l'archéo-libéralisme feraient bien de relire *Capitalisme, socialisme et démocratie*, où Schumpeter a démontré voici quarante ans la supériorité de la gestion publique sur la gestion privée au niveau des très grandes entreprises, à condition qu'elles échappent aux contraintes administratives et qu'elles soient dirigées par des chefs dynamiques.

Notre pays a vérifié la valeur de telles assertions. Bien avant la victoire de François Mitterrand, les industries possédées, contrôlées ou orientées par l'Etat tenaient déjà une place dominante dans nos exportations. Les armes, le nucléaire, l'aéronautique, la régie Renault, les équipements de métro et de chemin de fer jouaient un rôle d'impulsion considérable. L'extension des firmes publiques en 1982 multiplie ces bataillons de première ligne, afin qu'ils puissent mieux entraîner l'ensemble de l'armée. Au-delà de tous les débats théoriques, les nouvelles nationalisations présentent un avantage considérable, que leurs adversaires commencent à entrevoir. Dans les prochaines années, les entreprises concernées vont bénéficier d'investissements bien plus importants que si elles étaient restées dans le secteur privé. Curieusement, la stratégie du socialisme français rejoint ici celle du capitalisme japonais, qui répond à la crise en développant l'investissement, alors que les autres capitalistes d'Occident tendent plutôt à le réduire. Dans l'avenir, cela pourrait donner à notre pays un atout décisif dans la compétition mondiale.

Une analyse approfondie révélerait d'ailleurs certaines analogies entre le système économique de Paris et celui de Tokyo, malgré leurs énormes différences. Le gouvernement de Pierre Mauroy prolonge la tradition nationale de Colbert en cherchant à entraîner la production par l'alliance des pouvoirs publics et de capitaines d'industrie choisis par

Trois visages du socialisme français

Les meilleurs progrès ont toujours été assurés chez nous par une telle imbrication de l'Etat et des usines. Dans l'Empire nippon d'aujourd'hui, elle est aussi forte mais fonctionne en sens contraire, les responsables politiques étant mis en place sous l'influence des hommes d'affaires. Toutefois, le patriotisme profond de ces derniers inverse un peu les rapports, en assurant la primauté de l'intérêt national. Cela revient à dire que le dynamisme japonais ne tient pas seulement au respect des lois du marché, mais aussi à une vision de l'intérêt collectif qui se rapproche de la logique du socialisme français.

Celui-ci ne se sépare pas le renforcement des firmes nationalisées et leur coordination avec les milliers d'initiatives privées qui forment la trame de l'économie occidentale. Il ne les considère pas comme un élément fondamental de toute société nouvelle. Marx concevait un collectivisme généralisé parce qu'il croyait à une concentration qui ne laisserait plus subsister que les grandes entreprises, elles-mêmes poussées vers des situations de monopole ou d'oligopole. L'évolution accomplie depuis lors a montré au contraire la résistance et le dynamisme des petites et moyennes entreprises, ainsi que leur caractère irremplaçable. Leur destruction par en haut est l'un des facteurs de la faiblesse économique des pays de l'Est, où elles réappaaraissent dans le marché noir.

Le socialisme français doit intégrer ces données à son projet de société future. Elle sera nécessairement une société mixte, où l'avant-garde formée par le secteur public restera entourée par la grande armée du secteur privé. Le succès du gouvernement de gauche dépendra largement de sa capacité à mobiliser les énergies, les initiatives

et l'esprit d'invention dans ce dernier aussi, qui détiennent une part essentielle des « forces créatrices » de la nation que le président de la République veut réveiller. Une telle action prend place dans l'aventure de la décentralisation où la majorité du 10 mai 1981 s'est lancée dans son avènement. L'articulation de tous ces éléments implique l'élaboration d'un nouveau modèle de planification qui se dessinera peu à peu, au fur et à mesure de l'expérience.

La productivité du socialisme à la française ne repose pas seulement sur le dynamisme d'un secteur public élargi en 1982 et sur le réveil d'un secteur privé jusqu'alors négligé au nom des lois du marché. Elle se manifeste aussi par une coordination entre l'économie nationale et celles des autres pays de la Communauté européenne. Le projet de pacte de défense antijaponais envisagé entre les trois grands de l'électronique d'audition et de vision (Philips, Grundig, Thomson) a été rendu possible par le transfert du

dernier sous contrôle de l'Etat : celui-ci apportant les moyens d'absorber le second, impossibles à réunir par un financement capitaliste. On voit ici un autre aspect de l'efficacité des nationalisations. Elles permettent à un pays comme le nôtre de jouer un rôle notable dans la stratégie des multinationales et d'empêcher ainsi que des intérêts français et communautaires soient totalement à la merci des sociétés privées américaines ou asiatiques qui dominent les secteurs de pointe de l'économie occidentale. Cette combinaison de pouvoirs publics et de puissances privées pourrait aider les Dix à se renforcer en face des Etats-Unis et du Japon.

MAURICE DUVERGER.

Prochain article :

LES ILLUSIONS DANGEREUSES

afer vous informe...



notre standard est saturé!

Evitez de nous téléphoner. Si vous désirez nous rejoindre et adhérer à notre convention de retraite, comptez à versements libres, attendez janvier ou envoyez-nous un chèque de 5 060 francs minimum. Il doit être accompagné de votre nom, prénom, adresse, date de naissance, profession et nom du bénéficiaire en cas de décès (vous avez un mois pour éventuellement y renoncer). Merci de votre compréhension!

association française d'épargne et de retraite
74 rue Saint-Lazare, 75009 Paris

QUI A DÉCIDÉ DE TUER LE PAPE?

Jean-Paul II était-il le garant de Walesa ?
Où Existe-t-il une "Bulgarian connexion" ?
Où Y-a-t-il un lien entre la nouvelle incarcération provisoire de Lech Walesa et l'attentat qui a failli coûter la vie au Pape ?
Où Oul, mais... La "piste Bulgare" est-elle vraiment la seule ?
Qu'en pensent deux membres des services secrets français ?
Qu'a découvert le juge chargé de l'affaire ? Le Nouvel Observateur a enquêté dans plusieurs pays pour savoir qui pouvait être derrière cette machination. Cette semaine, dans Le Nouvel Observateur, un dossier complet sur "l'attentat du siècle".

Au même sommaire :
Un grand dossier sur Les nouveaux pauvres en 83 : des surprises !

LE NOUVEAU **observateur**

CETTE SEMAINE

CING PLURIEL A OFFRIR



LES RELATIONS ENTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET L'ENSEIGNEMENT PRIVE

La longue marche de la gauche

Ecole confessionnelle contre école laïque, école des riches contre école du peuple, détournements des fonds de l'Etat au profit de l'école privée et au détriment de l'école publique... Depuis la dernière loi Jules Ferry qui, le 28 mars 1882, a achevé de mettre en place l'école gratuite, obligatoire et laïque, le débat sur la laïcité a, peu à peu, changé de nature mais n'a pas disparu pour autant. Son évolution est liée, notamment, à celle des forces politiques en France.

La victoire, il y a cent ans, du clan « laïque » — et plus particulièrement des instituteurs — contre l'école confessionnelle était aussi celle des groupes politiques qui se réclamaient de la République contre la monarchie. Combat dépeint depuis des lustres. Mais, au fur et à mesure que s'installait dans les faits, et non sans peine, l'école de la République, le débat se déplaçait pour opposer les courants « conservateurs » aux forces de gauche. La lutte fut souvent vive, et la transformation en 1953 du Comité national de défense laïque en Comité national d'action laïque (CNAL), est significative.

Une étape déterminante a été franchie dès le début de la V^e République avec l'adoption, en décembre 1959, de la loi Debré, relative aux rapports de l'Etat avec l'enseignement privé. En décidant d'apporter, sous forme de liens contractuels, l'aide financière de l'Etat aux établissements scolaires privés, le gouvernement du général de Gaulle ouvrait la voie à un nouveau type de débat électoral. Faut-il ou non maintenir le financement, par l'Etat, d'établissements qui relèvent, à 98 %, de l'enseignement catholique ? Oui, ont toujours répondu les partis de droite, tandis qu'à gauche et, notamment, sous la pression des plus importants syndicats d'enseignants se développait le slogan « école publique, fonds publics ; école privée, fonds privés ».

A l'intérieur de la gauche, durant les vingt-trois ans où elle a été absente du pouvoir — et surtout depuis sa victoire électorale en mai 1981 — l'évolution parcourue à l'égard de l'enseignement privé a sa propre histoire.

Déjà en 1959, alors qu'il s'agissait de répondre par tous les moyens à l'« explosion » scolaire, le socialiste André Bouloche, ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement de M. Michel Debré, démissionnait pour marquer son désaccord avec une phrase de l'article premier de la loi — qui, pourtant, aurait pu ouvrir la voie à l'intégration future du privé au système public. Une phrase qui affirme le « caractère propre » des établissements privés, c'est-à-dire la reconnaissance d'une spécificité et de la liberté de choix des parents. Le CNAL, qui a réuni plus de dix millions de signatures sur une pétition hostile à la loi Debré et rassemblé plusieurs milliers de manifestants avec l'appui des partis de gauche, a perdu la bataille, mais n'a pas pour autant abandonné le combat.

Le respect des croyances

A l'occasion des élections présidentielles de 1965 (où M. Mitterrand fut pour la première fois candidat) et de 1969 (où la candidature de M. Gaston Defferre a reçu le sou-

ten de Pierre Mendès France), le sujet n'a pas occupé le devant de la scène électorale. Bien qu'en 1966 M. Defferre ait déposé, au nom du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, une proposition de réforme de l'enseignement qui, au chapitre de l'enseignement privé, précisait : « Sont abrogées les dispositions instituant une aide directe ou indirecte des finances publiques à des établissements d'enseignement privé ou à des institutions éducatives dont l'activité ne répond pas aux critères de neutralité ».

C'est à la fin de l'année 1970 — à l'occasion de l'expiration de certaines dispositions de la loi Debré — que, selon les termes du CNAL, « la guerre scolaire est rallumée » par Georges Pompidou. Contre l'avis de son ministre de l'éducation nationale, M. Olivier Guichard, le président de la République décidait de pérenniser les liens contractuels de l'enseignement primaire et laissait neuf ans aux établissements secondaires pour adopter le contrat d'association. La loi était votée en juin 1971, en dépit du mouvement de protestation et des grèves déclenchées par les laïques.

Un an plus tard — M. Mitterrand ayant, entre-temps, pris la direction du P.S. — le programme commun de gouvernement des partis communiste et socialiste, en vue des élections législatives de 1973, prévoyait la réunion, « dans un service public, unique et laïque, dépendant du ministère de l'éducation nationale », de tous les secteurs de l'« enseignement initial » et d'une « part importante de l'éducation permanente ». Le programme envisageait l'« intégration progressive » des personnels et ajoutait : « Laïque, l'éducation nationale respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques ».

Les circonstances particulières de l'élection présidentielle de 1974, après la mort de Georges Pompidou, ont laissé le sujet dans l'ombre. Entre deux scrutins, le parti communiste a montré une attitude prudente à l'égard de l'enseignement catholique en « attendant la main aux chrétiens » tandis que le P.S. a durci sa position... provisoirement, il est vrai.

Le feu aux poudres

C'est le projet rédigé par M. Louis Mitterrand, alors délégué national à l'éducation nationale du P.S., qui, en septembre 1976, a mis le feu aux poudres en proposant de nationaliser les établissements scolaires sous contrat pour des raisons de principe et de bonne gestion : « La dualité scolaire empêche d'établir effectivement la carte scolaire et entraîne doubles emplois et dépenses inutiles ». Devant l'émotion suscitée par ce texte et le risque d'utilisation politique évident par ses adversaires, le P.S. reconnaît avoir commis une « erreur de méthode ».

Le 14 janvier 1977, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti, écrit dans l'Unité : « Contre le parti socialiste, tous les moyens sont bons. Il suffit, pour n'en pas douter, de regarder d'où est parti le coup, cette Union des associations des parents d'élèves de l'enseignement privé, l'UNAPEL, qui se bat habituellement de bout-jeu aux adversaires de la gauche et que nous retrouvons devant nous à la veille de chaque consultation électorale (...). La coexistence de deux structures d'enseignement, le public et le privé, pose un problème qui n'est pas né d'hier et que personne ne résoudra par des habiletés de langage ou en gommant l'histoire (...). »

« Nous croyons, nous qui récusons tout endoctrinement, toute idée d'école officielle, que le pluralisme des idées, des croyances, des cultures, des ethnies, que le droit à la différence peut et doit s'exercer au sein du service public d'éducation ».

Même s'il considérait alors que l'enseignement catholique s'identifiait aux partis conservateurs, M. Mitterrand, se référant au programme commun de 1972, précisait que jamais ses auteurs « n'ont entendu imposer l'intégration, ni décider d'un monopole, ni même ordonner la nationalisation sans discuter, négocier, préparer les étapes en tenant compte des réalités multiples de la France ». Un nouveau texte, prenant en considération ce rappel à l'ordre, était rédigé par M. Mexandeau. Mais la rupture de l'union de la gauche se profilait et, par derrière elle, l'échec aux élections législatives de 1978.

Prudence

La situation scolaire au fil des ans s'est transformée. En même temps que l'enseignement catholique se dé-

concentrait, de plus en plus, comme un recours face à certaines faiblesses de l'enseignement public. Compte tenu sans doute de cette réalité, mais aussi de la nécessité de ne pas compromettre ses chances sur un enjeu qui, en définitive, n'était pas essentiel, M. Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de mai 1981, usait de prudence pour présenter la septième de ses dix propositions pour l'école : « Un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale sera mis en place, mise en place qui sera négociée sans spoliation ni monopole. Les contrats d'association des établissements privés seront respectés. Des conseils de gestion démocratiques seront créés aux différents niveaux ».

Elu président de la République, il s'est montré, lors de sa première conférence de presse, soucieux de « veiller à ce que soit préservée, surtout dans ce domaine, l'unité nationale (...). On ne construira pas cette unité en commençant par la défaire ».

Le choix de nommer M. Alain Savary à la tête du ministère de l'éducation nationale était symbolique de cette volonté. Réputé pour être un habile négociateur, M. Savary a, pour l'instant, fait preuve de prudence et de réalisme, prenant le temps de consulter tous les intéressés avant de se faire sa propre opinion. Sous l'œil vigilant, certes, du « locataire de l'Elysée ». Ne se laissant perturber ni par l'impatience de ses amis ni par la récupération politique de ses adversaires, prompts à saisir l'occasion de litiges avec des communes socialistes à quelques mois des élections municipales.

CATHERINE ARDITTI

La fin d'une guerre de cent ans ?

La déclaration faite par M. Alain Savary, ce lundi 20 décembre, a été lentement mûrie, dans le secret et la méditation. Sa révélation n'a revêtu aucun caractère claironnant : simple lecture de texte devant la presse, sans questions ni réponses. Et pourtant, l'événement risque bien de faire date dans l'histoire des rapports entre l'enseignement privé et l'Etat. Rapports conflictuels à propos desquels on a pu parler de « guerre scolaire ».

Pour la première fois depuis un siècle, des représentants de l'enseignement privé et des défenseurs de la laïcité pourront, s'ils le veulent, réfléchir ensemble au bien commun que devrait être l'éducation des enfants en France. Ensemble, même s'ils ne sont pas, d'emblée, assis en même temps à la même table. Il se pourrait, en effet, qu'au début des négociations soient bilatérales : gouvernement-enseignement privé d'une part, gouvernement-enseignement public d'autre part.

Car il y aura plusieurs partenaires. Là réside l'habileté du ministre de l'éducation nationale, qui s'est fixé pour objectif de régler non seulement l'avenir de l'école privée mais aussi celui de l'école publique dans un mouvement de rénovation globale. L'application prochaine de la loi de décentralisation est, dans cet esprit, un instrument utile, puisqu'il s'agit de mettre fin à l'uniformité qui est, aujourd'hui, la règle dans un système très centralisé. Uniformité qui rend difficile la réponse adaptée aux besoins des élèves, qui, par définition, ne sont pas identiques.

Le nouveau modèle insérera dans le service public les établissements privés répondant à l'appellation d'établissements d'intérêt public (E.I.P.). Il s'inspire largement pour l'ensemble du réseau scolaire de la souplesse qui est déjà de règle dans l'enseignement privé. Avec, toutefois, des concessions aux uns et aux autres.

Comme dans tout compromis, chacune des parties en présence pourra se réjouir de certaines dispositions et se réjouir d'autres. Les laïcs, par exemple, apprendront avec plaisir que l'enseignement privé entre dans la carte scolaire ; en contrepartie, les familles auraient, sous certaines conditions, la liberté de choix de l'établissement de leurs enfants dans l'enseignement public. Les laïcs se réjouiront aussi de voir que les dépenses en personnels d'enseignement privé seront soumises aux règles budgétaires de l'Etat et non plus couvertes quasi automatiquement par la demande de l'enseignement privé, « à guchets ouverts », comme ils disent. De même du « caractère propre » censé définir l'originalité des établissements privés sous contrat qui irritait tant ce même clan en raison de sa référence à une spécificité religieuse — ou idéologique : l'expression ne figure plus dans les propositions soumises à la négociation.

LA CARTE SCOLAIRE

L'expression de carte scolaire recouvre l'implantation géographique des établissements scolaires et la composition de leurs différentes sections : les C.A.P., préparés par exemple ou les séries de baccalauréat. C'est donc la répartition des formations offertes aux élèves sur le territoire national.

Il faut la considérer sous deux aspects :

● La création ou la suppression de classes. — Ouvrir ou fermer une classe dépend, dans l'enseignement public, de la population scolaire existante et à prévoir, ainsi que de l'harmonisation des diverses filières proposées sur un secteur considéré. Depuis cette année, la « grille Guichard » n'est plus utilisée comme barème absolu fixant les seuils d'élèves à accueillir pour être autorisés à ouvrir ou à fermer une classe primaire (maternelle ou élémentaire). C'est l'administration départementale qui en décide, après concertation. Pour les sections de techniciens supérieurs dans les lycées, la décision qui dépend d'une politique de l'emploi est prise par le ministère.

● La sectorisation. — C'est l'obligation faite aux parents d'inscrire leurs enfants dans telle école ou tel établissement de l'enseignement public selon leur lieu de résidence.

L'enseignement privé a toujours bénéficié de sa libre décision d'ouverture de classe en fonction du seul « besoin scolaire reconnu », c'est-à-dire du nombre d'élèves attendus ; comme il a toujours tenu au libre choix de l'établissement scolaire accordé aux parents pour inscrire leurs enfants.

En revanche, chaque établissement, public ou privé nouvelle formule, devrait définir un « projet d'établissement » qui déterminerait son « identité ». Tous pourraient avoir leur caractère spécifique, ce qui n'exclut pas le respect d'un « certain nombre de valeurs fondamentales (sécurité de tous les enfants sans distinction, liberté de conscience, tolérance...) et des prescriptions communes d'enseignement ».

Des orientations non négociables

C'est un point gagné par les partisans du privé : s'ils perdent l'expression « caractère propre », ils en gardent le contenu. Ils ont même la satisfaction de la voir proposée à l'ensemble du système éducatif. Il faut remarquer que la connotation confessionnelle de l'expression s'est amoindrie au fil des années. Autre motif de satisfaction pour le « camp du privé » : l'amélioration de la situation des personnels. En revanche, il perd sa toute-puissance sur la nomination des enseignants. L'harmonisation de la situation des personnels pourrait, à terme, entraîner une redistribution des cartes syndicales.

L'ensemble du nouveau système public sera soumis à un contrôle tripartite : personnels, usagers, collectivités territoriales. C'est introduire dans l'enseignement public des élus et du bailleur de fonds, et renforcer dans l'enseignement public celui des usagers. Une ombre, toutefois, sur les conditions de ce contrôle : on ignore la part de représentativité des différents partenaires.

La déclaration liminaire de M. Savary n'est pas négociable, puisqu'elle

La déclaration liminaire du ministre « L'apprentissage de la tolérance et l'acquisition de la liberté »

Voici le texte intégral de la déclaration liminaire faite ce 20 décembre par le ministre de l'éducation nationale :

« Ainsi que le gouvernement l'a décidé le 4 août dernier, les propositions présentées aux différents partenaires en vue de l'ouverture des négociations concernent quatre domaines essentiels pour le devenir du système d'enseignement français : la carte scolaire ; le statut des personnels ; les activités éducatives.

● Ces propositions ont pour objet d'assurer une meilleure gestion matérielle, morale et sociale de l'éducation nationale. Elles s'inscrivent dans une perspective d'évolution qui doit permettre :

● La rénovation, l'assouplissement et la généralisation de la carte scolaire ;

● L'insertion du secteur privé d'enseignement au sein du service public sous la forme nouvelle de l'établissement d'intérêt public ;

● La participation de tous les partenaires au fonctionnement du système éducatif ;

● Le développement de la responsabilité et de l'identité des établissements d'enseignement ;

● L'harmonisation des statuts des personnels d'enseignement et d'éducation ;

● L'organisation, dans et autour de l'établissement, d'activités éducatives plus nombreuses et plus diversifiées, éléments d'un projet global d'éducation.

Si ces propositions sont acceptées comme base des négociations, celles-ci seront engagées dès le mois de janvier 1983. Au cours de celles-ci, seront examinées les modalités de

mise en œuvre de ces propositions, tant sur le plan du régime pédagogique que des dispositions, matérielles. Compte tenu de l'ampleur des problèmes à traiter et de la nécessité indispensable à leur examen concerté, les négociations ne pourront être conclues avant plusieurs mois.

● La période de mise en œuvre qui suivra les conclusions de cette phase de négociations s'ouvrira à la rentrée 1983. Elle sera constamment marquée de la volonté de concertation et de progressivité.

● L'objectif de cette entreprise n'est pas de contraindre, il est de procéder par étapes à une rénovation d'ensemble du système éducatif d'enseignement, de construire des bases de son unité sans céder à l'uniformité, de donner à l'acte éducatif une dimension globale qui relie l'acquisition du savoir et le développement de la personnalité, de répondre enfin dans les meilleures conditions aux besoins, aux souhaits et aux difficultés des enfants dont le service public assume la responsabilité dans le respect des principes fondamentaux d'égalité et de laïcité réaffirmés par l'article 2 de la Constitution.

● La réduction sans heurt du dualisme dans le système d'enseignement français financé par l'Etat demandera les efforts de tous. C'est un devoir que de le réaffirmer.

● Aucune des parties, aucun des observateurs nationaux ou internationaux, ne pourrait comprendre que l'école de notre pays, enviable, copieuse, ne puisse faire son unité autour des valeurs qu'elle a justifiées, mission de transmettre, celles qui lient l'apprentissage de la tolérance avec l'acquisition de la liberté ».

LES EFFECTIFS

En 1982-1983, les effectifs de l'enseignement privé en France métropolitaine dans les DOM étaient les suivants (estimations) :

● Premier degré	Elèves
Préélémentaire	325 000
Elémentaire	649 000
Spécialisé	6 000
Total	980 000
(soit 12 500 de moins qu'en 1981-1982), dont :	
- sous contrat simple	690 500 (70,45 %)
- sous contrat d'association	279 000 (28,46 %)

● Second degré	Elèves
Premier cycle	628 000
Second cycle court	179 000
second cycle long	283 000
Total	1 090 000
(soit 9 000 de plus qu'en 1981-1982), dont :	
- sous contrat simple	0
- sous contrat d'association	991 000 (90,75 %)
- Personnel enseignant sous contrat	68 998

Total : Elèves : 2 072 000 Enseignants sous contrat : 109 496. Depuis 1979, le nombre d'élèves a diminué de 32 000 dans le premier degré et augmenté de 49 000 dans le second degré. (Source : « Budget du programme » pour la loi de finances 1983).

● L'enseignement catholique scolaire : 93,3 % des effectifs du privé ; 95 % des effectifs du privé sous contrat ; l'équivalent de 18,5 % des effectifs du secteur public ; l'équivalent de 15,4 % du total (public et privé cumulé) des effectifs scolaires en France.

Mgr LUSTIGER : archaïsmes

Au cours de l'émission R.T.L. « le Monde » Grand Jury, le dimanche 19 décembre, voici ce que Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a dit au sujet de l'enseignement libre : « Ce problème de l'enseignement est le problème de la jeunesse. Il existe dans la société française une école catholique qui s'est construite sur un certain système législatif et sur un certain droit de la législation. Celle-ci correspond à une certaine fonction et respecte un certain droit, qui est le droit des parents — droit élémentaire et vital — d'avoir pour leurs enfants une éducation qui corresponde à ce qu'ils veulent transmettre ».

« La question qui me paraît la plus grave actuellement, c'est la liberté effective des parents, et surtout le problème de notre jeunesse. Il me paraît désastreux que les adultes règlent ces querelles, qui sont souvent archaïques. Je veux dire par là que l'école catholique n'est plus, n'est pas une arme de combat au détriment du respect de la conscience individuelle des enfants, n'est pas une école de classe. Il me paraît un instrument sélectif ou qui veut construire une espèce de ségrégation sociale ».

L'ENQUÊTE SUR LE ME

Les deux vis

Agg. — Les militants antimilitaristes ont par esprit tactique, de ce côté, après l'échec de la loi sur le service militaire, décidé de se consacrer à la défense de la loi de 1965 sur le statut de la femme. Claude-Louis Mathis, 22 décembre.

Dès la disparition, le 10 septembre, de trois-quatre ans de la vie politique, on a pu constater, après la démission de M. Debré, que les deux vis de la politique française, à savoir la vie politique et la vie sociale, n'ont pas été séparés. Le 10 septembre, c'est la vie politique qui a disparu, et la vie sociale qui a continué à vivre.

Monnaie — Les ministres de la Monnaie ont décidé de ne pas augmenter le taux de la monnaie, mais de le maintenir à 100 francs par dollar. Cette décision a été prise par le conseil des ministres, le 19 décembre. Le ministre de la Monnaie, M. Jacques Delors, a déclaré que cette décision était prise en fonction de la situation économique internationale.

La loi de finances 1983 — Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a annoncé que la loi de finances 1983 serait présentée au Parlement le 21 décembre. Cette loi aura pour objet de modifier le budget de l'Etat pour 1983.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

Le conseil des ministres — Le conseil des ministres s'est réuni le 19 décembre pour discuter de la loi de finances 1983. Le ministre de l'Economie, M. Jacques Delors, a présenté le projet de loi.

RELIGION

AU « GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE »

Mgr LUSTIGER : l'échec du communisme, comme idéologie d'Etat, est patent

Invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 19 décembre, Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a répondu à des questions touchant essentiellement à la politique internationale et française. Après avoir dit qu'il ne savait rien de plus sur l'attentat contre le pape ou la « filière bulgare », n'ayant de relations « ni dans la C.I.A. ni dans le K.G.B. », ni même dans le S.D.E.C.E., Mgr Lustiger a parlé de la crise polonaise.

Dès le début, a-t-il dit, il était clair pour le primat de Pologne et pour l'Europe que l'enjeu n'était pas de faire sortir la Pologne du bloc soviétique - ils avaient parfaitement conscience qu'il n'y avait rien de plus à faire - mais de permettre, par l'obtention d'un cadre déterminé, la reconnaissance d'un statut de « peuple » de dignité, et non pas d'un peuple qui ne devait, en aucun cas, mettre en jeu la survie physique du peuple. (...) L'événement qui est en train de vivre les Polonais est d'ordre spirituel. Ce peuple polonais, moralement comme les autres, mais il a assez de force et de conviction pour être capable de remettre en cause un totalitarisme oppresseur.

Quant à l'Eglise polonaise, elle joue le rôle de support de l'identité du peuple, se gardant de laisser identifier avec les instances politiques ou syndicales légitimes. (...) Tout le jeu du pouvoir consiste à amener l'Eglise à sa main, à la flatter, à lui faire accepter des avantages, soit à l'induire, soit à la réduire. (...) L'Eglise, dans un cas de détresse, où le peuple n'a plus d'expression légitime, retrouve son rôle historique qui est de permettre au peuple, à la culture, à la nation de subsister.

Pour l'archevêque de Paris, le communisme comme idéologie d'Etat représente les plus extraordinaires tentatives de la raison humaine moderne pour s'emparer du pouvoir, de la condition humaine sociale, de son être au présent. Cela prouve que l'homme ne peut pas s'emparer de l'homme. Et, en réponse à une question sur la récente ouverture du P.C.F. envers les chrétiens, Mgr Lustiger a répondu : « Je trouve sympathique que les Français tendent à la main, je le trouve sympathique, qu'ils la tendent au peuple polonais ».

Puis, au sujet du désarmement et du pacifisme, il a commenté en disant : « Les évêques américains, à l'occasion de la prise de possession des Etats-Unis, ont porté le poids de l'armement, c'est-à-dire de l'Occident d'une façon fantastique - je veux dire qu'ils ont porté le poids financier et technologique. A l'intérieur des Etats-Unis, cela leur pose deux questions : l'isolementisme ou le non-isolationisme ? Les Etats-Unis doivent-ils se défendre, ou ils la charge de prendre en l'équilibre d'une stratégie mondiale ? »

Le P.C.F. réaffirme son engagement en faveur de la liberté de conscience et de religion

L'Humanité évoque, lundi 20 décembre, Mgr Lustiger au « Grand Jury R.T.L. - le Monde », estimant que l'archevêque de Paris « est un homme de la politique ». Le quotidien du P.C.F. reproche à Mgr Lustiger d'avoir insisté sur la « politique de la tendue » à communistes vis-à-vis chrétiens, en conseillant aux premiers de « la main à surtout au peuple polonais ».

La « politique de la main tendue » par un « de M. Grenet, membre du secrétariat central du P.C.F. », le 15 décembre, M. Grenet souligne, ce qui doit être publié en supplément au numéro du communisme de janvier, que « la société socialiste voulue par le P.C.F. » est « la conscience et la religion intégralement respectées ». Il critique « le tapage qu'organise la droite » et « but de l'immense majorité des Français » déposés et dérangés par les problèmes qui se posent plus

« Deuxième élément : quelle est la précision de l'arme nucléaire ? Est-elle une arme efficace ? Est-elle une arme tolérable moralement ? Est-elle une arme raisonnable, on dit ? C'est-à-dire, n'est-on pas de quelque chose d'absurde compte tenu de l'effet destructeur ? »

Pour Mgr Lustiger, les évêques américains n'ont pas adopté une position pacifiste. Et le mouvement pacifiste qui se développe en Occident « peut être manipulé » comme un outil politique. Et c'est là l'ambiguïté de l'affaire. Il y a une conviction chrétienne qui fait qu'un chrétien ne peut que souffrir de la violence, mais qui, en même temps, croit volontiers que la paix ne soit pas utilisée pour servir une agression injuste.

Examinant ensuite la politique française, l'archevêque de Paris a déclaré, à propos de la récente intervention (1) de M. Jacques Chirac sur l'enseignement libre et de la déclaration de l'épiscopat sur les « nouveaux modes de vie » : « D'après certaines présentations, on pouvait s'imaginer que le monde de Paris était entré en religion et devenu le monde du pape - ce qui était peut-être un peu exagéré. Je ne crois pas que cela corresponde ni à sa vocation ni à ce qu'il souhaite lui-même faire. Quand le pape a voulu dire des choses, il s'est adressé à lui-même, à lui-même, à lui-même ».

« La réflexion sur les nouveaux modes de vie », a-t-il dit, « interprétée dans le langage politique français, (...) ce que nous avons voulu faire, c'est attirer l'attention sur le fait que nous sommes dans une période de crise longue et que les problèmes économiques relèvent aussi du jugement de la conscience morale. Il y a donc une réflexion à faire à ce sujet. C'est tout ce que nous avons voulu dire. L'accusation de mensonge qu'on nous adresse n'est pas fondée ».

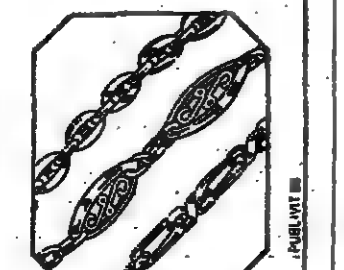
Sur l'avortement, enfin, Mgr Lustiger a défendu la récente déclaration épiscopale : « Les pays avancés se sont engagés à légitimer l'avortement. L'Eglise dit - et je pense que le judaïsme en dit autant, ainsi, peut-être, que d'autres religions : « La vie humaine doit être respectée, même s'il y a des problèmes difficiles à résoudre. La vie doit être respectée, et respectée inconsciemment. Nous disons cela, nous le disons, mais nous ne sommes pas des saints, nous ne sommes pas des anges, nous ne sommes pas des dieux, nous sommes des hommes ».

(1) Retour de Rome, où il avait reçu le 13 décembre par Jean-Paul II. M. Jacques Chirac avait critiqué, dans une interview à l'A.F.P., la déclaration des évêques sur la situation économique « Pour des nouveaux modes de vie », ainsi que leur peu d'enthousiasme pour défendre l'enseignement libre (le Monde du 15 décembre).

« villes gérées par la gauche », « résultat, pour l'essentiel, du rôle autoritaire » de la loi Guemour, votée en 1977 » et « qui prétend faire obligation aux communes d'aider au financement des établissements privés, sans possibilité de contrôle ».

Portez-les pour les fêtes

le crédit



Bracelet- or dep. 2.510 F
Sautoir assorti dep. 9.280 F

MP 10 % comptant
le solde jusqu'à 24 mois
de 3 à 6 mois sans intérêt
(après acceptation du dossier)

MP place
260.31.44
rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit

CARNET

Naissances

On nous prie d'annoncer la naissance de
Paul,
le 15 décembre,
72, rue Archère, 75019 Paris.

M. Thierry WOLFF et M^{me} née Dominique LEUCOT, laissent à Julie la joie d'annoncer la naissance de :

Sarah,
Paris, le 10 décembre 1982,
6, rue de la Belle-Famille,
92100 Boulogne.

Décès

Nous apprenons la mort de
André RASSINET,
président-directeur général
de la « Cote Desfossés »,
décédé samedi 18 décembre à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Ses obsèques auront lieu mardi 21 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 56, avenue du Général-de-Gaulle.
[Originaire de Roubaix (Nord), M. André Rassiniet avait été le président du syndicat de la « Cote Desfossés » depuis 1946. Il fut, par ailleurs, président du Syndicat national de la presse française, directeur du Syndicat de la presse parisienne et administrateur de nombreux organismes sociaux de la presse.]

M. André Delwasse, son fils,
Christiane Delwasse,
et M^{me} Philippe Delwasse
et M^{me} Thierry Delwasse,
sont présents.
M. et M^{me} Pierre Delwasse, ses petits-enfants,
Serge, Nicolas et Quentin, ses arrière-petits-enfants,
et M^{me} Freddy Delwasse, sa belle-fille, ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jean DELWASSE,
née Adèle Lafont,
à l'âge de cent ans, le 11 décembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Guy Durouchoux,
M. et M^{me} Gilles de Cambreux,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Guy DUROUCHOUX,
née Henriette Termyel,
survenue le 17 décembre 1982.
La cérémonie religieuse aura lieu le dimanche 20 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue de la République, 75017 Paris.
1, rue de Procy, 75017 Paris.
63, rue de l'Invasion, 92380 Garches.

On nous prie d'annoncer la mort de
Vladimir GOLDSTEIN,
dit Pierre Gasté,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945
avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille de la Libération,
croix de combattant volontaire
de la Résistance,
survenue le 17 décembre 1982.

De la part de :
Juliette Goldstein, son épouse,
Cécile Robel, sa sœur,
De ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces.

Les obsèques auront lieu le 21 décembre au cimetière de Bagneux-Parisien.

On se réunira à l'entrée principale, à 11 heures.

[né le 25 décembre 1901, Vladimir Goldstein (Pierre Gasté) dans la clandestinité, engagé volontaire en 1940, a été le service de liaison du Front national depuis sa formation en mai 1941. Constatant de passer en zone Sud, il devient le chef du front national de l'Herault tout en continuant à s'occuper, sur le plan national, de l'édition et de la diffusion de la presse clandestine.

Chargé, en 1944, de l'organisation des groupes francs de ville, membre du comité clandestin de libération de l'Herault, il participe à toutes les opérations de la résistance armée du département. Après la libération, il sera administrateur national du Front national.

Il adhère au parti communiste français dont il est resté membre jusqu'à sa mort.
Né à Saint-Raphaël, il y avait l'activité de l'Association des anciens combattants de la Résistance.]

M. et M^{me} René Galy-Dejean,
Carl-Erik, Marie-Cécile, Marie-Caroline et Marie-Victoire Heslin,
Le Maresquier,
sont présents.

Cyril, Adrien et M^{me} Galy-Dejean, ses arrière-petits-enfants.

M. et M^{me} Pierre Le Maresquier,
M. et M^{me} Michel Debré, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Noëlle MARESQUIER,
née Conception
Lopez de Tejada,

survenue le 16 décembre 1982.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, boulevard Flacour,
75016 Paris.

Roger MAYER,
directeur-gérant
de « L'Express »,
à 20 décembre à l'âge
soixante-deux ans.

[Originaire de l'Est, ancien professeur, Roger Mayer est chef d'un réseau de résistance au Havre sous l'occupation. Arrêté et torturé, il est ensuite déporté en Allemagne. Nommé administrateur de prison à La Havre-Évreux à la Libération, Roger Mayer en devient directeur-gérant en 1956.]

On nous prie d'annoncer la mort de

Clara MALRAUX.

survenue, le 18 décembre 1982, au 111, rue de la République (Eure).

De la part de :
Florence Malraux
Et Alain Roussis,
Des familles Goldschmidt et Heynemann.

De tous ses amis.
Ses obsèques auront lieu le 21 décembre, à 15 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.
191, rue de l'Université,
75007 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Michel PERROT,
survenue subitement le 16 décembre 1982 dans sa soixante-dixième année.

De la part de :
M^{me} Michel Perrot,
née Yvonne Lennuier, son épouse,
M. et M^{me} Jean-Michel Perrot,
M. et M^{me} Jean-Luc Olivier,
M. et M^{me} Denis Perrot,
sont présents.

Cyrille, Vanessa, Marie, Pierre, Raphaël, Mathieu et Thomas, ses petits-enfants.

Des familles :
Perrot, Genevois, Lennuier, d'Hier, ses frères et sœurs,
Tous ses amis et nièces, sœurs et neveux.

La cérémonie religieuse aura lieu le 18 décembre 1982, à 13 h 45, en l'église Saint-Elisabeth, 195, rue du Temple, 75003 Paris, maison de l'Inhumation II Châtillon-sous-Bagneux.

27, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

M^{me} Marie Poncein, née Anne Brezet.

Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PONCIN,
capitaine au long cours,

survenue à Paris le 17 décembre 1982. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Sulpice (place Saint-Sulpice, Paris-6^e).

Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être envoyés à la recherche sur le cancer.

101, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

On nous prie d'annoncer la mort de

M^{me} Marie-Renée RIGON,
ditte Basch-Rigon,
journaliste,
chevalier des arts et lettres,
décédée le 11 décembre 1982, en son domicile parisien, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu le 17 décembre dans la stricte intimité familiale.

De la part de :
M^{me} et M. Raymond Barillon, leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M. Camille Ricordeau, leurs enfants et petits-enfants,
13, rue Ernest-Cresson, 75016 Paris,
19, rue Mirebeau, 75014 Paris.

Anniversaires

Pour l'anniversaire du décès de
Georges CARRIN,
ingénieur aéronautique honoraire,
une pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

Il y a quatre ans aujourd'hui
Ariane CHAUDIER
quittait les siens, que ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Avis de messes

Une messe sera célébrée à la mémoire de

M^{me} Rose REPETTO,

par le Père Pierre Botet,
aumônier national
des artistes.

Le 27 décembre 1982, à 11 heures,
église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Perle et Or

2, rue de la Paix

Técla
JOAILLIERS

2, rue de la Paix

Jacques Attali

Jacques Attali

Histoires du temps

Un livre singulier et passionnant... de loin le plus réussi, le plus ambitieux de ceux qu'il a publiés NOUVEL OBSERVATEUR

Bousculant les siècles et les disciplines, jouant de la synthèse panoramique et du gros plan factuel, Jacques Attali écrit avec des bottes de sept lieues. Hier l'économie, la musique, la médecine. Aujourd'hui le temps. On retrouve ici le jaillissement d'idées, le fourmillement de faits caractéristiques de la "méthode Attali", mais aussi, ce qui n'était pas toujours le cas dans ses précédents essais, la clarté de l'exposé et la simplicité de l'écriture. Un font... plaisir de la lecture.

François de Closets, L'EXPRESSION

Jacques Attali est resté fidèle au long des pages à ce qu'il annonçait au début de l'ouvrage : "Aucun raisonnement a priori, aucune démonstration préalable, aucune doctrine prête à porter ne m'ont guidé ici." C'est la force de cette recherche sur les rives mouvantes du temps. Elle nous conduit aux interrogations fondamentales avec une assurance tranquille.

Pierre Drouin, LE MONDE

Les histoires que racontent les "Histoires du temps" doivent être communes, si on cherche à inventer une sagesse... Le livre de Jacques Attali dit comment le système qui dit et impose le temps s'est formé, comme se forme le système qui impose et dit notre information. Il vaut mieux le savoir, il est bon de le comprendre, il est salutaire de s'en délivrer.

Michel Serres, LE POINT

"Une passionnante machine à démonter le temps".

Dominique Durand, L'ECRAN ENCHAÎNÉ

10 pages
75 F

Fayard

RELIGION

AU « GRAND JURY R.T.L. » « LE MONDE »

Mgr LUSTIGER : l'échec du communisme, comme idéologie d'Etat, est patent

Invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 19 décembre, Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a répondu à des questions touchant essentiellement à la politique internationale et française. Après avoir dit qu'il ne savait rien de plus sur l'attentat contre le pape ou la « filière bulgare », n'ayant de relations « ni dans la C.I.A., ni dans le K.G.B. », ni même dans le S.D.E.C.E., Mgr Lustiger a parlé de la crise polonaise.

Dès le début, a-t-il dit, il était clair pour le primat de Pologne et pour l'Europe que l'enjeu n'était pas de faire sortir la Pologne du bloc soviétique — ils avaient parfaitement conscience qu'il n'y avait rien de plus à faire — mais de permettre, par l'obtention d'un cadre déterminé, la reconnaissance d'un statut de « peuple » de dignité, et non pas d'un peuple qui ne devait, en aucun cas, mettre en jeu la survie physique du peuple. (...) L'événement qui est en train de vivre les Polonais est d'ordre spirituel. Ce peuple polonais, moralement comme les autres, mais il a assez de force et de conviction pour être capable de remettre en cause un totalitarisme oppresseur.

Quant à l'Eglise polonaise, elle joue le rôle de support de l'identité du peuple, se gardant de laisser identifier avec les instances politiques ou syndicales légitimes. (...) Tout le jeu du pouvoir consiste à amener l'Eglise à sa main, à la flatter, à lui faire accepter des avantages, soit à l'induire, soit à la réduire. (...) L'Eglise, dans un cas de détresse, où le peuple n'a plus d'expression légitime, retrouve son rôle historique qui est de permettre au peuple, à la culture, à la nation de subsister.

Pour l'archevêque de Paris, « le communisme comme idéologie d'Etat représente les plus extraordinaires tentatives de la raison humaine moderne pour s'emparer du pouvoir, de la condition humaine sociale, de son être au présent. Cela prouve que l'homme ne peut pas s'emparer de l'homme ». Et, en réponse à une question sur la récente ouverture du P.C.F. envers les chrétiens, Mgr Lustiger a répondu : « Je trouve une sympathie que les Français tendent à la main, je ne la laisserai pas qu'ils la tendent au peuple polonais ».

Puis, au sujet du désarmement et du pacifisme, il a commenté en disant : « Les évêques américains, à l'occasion de la prise de possession des Etats-Unis, ont porté le poids de l'armement, c'est-à-dire de l'Occident d'une façon fantastique — je veux dire qu'ils ont porté le poids financier et technologique. A l'intérieur des Etats-Unis, cela leur pose deux questions : l'isolementisme ou le non-isolationisme ? Les Etats-Unis doivent-ils se défendre, ou ils la charge de prendre en l'équilibre d'une stratégie mondiale ? ».

Le P.C.F. réaffirme son engagement en faveur de la liberté de conscience et de religion

L'Humanité évoque, lundi 20 décembre, Mgr Lustiger au « Grand Jury R.T.L.-le Monde », estimant que l'archevêque de Paris « est un homme de la politique ». Le quotidien du P.C.F. reproche à Mgr Lustiger d'avoir insisté sur la « politique de la tendue » à communistes vis-à-vis chrétiens, en conseillant aux premiers de « la main à surtout au peuple polonais ».

La « politique de la main tendue » par un « de M. Grenet, membre du secrétariat central du P.C.F. », le 15 décembre, M. Grenet souligne, ce qui doit être publié en supplément au numéro du communisme de janvier, que « la société socialiste voulue par le P.C.F. » est « la conscience et la religion intégralement respectées ». Il critique « le tapage qu'organise la droite, le but de l'immense majorité des Français » déposés et dérangés, les problèmes qui se posent plus

« Deuxième élément : quelle est la précision de l'arme nucléaire ? Est-elle une arme efficace ? Est-elle une arme tolérable moralement ? Est-elle une arme raisonnable, on dit ? C'est-à-dire, n'est-on pas de quelque chose d'absurde compte tenu de l'effet destructeur ? ».

Pour Mgr Lustiger, les évêques américains n'ont pas adopté une position pacifiste. Et le mouvement pacifiste qui se développe en Occident « peut être manipulé comme un outil politique. Et c'est là l'ambiguïté de l'affaire. Il y a une conviction chrétienne qui fait qu'un chrétien ne peut que souffrir de la violence, mais qui, en même temps, croit volontiers que la violence ne doit pas être utilisée pour servir une agression injuste ».

Examinant ensuite la politique française, l'archevêque de Paris a déclaré, à propos de la récente intervention (1) de M. Jacques Chirac sur l'enseignement libre et de la déclaration de l'épiscopat sur les « nouveaux modes de vie » : « D'après certaines présentations, on pouvait s'imaginer que le monde de Paris était entré en religion et devenu le monde du pape — qui était peut-être un peu exagéré. Je ne crois pas que cela corresponde ni à sa vocation ni à ce qu'il souhaite lui-même faire. Quand le pape a voulu dire des choses, il s'est dit : il faut que le monde lui-même, publiquement, se réfléchisse ».

« La réflexion sur les nouveaux modes de vie », a-t-il dit, « interprétée dans le langage politique français, (...) Ce que nous avons voulu faire, c'est attirer l'attention sur le fait que nous sommes dans une période de crise longue et que les problèmes économiques relèvent aussi du jugement de la conscience morale. Il y a donc une réflexion à faire à ce sujet. C'est tout ce que nous avons voulu dire. L'accusation de mensonge qu'on nous adresse n'est pas fondée ».

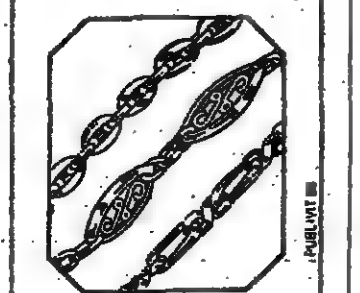
Sur l'avortement, enfin, Mgr Lustiger a défendu la récente déclaration épiscopale : « Les pays avancés se sont engagés à légitimer l'avortement. L'Eglise dit — et je pense que le judaïsme en dit autant, ainsi, peut-être, que d'autres religions : « La vie humaine doit être respectée, même s'il y a des problèmes difficiles à résoudre. La vie doit être respectée, et respectée inconsciemment. Nous disons : « populations. Mais en disant cela, nous tirons une sonnette d'alarme à l'intention de notre civilisation ».

(1) Retour de Rome, où il avait reçu le 13 décembre par Jean-Paul II. M. Jacques Chirac avait critiqué, dans une interview à l'A.F.P., la déclaration des évêques sur la situation économique « Pour des nouveaux modes de vie », ainsi que leur peu d'enthousiasme pour défendre l'enseignement libre (le Monde du 15 décembre).

« villes gérées par la gauche », « résultat, pour l'essentiel, du rôle autoritaire », « de la loi Guemour, votée en 1977 » et « qui prétend faire obligation aux communes d'aider au financement des établissements privés, sans possibilité de contrôle ».

Portez-les pour les fêtes

le crédit MP



Bracelet or dep. 2.510 F
Sautoir assorti dep. 9.280 F
MP 10 % comptant
Je solde jusqu'à 24 mois
de 3 à 6 mois sans intérêt
(après acceptation du dossier)

MP place 260.31.44
rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit

CARNET

Naissances

— M. et Mme MICHEL ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils : **Paul**, né le 15 décembre, 72, rue Archereau, 75019 Paris.

— M. Thierry WOLFF et Mme, née Dominique LEUCOT, laissent à Julie la joie d'annoncer la naissance de :

Sarah, née le 10 décembre 1982, 6, rue de la Belle-Famille, 92100 Boulogne.

Décès

— Nous apprenons la mort de **André RASSINET**, président-directeur général de la « Cote Desfossés », décédé samedi 18 décembre à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ses obsèques auront lieu mardi 21 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 56, avenue du Général-de-Gaulle. (Originaire de Roubaix (Nord), M. André Rassinier a été la victime du attentat du 14 juillet 1944, à Paris, par suite de sa participation nationale de la presse française, membre du Syndicat de la presse parisienne et administrateur de nombreux organismes sociaux de la presse.)

— M. André Delwasse, son fils, Christiane Delwasse, née Philippe Delwasse, et M. Thierry Delwasse, ses petits-enfants, Serge, Nicolas et Quentin, ses arrière-petits-enfants, M. Freddy Delwasse, sa belle-fille, ont la tristesse de faire part du décès de **M. Jean DELWASSE**, né Adolphe Lafont, à l'âge de cent ans, le 11 décembre, Bruxelles, Paris. Ces avis sont liés de faire-part.

— M. Guy Durouchoux, M. et Mme Gilles de Cambreux, ont la douleur de faire part du décès de **M. Guy DUROUCHOUX**, né Henriette Termychel, survenu le 17 décembre 1982. La cérémonie religieuse aura lieu le dimanche 20 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue de la République, 75017 Paris. 63, rue de l'Invasion, 92380 Garches.

— On nous prie d'annoncer la mort de **Vladimir GOLDSTEIN**, dit Pierre Gasthier, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance, médaille de la Libération, croix de combattant volontaire de la Résistance, survenu le 17 décembre 1982. De la part de : Juliette Goldstein, son épouse, Cécile Robel, sa sœur, De ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces. Les obsèques auront lieu le 21 décembre au cimetière de Bagneux-Parisien. On se réunira à l'entrée principale, à 11 heures.

(né le 25 décembre 1901, Vladimir Goldstein (Pierre Gasthier) dans la clandestinité, croix de guerre 1939-1945, service de liaison du Front national depuis sa formation en mai 1941. Contenant de passer en zone Sud, il devient le chef du front national de l'Alsace tout en continuant à s'occuper, sur le plan national, de l'édition et de la diffusion de la presse clandestine. Chargé, en 1944, de l'organisation des groupes francs de ville, membre du comité clandestin de libération de l'Alsace, il participe à toutes les opérations de la résistance armée du département. Après la libération, il sera administrateur national du Front national. Il adhère au parti communiste français dont il est resté membre jusqu'à sa mort. Nommé à Saint-Raphaël, il y a exercé l'activité de l'Association des anciens combattants de la Résistance.)

— M. Jean-Pierre Durand-Gasselin, M. Isabelle Le Marequier, M. et Mme Louis Le Marequier, ses enfants, M. et Mme René Galy-Dejean, Carl-Erik, Marie-Cécile, Marie-Caroline et Marie-Victoire Heslin, Le Marequier, ses petits-enfants, Cyril, Adrien et Jeanne Galy-Dejean, ses arrière-petits-enfants, M. et Mme Pierre Le Marequier, M. et Mme Michel Debré, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Noëlle MAREQUIER, née Conception Lopez de Tejada, survenu le 16 décembre 1982. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16. Ces avis sont liés de faire-part.

22, boulevard Flacour, 75016 Paris.

— Roger MAYER, directeur-gérant de « L'Express », est décédé le 20 décembre à l'âge de soixante-deux ans. (Originaire de l'Est, ancien professeur, Roger Mayer est chef d'un réseau de résistance au Havre sous l'occupation. Arrivé à Paris, il est ensuite déporté en Allemagne. Nommé administrateur de la maison « La Havre-Fire » à la Libération, Roger Mayer en devient directeur-gérant en 1956.)

On nous prie d'annoncer la mort de

Clara MALRAUX, survenue le 18 décembre 1982 au 118 (Eure).

De la part de : Florence Malraux, Et Alain Roussis, Des familles Goldschmidt et Heynemann. Et de tous ses amis. Ses obsèques auront lieu le 21 décembre, à 15 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris, 191, rue de l'Université, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. Michel PERROT**, survenu subitement le 16 décembre 1982 dans sa soixante-dixième année. De la part de : M. Michel Perrot, née Yvonne Lennuier, son épouse, M. et Mme Jean-Michel Perrot, M. et Mme Jean-Luc Olivier, M. et Mme Denis Perrot, ses enfants, Cyrille, Vanessa, Marie, Pierre, Raphaël, Mathieu et Thomas, ses petits-enfants. Des familles : Perrot, Genevois, Lennuier, d'Hier, ses frères et sœurs, Tous ses amis et nièces, neveux et neveux. La cérémonie religieuse aura lieu le 21 décembre 1982, à 13 h 45, en l'église Saint-Elisabeth, 195, rue du Temple, 75003 Paris, maison de l'Institution du Châtillon-sous-Bagneux, 27, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

— M. Marie-Poncin, née Anne Breut, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de **M. Maurice PONCIN**, capitaine au long cours, survenu à Paris le 17 décembre 1982. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Sulpice (place Saint-Sulpice, Paris-6).

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être envoyés à la recherche sur le cancer. 101, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

— On nous prie d'annoncer la mort de **M. Marie-Renée RIGON**, dite Basch-Rigon, journaliste, chevalier des arts et lettres, décédé le 11 décembre 1982, en son domicile parisien, dans sa quatre-vingt-cinquième année. L'inhumation a eu lieu le 17 décembre dans la stricte intimité familiale. De la part de : M. et M. Raymond Barillon, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Canon Ricordeau, leurs enfants et petits-enfants, 13, rue Ernest-Cresson, 75016 Paris, 19, rue Mirebeau, 75014 Paris.

Anniversaires

— Pour l'anniversaire du décès de **Georges CARRIN**, ingénieur aéronautique honoraire, une pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

— Il y a quatre ans aujourd'hui **Ariane CHAUDIER** quittait les siens, que ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à la mémoire de **M. Rose REPETTO**, par le Père Pierre Botet, aumônier national des artistes.

Le 27 décembre 1982, à 11 heures, église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Perle et Or

Técla JOAILLIERS

2, rue de la Paix

75001 Paris

75F

Fayard

pages 75F

Fayard

Jacques Attali

Jacques Attali

Histoires du temps

Un livre singulier et passionnant... de loin le plus réussi, le plus ambitieux de ceux qu'il a publiés. NOUVEL OBSERVATEUR

Bousculant les siècles et les disciplines, jouant de la synthèse panoramique et du gros plan factuel, Jacques Attali écrit avec des bottes de sept lieues. Hier l'économie, la musique, la médecine. Aujourd'hui le temps. On retrouve ici le jaillissement d'idées, le fourmillement de faits caractéristiques de la "méthode Attali", mais aussi, ce qui n'était pas toujours le cas dans ses précédents essais, la clarté de l'exposé et la simplicité de l'écriture. On a le plaisir de la lecture. François de Closets, L'EXPRESSION

Jacques Attali est resté fidèle au long des pages à ce qu'il annonçait au début de l'ouvrage : "Aucun raisonnement a priori, aucune démonstration préalable, aucune doctrine prête à porter ne m'ont guidé ici." C'est la force de cette recherche sur les rives mouvantes du temps. Elle nous conduit aux interrogations fondamentales avec une assurance tranquille. Pierre Drouin, LE MONDE

Les histoires que racontent les "Histoires du temps" doivent être communes, si on cherche à inventer une sagesse... Le livre de Jacques Attali dit comment le système qui dit et impose le temps s'est formé, comme se forme le système qui impose et dit notre information. Il vaut mieux le savoir, il est bon de le comprendre, il est salutaire de s'en délivrer. Michel Serres, LE POINT

"Une passionnante machine à démonter le temps". Dominique Durand, L'ECART ENCHAÎNÉ

pages 75F

Fayard

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

LES CHIMÈRES DE FEU (A. v.o.) :

U.G.C. Marbeuf, 11 (225-18-45).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJUNIOR (A. v.o.) :

Action-Ecoles, 9 (325-72-07).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (A. v.o.) :

Asocias, 17 (764-97-43), H.Sp.

LES DAMNÉS (H.-A.L. v.o.) :

Cole-Nivert, 19 (374-95-04).

DELIVRANCE (A. v.o.) :

Opéra Night, 2 (296-62-36).

LA DERBOUDE (Fr.) :

Club, 11 (770-81-47).

DES SOURIS ET DES HOMMES (A. v.o.) :

Espace-Gaîté, 11 (327-95-94).

ENMANUELLE (Fr.) :

City, 11 (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) :

Aradas, 11 (233-39-36).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :

Ranclough, 16 (288-64-44).

ERASERHEAD (A. v.o.) :

17 (707-24-04).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.o.) :

Christine, 11 (325-47-46).

FEMME OU DEMON (A. v.o.) :

Gil-Cesar, 6 (326-80-25) ; Olympia, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43).

FRANKENSTEIN (A. v.o.) :

Opéra Night, 2 (296-62-36).

GIMME SHELTER (A. v.o.) :

Vidéotone, 11 (325-60-34).

FREUD PASSION (A. v.o.) :

Christine, 11 (325-47-46).

GILDA (A. v.o.) :

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

Olympie-Balzac, 11 (561-10-60) ;

Olympie-Hall, 3 (278-34-13) ;

Olympie-St-Germain, 14 (542-67-42) ;

Asocias, 17 (764-97-43) ;

On en pleurerait

Il n'est pas fous, mais...

C'est ce que nous va voir...

chaque fois que nous va...

shopping à Londres, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

il n'est pas fous, mais...

ou quelqu'un, qui nous sorte de...

ce monde ordinaire. Samedi...

dernier encore, on n'a pas man-

qué. Il nous a montré une vieille...

dame, une pensionnaire du fi-

chissement fameux hospice de...

Cachan, victime, à en croire une...

aide-soignante, d'une chute acci-

dentelle. Elle a en effet six points...

de suture derrière la crâne. Elle a...

aussi, les caméras nous l'ont...

montré, un œil au beurre noir.

Difficile de croire, commentait le...

maneuver de jeu, qu'elle soit tom-

bée à la fois sur la dos et sur le...

nez. En effet !

Toujours au rayon des rencon-

tres, des conversations, des en-

treprises, il nous a présenté les...

trois quarts de notre temps, une...

excellente enquête sur la fa-

çon de fabriquer, de lancer une...

vedette de la chanson. Pas com-

pliqué : exactement comme n'im-

porte quel produit littéraire ou...

d'entretien, une lessive, un best-

seller. Le vendeur, pardon l'édi-

teur, doit y croire au point d'in-

terdire tout ce qu'il a : argent,

énergie, engagement, pour matra-

quer comme il faut, quand il faut,

où il faut. Certaines maisons s'y...

tiennent mieux que d'autres.

Question de talent, de métier. Il...

n'y a aucun mystère. Enfin si,

on a beau essayer de le dévoiler,

de le cerner au plus près, il reste,

grâce à Dieu, une inconnue : l'im-

prévisible réponse du public.

CLAUDE SARRAUTE.

LES AMBITIONS DE TÉLÉFRANCE-U.S.A.

« On peut tout faire aux États-Unis à condition d'éviter l'élitisme »

De notre correspondante

New-York. — L'affaire Rosen-

berg n'agit pas les passions...

États-Unis, mais elle reste un sujet...

douloureux pour certains, pour...

beaucoup : en effet, récemment...

la télévision ne doit pas mourir...

à l'ère de la télévision réelle en 1975...

par deux de ses fondateurs,...

Téléfrance-U.S.A. a pris un risque...

qui témoigne de ses nouvelles ambitions.

Les critiques n'ont d'ailleurs pas...

manqué : sur la façon dont les au-

teurs ont transformé Julius et...

Rosenberg en « martyrs », l'ex-

pression de *The Christian Science*...</

Le Monde

ECONOMIE

UNE ÉTUDE DE L'O.C.D.E.

L'endettement du tiers-monde

L'O.C.D.E. a publié à la fin de la semaine dernière son rapport sur « l'endettement extérieur des pays en développement ». L'ouvrage fait état de la progression spectaculaire des dettes des pays en développement, depuis quelques années, comme si les règles élémentaires de prudence et la bonne gestion devaient être systématiquement ignorées. C'est en effet sur un petit nombre de pays ayant accumulé d'énormes dettes, le Brésil, le Mexique, l'Argentine, que se concentre la moitié environ de l'endettement des pays en développement. Ces pays, depuis 1973, se sont rendus incapables de faire face au remboursement de leurs échéances ou bien, dans le cas du Brésil, s'obstinent à ne pas demander de moratoire, sous condition de recevoir des crédits supplémentaires pour faire face aux échéances. Cette nouvelle situation contraste avec celle des années 1970, où les pays en développement ont pu négocier avec succès des prêts à court terme, à des conditions de paiement très favorables.

Un chiffre clé du rapport illustre le comportement des banques jusqu'à une époque très récente : de la fin de 1973 jusqu'au quatrième trimestre 1982, les portefeuilles des banques à l'égard des quatre pays en développement qui se sont le plus massivement adressés au marché international des capitaux, se sont élargis de 100 milliards de dollars, passant de 140 à 240 milliards de dollars. Ces qua-

tre sont : le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Corée du Sud (voir tableau p. 20, qui fait état des chiffres supérieurs puisqu'il englobe les crédits bancaires, les prêts obtenus par ces différents pays en provenance d'autres sources). Les crédits à court terme ont une tendance à progresser plus vite que les crédits à moyen et long terme (échéance supérieure à un an). De même, les opérations à court terme ont fortement progressé non seulement pour ces quatre pays, mais aussi pour un certain nombre d'autres qui font appel au marché international des capitaux et aux banques, comme le Chili. Les opérations, note le rapport, étaient sans doute, plus rentables que d'autres pour les banques. Les chiffres ne sont pas sans intérêt, mais ils ne permettent pas de saisir la pleine dimension des dettes de ces pays.

Une progression générale

En fait, il n'existe pas, écrit le rapport, de pays en développement qui ne soient en dette. En effet, les problèmes d'endettement sont propres à chaque pays, et c'est à propos de chacun d'eux, que l'on voit aujourd'hui, que se pose la question du remboursement, ou de l'impossibilité d'y procéder. Les chiffres globaux, cependant, ne permettent pas de saisir la progression générale de l'endettement du tiers-monde. Les chiffres globaux, cependant, ne permettent pas de saisir la progression générale de l'endettement du tiers-monde. Les chiffres globaux, cependant, ne permettent pas de saisir la progression générale de l'endettement du tiers-monde.

caire munis de la garantie des gouvernements dont les banques prêtent, les crédits garantis sont ceux à l'exportation.

Aussi les experts font-ils remarquer : « La situation financière érigée durant la dernière décennie n'est guère tenable dans un monde de stagnation mondiale prolongée. La baisse des prix des matières premières, le ralentissement des échanges mondiaux sont autant de facteurs de manque à gagner et de quelconques diminutions absolues des recettes à l'exportation pour les pays qui chaque année font face à des charges d'emprunts. Le deuxième des graphiques montre que l'année dernière c'est à quelque 100 milliards de dollars que s'est élevée la dette extérieure des pays en développement. Le chiffre correspondant pour 1982 est de 131,3 milliards de dollars, la charge des intérêts représentant désormais presque la moitié du total (60,1 milliards). La dérive de l'endettement est la seule élément favorable dont on puisse faire actuellement état. Le dernier abaissement de l'escompte auquel le système de réserve fédéral des États-Unis a eu recours, a été principalement dicté par la préoccupation d'alléger les frais financiers pesant sur les pays en développement.

Depuis la publication du rapport, la situation s'est encore détériorée, comme un tissu qui devient plus fragile après la première déchirure. C'est pourquoi les auteurs du rapport soulignent que les pays en développement, parmi lesquels se rangent également les pays d'Amérique latine, qui ont déjà subi de graves revers, devraient continuer à être fondamentalement solvables. Ils ajoutent que les banques s'emploient actuellement à ramener à des niveaux plus réalistes les nouveaux prêts consentis à ces pays et plus particulièrement au Brésil, au Mexique et à l'Argentine. Cepen-

dant, fait nouveau, le Brésil a dû reconnaître à son tour, *volens nolens*, qu'il n'était plus capable d'obtenir par sa seule signature, de nouveaux crédits sur le marché, après que l'Argentine et le Mexique eurent leur part demandée un réchelonement de leur dette (pour un total de 19,7 milliards pour le Mexique, ce qui est considérable).

Changement de mot d'ordre

Conséquence : le changement total d'attitude de la part des gouvernements et du Fonds monétaire international. Il y a quelques semaines, le mot d'ordre était la prudence. L'on pensait généralement que les banques commerciales subordonneraient l'octroi de nouveaux crédits à l'obtention d'un prêt du Fonds monétaire assorti de conditions plus ou moins draconiennes imposées aux débiteurs. Dans l'atmosphère d'inquiétude aggravée qui a suivi l'aveu brésilien, c'est presque au développement d'un schéma contraire que l'on assiste puisque pour faire pression sur les banques le Fonds monétaire fait savoir sans ambages qu'il n'accordera ses propres crédits que si la condition que les banques maintiennent des crédits à court terme. Une autre institution vole au secours du système vermoulu : la Hongrie, au printemps dernier, puis le Mexique, et aujourd'hui le Brésil, ont obtenu d'autres crédits relatifs à l'obtention d'un prêt du Fonds monétaire assorti de conditions plus ou moins draconiennes imposées aux débiteurs. Dans l'atmosphère d'inquiétude aggravée qui a suivi l'aveu brésilien, c'est presque au développement d'un schéma contraire que l'on assiste puisque pour faire pression sur les banques le Fonds monétaire fait savoir sans ambages qu'il n'accordera ses propres crédits que si la condition que les banques maintiennent des crédits à court terme. Une autre institution vole au secours du système vermoulu : la Hongrie, au printemps dernier, puis le Mexique, et aujourd'hui le Brésil, ont obtenu d'autres crédits relatifs à l'obtention d'un prêt du Fonds monétaire assorti de conditions plus ou moins draconiennes imposées aux débiteurs.

Le coefficient de service de la dette (la proportion par rapport au total des crédits à l'exportation) a augmenté pour les pays industriels, c'est-à-dire ceux qui font appel au marché des capitaux et aux crédits

bancaires. En moyenne ce coefficient était de 24 % en 1982 mais il est supérieur à 30 % dans le cas de pays comme le Brésil ou le Mexique. A eux seuls, deux derniers pays ont représenté cette année 26 % du service total de la dette des pays en développement. On ajoute le Venezuela, l'Espagne et l'Algérie, le service de la dette des cinq plus gros emprunteurs de l'année passe à 40 % du total. Rangés par ordre d'importance du service de la dette pendant les années 1980-1981, les vingt pays débiteurs les plus importants sont les suivants : Brésil, Mexique, Venezuela, Espagne, Algérie, Iran, Yougoslavie, Corée du Sud, Argentine, Arabie Saoudite (laquelle finance beaucoup d'importations par des crédits à court terme), Chili, Indonésie, Égypte, Pérou, Grèce, Maroc, Nigéria, Inde, Turquie, Philippines. Mais faisons remarquer que cette liste, qui ne concerne que les pays en voie de développement, ne tient pas compte des pays méditerranéens membres de l'O.C.D.E. dont l'Espagne et la Yougoslavie, laisse de côté les pays du Comecon.

Des conditions libérales

Signalons que les pays à faible revenu ont globalement une dette de 110 milliards de dollars comportant un service annuel qui s'élève actuellement à 11,5 milliards, les crédits à l'exportation représentant 20 % du total de la dette, mais près de 50 % de son service. Les nouveaux emprunts en général contractés à des conditions dites libérales, c'est-à-dire à des taux nettement plus bas que ceux du marché. Mais, là où les situations varient d'un pays à l'autre, trois pays à forte population représentant à eux seuls la moitié du service total de la dette, à savoir l'Égypte, l'Inde et le Pakistan.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 20.)

Les devoirs des pays créanciers

COMME le rappelle justement le rapport de l'O.C.D.E. que nous analysons dans l'article ci-contre, il est normal que les pays en développement aient un niveau d'évolution économique exigeant un volume d'investissement supérieur à leur capacité d'épargne intérieure, ce qui entraîne des capitaux à l'étranger. Le phénomène de l'endettement des pays en développement n'est pas nouveau, mais il est devenu essentiellement porteur de problèmes. La première question, beaucoup de ces pays, les plus importants comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou, le Venezuela, l'Espagne, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, l'Égypte, le Pérou, la Grèce, le Maroc, la Turquie, les Philippines, mais faisons remarquer que cette liste, qui ne concerne que les pays en voie de développement, ne tient pas compte des pays méditerranéens membres de l'O.C.D.E. dont l'Espagne et la Yougoslavie, laisse de côté les pays du Comecon.

Les banques ont largement profité d'opérations généralisées. Elles peuvent purement et simplement refuser de prendre des risques supplémentaires qu'elles ont été les premières à ignorer parce qu'elles n'avaient d'eux que pour l'augmentation des dettes de l'exercice en cours. Les banques du monde industrialisé, qui ont garanti une partie des prêts consentis aux pays-clients du tiers monde accordant des prêts, ne peuvent que constater, à la fin de l'exercice, que les emprunteurs ne sont pas en mesure de rembourser. Leur responsabilité ne s'arrête pas là : il serait illogique de leur laisser le soin de rembourser les dettes qu'ils ont contractées. Les banques du tiers monde qui ont garanti les prêts, ne peuvent que constater, à la fin de l'exercice, que les emprunteurs ne sont pas en mesure de rembourser. Leur responsabilité ne s'arrête pas là : il serait illogique de leur laisser le soin de rembourser les dettes qu'ils ont contractées.

Le déclin industriel de l'Europe n'est pas une évidence

La prophétie du déclin économique et industriel de l'Europe voit régulièrement son horizon renforcé par des informations alarmantes sur l'invulnérabilité de ses marchés par des produits en provenance du Japon et des nouveaux pays industriels.

Selon cette thèse, l'Europe, divisée, serait incapable de préserver les routes de sa grande puissance et le centre de gravité du monde se déplacerait presque inéluctablement de l'Atlantique vers le Pacifique. Bref, les difficultés commerciales que nous connaissons aujourd'hui seraient le résultat d'un déclin économique et industriel de l'Europe amorcé depuis longtemps.

L'expérience prouve qu'il faut se méfier de la mode (la mode à la mode courte), et systématiquement les contre à l'épreuve du temps et des faits.

Précisément, l'Europe, frappée à plein par les crises pétrolières, et même plus, si l'on tient compte de la flambée du dollar en 1980, fait preuve d'un dyna-

misme économique et industriel qui fait remarquable. Les chiffres du commerce international :

- L'Europe, première puissance commerciale du monde, représente 33 % des exportations mondiales, la deuxième pour les échanges extra-européens, soit presque autant que les États-Unis (10,6 %) et le Japon (6,6 %) réunis.

- La part du Japon dans les exportations européennes n'a pas significativement augmenté entre 1973 et 1980 (6,6 % contre 6,4 %), et l'excédent commercial du Japon ne s'élève qu'à environ 10 milliards de dollars, ce qui ne doit pas nous faire oublier que la balance commerciale de ce pays a été presque systématiquement déficitaire entre 1973 et 1980, malgré les percées que l'on a sur certains marchés comme l'automobile,

l'électronique grand public... D'ailleurs, les produits japonais n'ont pas envahi le marché japonais : le Japon exporte un peu plus de 10 % de sa production contre par exemple 20 % aux États-Unis.

- La menace industrielle de certains pays du tiers-monde est ramenée à sa juste mesure : en 1981, 10 % des exportations de produits manufacturés dans le monde ont été faits par les pays développés, contre 11 % en 1973, et l'Europe (C.E.E.), qui compte pour la majeure partie ce résultat, exporte une fois et demie plus de produits manufacturés hors de sa zone que les États-Unis ou le Japon.

Le recul exceptionnel de 2 % de la part de l'Europe dans le commerce mondial en valeur absolue (en 1981, 10 % des exportations de produits manufacturés dans le monde ont été faits par les pays développés, contre 11 % en 1973, et l'Europe (C.E.E.), qui compte pour la majeure partie ce résultat, exporte une fois et demie plus de produits manufacturés hors de sa zone que les États-Unis ou le Japon.)

Le recul exceptionnel de 2 % de la part de l'Europe dans le commerce mondial en valeur absolue (en 1981, 10 % des exportations de produits manufacturés dans le monde ont été faits par les pays développés, contre 11 % en 1973, et l'Europe (C.E.E.), qui compte pour la majeure partie ce résultat, exporte une fois et demie plus de produits manufacturés hors de sa zone que les États-Unis ou le Japon.)

par MICHEL GODET (*)

Il y a un marché privilégié pour comparer les performances des États-Unis, l'Europe et du Japon : l'exportation, marché qui a été multiplié par deux en valeur absolue entre 1973 et 1981 et qui absorbe aujourd'hui 11 % des exportations mondiales de produits manufacturés contre seulement 4,6 % en 1973. Nous désignons par là les pays de l'O.P.E.P., marché sur lequel, depuis 1973, l'Europe industrielle a fait mieux que ses partenaires américains : japonais en renforçant ses positions commerciales.

Ce résultat, qui surprendra peut-être, est clairement mis en lumière par le dernier Bilan économique annuel 1982/1983 de la Commission des Communautés européennes qui conclut : « La compétitivité globale de la communauté n'est pas détériorée. Si tel avait été le cas, la Communauté n'aurait pas pu s'affirmer sur le marché O.P.E.P. elle l'a fait. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- Entre 1973 et 1981, le Japon a multiplié par 2,5 celui du Japon par 7, celui de l'Europe par 2,2 seulement.

- En 1981, la hiérarchie des exportations par rapport à l'O.P.E.P. s'est complètement inversée par rapport à 1973 : le déficit de l'Europe (23,5 milliards de dollars) est plus faible que celui des États-Unis (30,6 milliards de dollars) et celui du Japon (32,1 milliards de dollars). Au même temps, le taux d'exportation (voir note graphique) s'est fortement accru pour l'Europe (72 % en 1981 contre 44 % en 1973) et dégradé pour les États-Unis (40 % en 1981 contre 74 % en 1973), alors que celui du Japon reste voisin de 40 %.

Pour comprendre ce phénomène, que nous ne saurions analyser dans ce point de vue de l'O.P.E.P. examinons la structure des échanges de cette zone dans la période 1973-1981.

Entre États-Unis et l'Europe, le contraste frappant : l'Europe représente un débouché

(*) Professeur associé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

plus en plus important pour le Japon. L'O.P.E.P., alors que l'Europe devient un client beaucoup moins important (30 % au lieu de 44 % des exportations) et amoindrit sa part de marché dans les importations de la zone O.P.E.P. (44 % contre 41 %).

L'Europe tend à être pour l'O.P.E.P. plus un fournisseur qu'un débouché.

Par rapport au Japon les résultats sont surprenants : les exportations de produits manufacturés de la C.E.E. vers l'O.P.E.P. sont passées de 7,6 milliards de dollars en 1973 à 46,3 en 1981 et celles du Japon respectivement de 2,4 à 19,5 milliards de dollars. De même que l'écart relatif entre l'Europe et le Japon sur le marché O.P.E.P. diminue, il croît considérablement en valeur. Ce résultat est confirmé pour les catégories de produits manufacturés (biens intermédiaires, biens d'équipement), même l'automobile ne fait pas exception puisque les exportations correspondantes de la C.E.E. dans la zone O.P.E.P. passent, de 1973 à 1980, de 0,9 à 5,8 milliards de dollars contre 0,3 à 3,9 milliards de dollars pour le Japon.

Des atouts compétitifs considérables

En conclusion, l'Europe dispose d'atouts compétitifs considérables sur les marchés extérieurs même si, comme le soulignent les experts de la commission, l'appareil de production communautaire apparaît plus apte à satisfaire les besoins de marchés extérieurs qu'à croquer ceux de certains marchés comparables (États-Unis par exemple). Bref, ce n'est pas la vitalité industrielle de l'Europe mais l'orientation de celle-ci qui est en jeu.

Le message finalement optimiste pour l'Europe vaut-il pour la France qui paraît aujourd'hui dynamique que ses partenaires européens : en 1981, son taux de croissance a été de 6,6 % pour l'Italie et de 6 % pour l'Allemagne ?

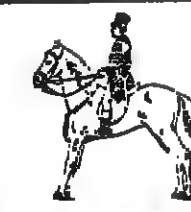
La réponse à cette question mériterait une démonstration spécifique que nous ne pouvons donner ici. Rappelons seulement que la plupart des analyses rétrospectives confirment l'extraordinaire vitalité économique et industrielle de la France

sur longue période. Par exemple, de 1963 à 1979, la France était en position de reconquête de la plupart des secteurs industriels, par rapport à l'Allemagne (2). Les tendances lourdes finiront bien par reprendre le dessus sur les fluctuations conjoncturelles, c'est un pari qu'il n'est pas téméraire de faire.

(1) Cf. « Le second choc pétrolier et les échanges internationaux », le Monde, 8 juillet 1980.

(2) Cf. « La compétitivité internationale des industries françaises au seuil des années 1980 », Études politiques industrielles n° 32 - Documentation française, ainsi que les travaux du C.E.P.I.I. ; en particulier le dernier rapport : « L'économie mondiale 1970-1990, la troisième révolution industrielle en jeu » - Économica, décembre 1982.

P. F.



BD SUCHET

A LOUER
ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tel. 359.14.70

Les clubs d'investissement : la préférence aux actions

Comme depuis une quarantaine d'années aux États-Unis, la formule des clubs d'investissement a été introduite en France en 1968. Il en existe actuellement environ quatre mille et ils regroupent qu'un peu moins de cinquante mille personnes.

Pour la troisième fois, en liaison avec la Fédération nationale des clubs d'investissement (F.N.A.C.I.), la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) a entrepris de rassembler des informations détaillées sur ces clubs répartis

aux quatre coins de la France (y compris en Corse), puisque les départements de la Creuse, de la Lozère et des Alpes-de-Haute-Provence n'en ont pas.

Pour sa dernière enquête annuelle, la Commission des opérations de Bourse a reçu en retour au questionnaire qui leur était adressé des réponses de 1 000 clubs d'investissement (1).

A titre de comparaison, en 1975, 800 clubs avaient répondu et seulement 1 000 s'étaient manifestés deux ans plus tard à l'occasion de la seconde enquête. La nette progression

constatée en 1982 peut être interprétée à la fois comme le résultat d'un certain engouement des épargnants à l'égard de ce mécanisme de placement collectif, mais aussi comme une meilleure connaissance des clubs et du rôle de la Fédération grâce à l'action des « filières » (organismes bancaires ou autres qui gèrent parfois les comptes des clubs après avoir contribué à leur création).

Près de la moitié d'actions étrangères

Plus de seize mille « clubistes » ont finalement répondu à l'enquête, et il est possible d'en dresser à présent le portrait-robot : de sexe masculin, habitant la région parisienne dans la plupart des cas, cadre de son état, âgé de trente-cinq à quarante-neuf ans en moyenne, il dépense 163,50 F par mois au sein d'un club de douze personnes en moyenne, lesquelles gèrent un portefeuille composé à 95 % d'actions, dont près de la moitié étrangères.

Le premier enseignement à tirer de ce document est la nette diminution du nombre des clubs au fil des ans. Elles ne représentent plus en moyenne que 28 % des « clubistes », contre 37 % les années précédentes, mais qu'on sache très bien d'où peut provenir cette déaffection, puisque, par exemple, les associations Femmes et valeurs et Femmes d'actions, représentées au conseil d'administration de la F.N.A.C.I., continuent de figurer parmi les clubs les plus actifs.

Dans l'ensemble, les classes d'âge restent assez homogènes même si les moins de trente-cinq à quarante-neuf ans regroupent, à elle seule, près de 42 % des membres de clubs d'investissement, et ce, entendu que 60 % d'entre eux ont moins de cinquante ans.

Parisien de la décentralisation, l'heure, les clubs sont cependant assez fortement concentrés en

région parisienne (27 % environ), et les cadres moyens et supérieurs constituent encore le gros des troupes (33 %), face aux ouvriers (0,6 %) et agriculteurs (2 %), les retraités sans profession représentant pour leur part près de 23 % du total.

En matière d'investissement, le « clubisme » est dans le « bas de gamme » et la mensualité se monte, en moyenne, à 163,50 F (lors qu'elle s'élevait à 100 F en 1975 et 1977), cette progression s'expliquant, notamment, par les possibilités nouvelles qu'offrait la loi Monory (voir par ailleurs).

Mais le phénomène essentiel de ce rapide survol des us et coutumes du « clubisme » réside dans ses intentions d'achat. Paradoxalement, alors qu'on trouve en Bourse un point tel qu'elles représentent près de 75 % des transactions, le portefeuille moyen des clubs d'investissement comprend 94,5 % d'actions — dont 52,1 % d'actions françaises et 42,4 % d'étrangères — et seulement 5 % d'obligations, le reste allant à l'achat de Sicav et des fonds communs de placement.

Pour M. Claude Vallon, président de la Fédération nationale, cette

nette préférence pour les actions (qui va de pair avec une désaffection pour les valeurs françaises : 52,1 % en 1982 contre 70 % en 1975) lors des enquêtes précédentes) montre bien que le but recherché par les clubs d'investissement est atteint : le développement de l'actionnariat dit « populaire ».

SERGE MARTI.

(1) Au 30 juin dernier, ceux-ci géraient pour 111 millions de francs de valeurs mobilières, ce qui, par extrapolation, peut représenter 100 et 250 millions de francs pour l'ensemble des clubs en France.

Un régime fiscal avantageux

FONCTIONNANT sur la base de l'indivision volontaire, les clubs d'investissement regroupent un certain nombre de personnes (vingt au maximum) décidées à apprendre les mécanismes boursiers par le biais d'un commun portefeuille de valeurs mobilières alimenté par des contributions mensuelles comprises entre 50 F et 1 000 F, outre un apport initial qui ne peut dépasser 3 000 F.

La transparence

Les clubs eux-mêmes bénéficient de la transparence fiscale (report sur le bénéficiaire des revenus des valeurs mobilières). Quant aux gains nets en capital provenant des valeurs mobilières, ils sont imposables à un régime simplifié :

■ Exonération pour les plus-values réalisées dans le cadre de la gestion du club ;

■ Exonération, également, des plus-values réalisées en cas de retrait du club ou lors de sa dissolution si celle-ci donne lieu à la répartition des sommes reçues.

S. M.

Le « S.A.S. number one »

DERRIÈRE le sigle aux allures de hamburger se cache le « Stanford All Stars number one » et l'animateur du club d'investissement est tout le fait comme le dit M. Yves Delacour.

Pourquoi ce nom de baptême peu conventionnel ? Tout simplement un hommage à l'hymne des majorités de la Stanford School de Stanford, aux États-Unis, où il a accompli ses études pour servir en tant qu'officier de marine et la croquer en 1973 dans un costume indoséux pour voler en son propre avion quelques années plus tard.

Une réunion de copains un peu farfelus, en somme ! Certainement pas. Au contraire, c'est un « beau linge » : des hommes de tête, des spécialistes financiers, des banquiers, quelques industriels, bref, une mosaïque d'individus parfaitement adaptés aux mécanismes financiers et qui viennent régulièrement chaque semaine assouvir leur soif d'investis-

sement pour une modique somme de 200 francs.

Non seulement ce type de club constitue un moyen d'information privilégiée — ce n'est pas un mince avantage — tenu de la stature de ses membres, — mais il représente le réceptacle idéal pour permettre à tous ses participants bien curieux de leur fauteuil à longueur de journée de plonger au plus profond de l'entreprise dans le détail de son fonctionnement.

Les canards boiteux

A la suite de résultats, le transfert psychologique est vécu et le « S.A.S. number one » s'est forgé une spécialité : la mise en place de projets d'investissement dans les canards boiteux ou dans les sociétés en pleine difficulté. Pour des « placements à la pape », on ne se contente pas d'amuser, pour prendre des risques en jouant sur les entreprises qui bat-

tent de l'aile, on leur fait part de leur situation et qu'il ne faut pas plus qu'à engranger la situation une fois en Bourse. « C'est facile, mais ça ne se peut rapporter qu'à la sagesse », le club est tout prêt à le reprendre il son tour. Ce fait, le 10 décembre, son portefeuille s'était valorisé de 32 % par rapport à la date de création (décembre 1981) après quelques « coups » sur Dome Mines, dont le conseil d'administration a été renforcé au moment de la mise en place du travail temporaire. Ecco dans la perspective de la diversification.

Au tour de la table, un trépane, on s'assigne déjà des objectifs précis à la vue du palmarès du club « S.A.S. ». Mais, en fait, pourquoi « number one » ? Parce qu'on a déjà prévu le number two et la suite... Tout simplement.

S. M.

loterie nationale
ARLEQUIN
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre



82 ARLE

INDISPENSABLE

Comme votre agenda personnel, LE GUIDE COURONNÉ PAR TOUTE LA PRESSE. 10 000 adresses utiles dans 33 villes françaises.

Veuillez m'envoyer ☐ exemplaires à 36 F, soit ☐ F. Remettre par chèque joint : Nom, Entreprise, Adresse.

Renvoyer à EDINOVE 135, rue Wagram — 75017 Paris. CADEAUX D'AFFAIRES : Tél. : 227.79.73. Tarifs dégressifs.

LE GUIDE DES VILLES D'AFFAIRES

POUR LES DIRIGEANTS ET LES CADRES QUI SE DÉPLACENT

EDINOVE

les atouts pour gagner.

■ Le programme international : ESLSA + MBA en 3 ans.

Désormais, grâce aux accords conclus avec des universités et business-schools nord-américains, tout étudiant « reçu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSA visé par le Ministère de l'Éducation.

* New York, Pace University, University of Connecticut, Boston, Université d'Ottawa.

■ Une pédagogie intégrée et la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur, homme d'actions, décideur, homme de dialogue.

Une coopération permanente entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprise, 106 cours, de « vrais stages », 600 heures de débouchés immédiats et, expliquant le salaire moyen d'embauche (100 000 francs par an).

■ Une vie associative et culturelle intégrée :

Paris est le campus de l'ESLSA. Les contacts directs avec les responsables économiques, politiques, sociaux.

A travers 42 associations et activités, chaque étudiant gère « son projet ». Car si la culture est essentielle à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir entreprendre ».

eslsca

35 ans d'expérience, 4000 anciens élèves, 2020 candidats au concours, 250 admis, 1200 offres d'emplois par an.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougainville 75007 PARIS - 531 32 59

POINT DE VUE

Comment financer le secteur public industriel

par JEAN-PAUL PLANCHOU

M. Jacques Delors a sévèrement critiqué, au colloque du P.S. sur les nationalisations, le projet de création d'une banque nationale d'investissement : « Arrêtons de jouer avec des petits investisseurs... ».

M. J.-P. Planchou, député (P.S.) de Paris, ici au point de vue.

Le colloque du parti socialiste vient publiquement relancer le débat, déjà fameux, sur le rôle de la gauche dans la structure spécifique du financement du développement industriel.

Le programme socialiste mentionne un « effet » depuis 1972 la création d'une banque nationale d'investissement.

Celle-ci regrouperait la plupart des établissements financiers en financements longs, et sa fonction serait de gérer les participations publiques et de financer les objectifs du développement industriel.

Les critiques qui ont été adressées à ce projet sont principalement de trois ordres :

— La B.N.I. ainsi entendue serait un organisme « lourd » qui déséquilibrerait le système financier ;

— La constitution d'un tel établissement casserait les structures bancaires qui ont fait leurs preuves et qui répondent à des besoins ;

— Aujourd'hui, il n'est pas gratuit d'ouvrir à nouveau le débat à un stade fondamental, compte tenu des responsabilités de la gauche au pouvoir et des défis relatifs à la conjoncture économique.

Soyons pragmatiques. Clarifions les enjeux. Au fond, de quoi s'agit-il ?

Il importe uniquement d'organiser la structure financière pour réaliser l'impératif industriel que s'est fixé le gouvernement Mauroy, dans une synergie dynamique du secteur public et du secteur privé. Et, d'emblée, le problème qui se pose est de distinguer le financement du développement

industriel lato sensu de celui, particulier, du secteur public industriel. Il n'est pas le même.

Des structures à préserver

Concernant la première préoccupation, les mesures de l'épargne qui sont en passe d'être adoptées par le Parlement en vue d'alimenter financièrement le secteur industriel ne sont pas le bon sens. Cependant, il proposait des financements longs de l'appareil productif, qui pourrait être la diversité des financements, des institutions et des organismes publics et para publics — le Crédit national au C.E.P.M.E., l'Idi, les différents comités de prêt, sans parler de l'échelon régional — n'aboutit pas à une dispersion de l'efficacité financière ? Qui pourrait ne pas reconnaître que cet enchevêtrement complexe de canaux multiples pour une même finalité constitue une véritable perte d'énergie et des effets pervers ?

Une nécessaire rationalisation s'impose, mais elle doit être réalisée avec le souci de bouleverser le moins possible.

Mais il ne faut pas se laisser aller à un élitisme comme le Crédit national, dont le savoir-faire technique est remarquable, l'assise suffisamment large, et qui ne peut être, présentement, la prendre des participations et de développer une politique de fonds propres.

C'est donc autour de ce Crédit national — et du C.E.P.M.E. — dont une répartition des rôles pourrait être clairement instaurée à l'égard de la gestion des entreprises, qu'une coordination de l'ensemble des opérations de financement long devrait être mise en œuvre.

Ainsi, il n'est pas forcément question de porter atteinte à l'intégrité de certaines structures, comme l'Idi, par exemple, dont les attributions spécifiques pourraient, au contraire, être développées sans diversification. Cette coordination fonctionnelle, si elle devait conduire à des regroupements d'activités, notamment au niveau régional, devrait surtout viser une unification et une simplification des procédures, et non pas la suppression des organismes eux-mêmes.

Il faut comprendre que, dans ce type d'opérations, la responsabilité est assurée par l'occurrence du Crédit national dynamisant l'implication dans l'industrie du système bancaire qui, en France, pour des raisons historiques, ne s'est jamais véritablement engagé dans le financement des capitaux à haut risque. Il constituerait, assurément, une sorte de couverture, de garantie supplémentaire pour les banques inscrites.

Un problème à résoudre

Mais, au-delà de la mobilisation des financements longs et peu coûteux de l'appareil productif, il faut résoudre, de manière appropriée, le problème des financements à long terme du secteur public industriel.

Car il n'est guère envisageable de continuer pour ce faire à ponctionner régulièrement et lourdement le budget, à l'exception de la banque des capitaux à haut risque, sauf au moyen d'une période brève et exceptionnelle, à l'instar de celle qui vient de s'écouler. Il est même à craindre de subordonner les résultats des discussions à l'industrie au ministère de l'économie et des finances, les moyens des financements.

Et l'on admet le caractère primordial du développement prioritaire du secteur public industriel dans la démarche gouvernementale

de redressement économique — ce qui représente l'une des conditions de la nationalisation de ce secteur — alors on conviendra qu'un financement à long terme, régulier et suffisant, est garanti à ces entreprises.

A mesurer les missions qui lui incombent désormais, la promotion de l'investissement, le secteur public industriel ne peut être balisé.

Dès lors, une intermédiation financière s'avère nécessaire à la mise en place d'une société publique de financement des entreprises nationales industrielles.

Le rôle de la Société financière de participation industrielle créée par l'Etat au printemps 1982. De cette manière, il n'y aurait pas création d'un nouvel instrument bancaire afin de ne pas compliquer les circuits.

La gestion administrative et financière des opérations serait confiée par un organisme déjà existant, le Crédit national, en raison de ses compétences.

Le capital de cette société serait constitué par :

— des apports de l'Etat ;

— des apports de tous les organismes financiers appartenant au secteur public : banques, compagnies financières, établissements de crédit spécialisés (Crédit national, Crédit foncier, Caisse nationale de crédit agricole, Caisse des dépôts, Banque française du commerce extérieur, etc.) sans exception, pour bien faire apparaître la volonté de réorienter les efforts de l'appareil financier vers l'industrie ;

— des apports de toutes les sociétés d'assurances appartenant au secteur public.

De plus, tous les organismes financiers appartenant au secteur public pourraient participer à la constitution du capital de la société de financement. Un effort de coordination de l'ensemble des opérations de financement long devrait être mis en œuvre.

Des obligations de statut privilégié

La société devrait être administrée par un conseil tripartite composé de représentants de l'Etat, de représentants des souscripteurs désignés et de représentants des grandes organisations nationales de salariés. Les parts sociales devraient être rémunérées sur la base d'un intérêt net d'une rémunération minimale, mais excluant toute forme de recherche d'un profit lié aux résultats.

Les emprunts de la société seraient institués, sous le capital, par :

— des emprunts obligataires placés, garantis éventuellement par l'Etat, sur le marché français. Les obligations émises devraient bénéficier totalement de tous les avantages fiscaux en faveur des placements à risque, que ces avantages soient accordés aux ménages ou aux investisseurs institutionnels.

Le taux de ces emprunts pourrait, en outre, être calculé de façon à permettre le recyclage des sommes provenant des amortissements et des intérêts des obligations immatérielles émises par la Caisse nationale de l'industrie.

Les obligations émises par la société de financement devraient être considérées, au moins partiellement, comme des placements à premier ordre que les sociétés d'assurance doivent obligatoirement détenir ; cela permettrait d'utiliser leurs réserves techniques jusqu'alors mal orientées.

Le placement des emprunts devrait être accompagné d'une grande campagne de promotion, à l'appel de tous les citoyens.

Les emprunts placés sur les marchés étrangers : — les bons à cinq ou sept ans analogues aux bons du Trésor qui pourraient être souscrits par les établissements financiers disposant d'excédents et par les compagnies d'assurances qui pourraient, dans les limites à préciser, être réaffectés ;

— éventuellement des prêts de la Caisse des dépôts et consignations ;

— le produit du remboursement des prêts placés par la société de financement aux entreprises du secteur public industriel.

La société de financement ne se limiterait pas au financement à long terme du secteur public industriel, elle accorderait des prêts participatifs destinés à accroître les capitaux permanents des entreprises nationales et des entreprises à moyen et long terme, qui, compte tenu de leurs prix résultant du coût relativement élevé de la dette, pourraient bénéficier de la contribution budgétaire en fonds propres. Au surplus, la société de financement pourrait bénéficier de bonifications d'intérêt.

Les prêts seraient accordés par un comité placé sous la responsabilité conjointe du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'économie et des finances, appliquant le plan de financement des entreprises et les engagements pris dans le cadre des contrats de plan d'entreprises.

Volonté d'une souplesse qui ne mettrait pas en cause l'ordonnement financier actuel, et qui permettrait de manière cohérente, en matière de financement des entreprises, de compléter les ressources du développement du secteur public industriel.

En définitive, il ne s'agit pas d'accorder à ces entreprises des conditions particulièrement privilégiées. Cependant, ces entreprises publiques industrielles sont d'un caractère suffisamment spécifique, puisqu'elles doivent rendre compte à la collectivité, pour que les moyens de leur croissance soient favorisés.

lentilles de contact souples
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysopie
80, bd de la République
75008 Paris Tél. 85.32

Venez vite faire un essai gratuit !
Documentation et renseignements sur demande

Ysopie

L'endettement du tiers-monde

(Suite de page 17.)

Considérée du point de vue des banques privées, la situation est la suivante : les pays en voie de développement reçoivent environ le tiers des crédits consentis par les banques à la communauté internationale, et ces crédits représentent 6 % du total combiné des prêts intérieurs et internationaux. Le montant brut des en-cours bancaires doit être mis en regard des dépôts effectués par les banques auprès des banques privées, mais ces dépôts ont augmenté au cours des dernières années de 11 % par an tandis que les crédits bancaires à court terme connaissent une progression de 29 % et les crédits à moyen et long terme de 21 %. Précisons encore que les crédits bancaires à l'exportation, qui représentent une garantie officielle des banques, ont augmenté de 10 % par an, tandis que les crédits à l'exportation ont augmenté de 11 % par an.

Le développement du tiers-monde est donc confronté à une situation de plus en plus défavorable. La position de liquidité globale du tiers-monde est donc défavorable. L'endettement du tiers-monde est donc en augmentation. Les banques privées sont donc confrontées à une situation de plus en plus défavorable.

PAUL FABRA.

DETTE TOTALE BRUTE DE TOUTES ORIGINES (en milliards de dollars)				
	1978	1980	1981	1982
Argentine	137	138	138	138
Brésil	7	12 (1)	20 (1)	20 (1)
Corée du Sud	3	7	12	n.d.
Mexique	16	25	33	39
Total des quatre pays	163	182	213	249

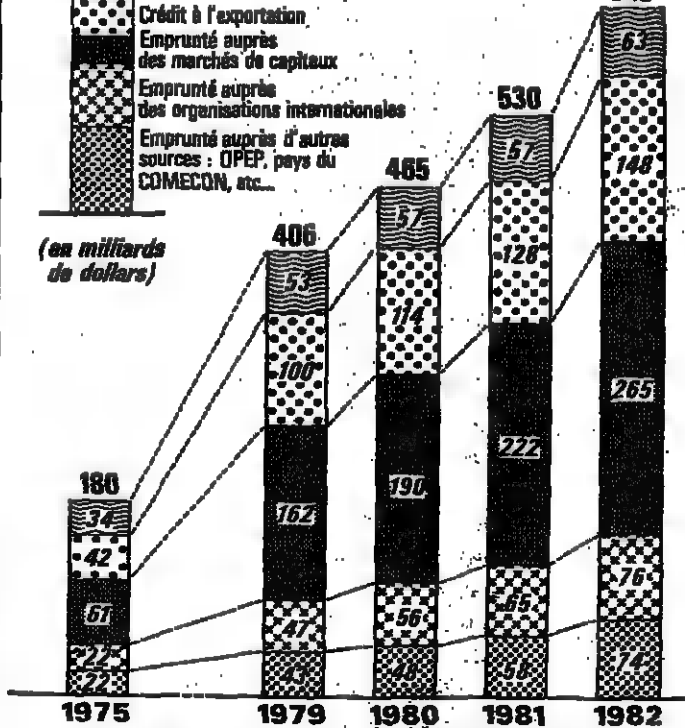
L'extrême concentration des crédits bancaires bruts sur ces quatre pays tient généralement à la rapidité avec laquelle les pays ont accédé à ces crédits au cours des années 70, avec des marges de crédit relativement élevées. Pour apprécier l'endettement de ces pays, il faut cependant tenir compte :

— Des prêts et crédits importants accordés par ces débiteurs à d'autres pays ;

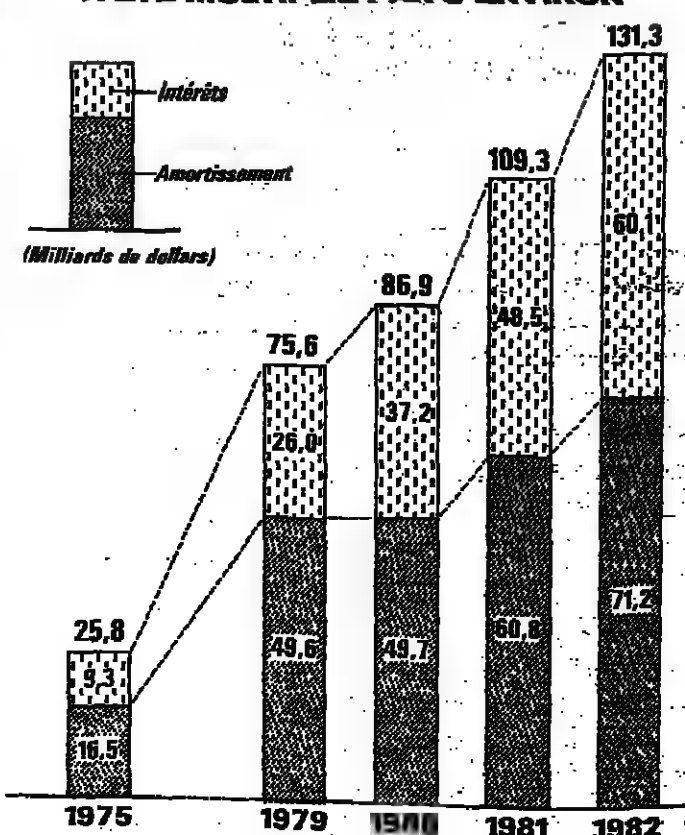
— De l'acquisition par des banques locales de ces pays d'instruments de la dette extérieure nationale (par exemple, l'achat par des banques brésiliennes de certificats représentatifs d'emprunts à l'étranger émis par le gouvernement brésilien sur les marchés internationaux).

(1) Estimations de source privée, émanant de l'O.C.D.E.
(2) Plus 24 milliards selon des estimations privées.

EN HUIT ANS, L'ENDETTEMENT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A PLUS QUE TRIPLÉ...



...ET LE SERVICE DE LEUR DETTE A ÉTÉ MULTIPLIÉ PAR 5 ENVIRON



31 DECEMBRE : DATE LIMITE POUR VOS DECISIONS PLACEMENTS

31 Décembre 1982, dernière année de Sicav Monory. 1^{er} Janvier 1983, première année du C.E.A.. Vous avez des décisions à prendre, n'hésitez pas.

Quel que soit le problème que vous ayez actuellement en matière de placements, Alain Ferri, Bernard Ferri, Christian Germe, Agents de Change, sont prêts à vous aider. Les placements, qu'ils vous proposeront, pourront être personnalisés en fonction de vos souhaits. Il suffit de prendre contact avec eux. Sur simple demande de votre part, ils vous expliqueront les placements de trésorerie et les avantages comparés de tous les investissements possibles en valeurs mobilières à court et long terme, les Fonds Communs de Placement, les comptes gérés, les comptes libres et leurs avantages fiscaux et ils vous conseilleront sur les décisions à prendre avant le 31 décembre.

A. FERRI, B. FERRI, C. GERME, AGENTS DE CHANGE.

Désormais, escomptez plus

Paris : 53, rue Vivienne 75002. Tél. 260.37.55. A Bordeaux : 16, rue du Chapeau-Rouge 33000. Tél. (56) 48.54.77.

HAUTE COULEUR

OUVRIR L'OEIL A TOUT PRIX.

Hausse par ci. Baisse par là. Ne plus savoir ce que ça coûte. Les automobilistes ne savent plus où donner de la tête!

Moi, le Tigre Esso, je vous le dis: ouvrez l'œil à tout prix, choisissez, et faites-le savoir!

Nous, chez Esso, nous faisons confiance aux automobilistes pour se donner de bons tuyaux. C'est plus sûr! Si maintenant des millions d'automobilistes connaissent et prennent le bon chemin... ce n'est pas pour rien!

Faites comme eux, bon œil à tout prix.

ESSO...LE PRIX D'EXCELLENCE.



ST. GALLIEN 1982

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.T.C.
RECRUTEMENT D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
Autres	31,00	36,45

LE GROUPE DE LA MUTUELLE GENERALE FRANÇAISE
4ème groupe d'assurances en France recherche plusieurs
JEUNES DIPLOMES
HEC, ESSEC, ESCP

12000 LB PLANS.

Chefs d'agence Ingénieurs commerciaux

Un patron pour nos ateliers mécanique et chaudronnerie

CLEAS
6 Place de la République Dominicaine - 75011 PARIS.

Merci d'adresser sous identification DS 855,
C.V. complet avec photo au
CEIP Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR

**INGÉNIEUR
ELECTROTECHNICIEN**

2 ans d'expérience
pour fonction de re
sable d'affaires, étude p
étude exécution, suivi ch

compte au Responsable Département, il participera au développement de nouveaux produits relevant de l'électronique grand public, notamment dans le domaine de la

 C.V. et prétentions à
BLACK ET DECKER
à l'attention de C. NICOLAZZI
BP 0633 69239 Lyon Cédex 02

12, rue des Pyramides 75001 Paris,
qui fera suivre.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous No 55203
à Contesse Publicité 20, de l'Opéra 75040 Paris Cedex 11
qui transmettra

**développez notre activité:
maîtrise d'ouvrage déléguée,
à Lille.**

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G.-DE-CHÂTILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



BCT Midland Bank

développe son activité DEPOT

ATTACHE CLIENTELE PARA-IMMOBILIERE

Mission :

Créer et animer un réseau de relations
avec les professionnels
des biens immobiliers, agents
immobiliers, syndics d'immeubles, etc.

Profil :

Formation bancaire indispensable
(B.P. banque exigée)
Expérience de la démarche en
exploitation d'au moins 2 ans.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à :
Jacques GRANGER, Direction des Ressources Humaines
BCT MIDLAND BANK - 11 PLACE ROY DE FRANCE - 75006 PARIS

développe son activité de
CREDITS AUX ENTREPRISES

RESPONSABLE DE COMPTES

Le poste comporte une mission :

- Action commerciale pour développer
le réseau de comptes
- Gestion et animation des comptes

Ce poste nécessite :

- Une formation supérieure
(SUP. DE CO. - ESCAS)
- Une première expérience bancaire
d'au moins 2 ans.



COMPAGNIE GENERALE
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

recrute pour ses services d'études et de développement des équipements de télécommunications comprenant
400 ingénieurs et 350 techniciens

INGENIEURS DEBUTANTS(ES) ET CONFIRMES(ES)

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines de
circuits logiques et analogiques, microprocesseurs, composants à haut niveau d'intégration,
techniques d'équipements (technologies hybrides, assemblages mécaniques, etc.).

Ecrire : CV et prétentions à : Direction du Personnel
251, rue de Valenciennes 75004 PARIS CEDEX 15.

Assistante du Directeur Général

entreprise d'aménagement et construction, forte progression, recherche pour
son Directeur Général la collaboratrice capable de prendre en charge la multiplicité des
d'une assistante : secrétaire des réunions, Direction, suivi des dossiers, tableaux
bord, organisation, contacts, etc.
Par sa maturité, elle doit pouvoir s'imposer dans sa fonction à créer qui demande le sens
l'organisation, les relations à tous les niveaux, l'initiative et la responsabilité.
La candidate souhaitée, de minimum, de formation supérieure et peut justifier
d'une réelle expérience dans un poste similaire.
La rémunération se situe aux alentours de 110.000 F. par an.
Le lieu de travail est proche banlieue de Paris.
Merci d'adresser rapidement votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. et d'une
photo à : référence 7201 M à François CORNEVIN



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société de Conseils en
Informatique

et recrutons de
JEUNES COLLABORATEURS
ayant plusieurs années d'études supérieures,
calibrées et dévouées des obligations
militaires, livrées rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances
informatiques, les candidats engagés sont formés
intégralement par la société.
Adresser lettre avec C.V. détaillé et photo sous
n°55312 à CONTEXTE PUBLIQUE
20, rue de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

Pour un développement professionnel
supérieur par l'écrit, l'oral et l'écrit, l'écrit.

1 RESPONSABLE DE L'ORGANISATION DES ETUDES

- Formation supérieure économique ou de gestion.
- Spécialisation en commerce international.
- Anglais courant (2 langues souhaitées).

Envoyer C.V. et photo à :
RÉCIE-PRESSE n° 57.477 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

GRUPE PHARMACEUTIQUE DYNAMIQUE
INTÉGRÉ DE LA SYNTHÈSE CHIMIQUE AU CONDITIONNEMENT FINAL
recherche pour son
BUREAU D'ETUDES à MARSEILLE
réalisant des projets des quatre usines de France

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

PROFIL : Jeune ingénieur spécialisé en génie chimique. Expérience souhaitée 2 à 3 ans
études usines chimiques ou sociétés ingénierie.

Adresser C.V. + photo + prétentions à l'attention personnelle de M. J.C. GUEDEL
JOUVEIN LABORATOIRES
11111 Besençon, 49240 Arville.

Important Groupe Industriel
- filiale groupe américain -
recherche pour l'une de ses unités de production
(350 personnes, située à 200 km Paris Ouest)

Chef du personnel

Répondant directement au Directeur de
l'Unité, il devra, sous l'aide de son Service,
assumer toute la responsabilité de la fonction.
Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de
formation supérieure ayant déjà exercé des
responsabilités similaires et désirant progresser
dans sa carrière.
Veuillez nous adresser votre lettre
INTERCARRIÈRES
5 rue de Halder 75009 Paris

LA MAIRIE DE PORTEN
recrute

UN ANIMATEUR SCIENTIFIQUE

Traitement art de début
4.978 F. (Carrière ouverte à
Conservateur de Musée de 2^e
catégorie). Il est demandé une
bonne culture scientifique et
un bon niveau de français et de
matières scientifiques et si
possible une pratique de la vie
associative.

Dépôt des candidatures à
l'Hôtel de Ville jusqu'au
31 décembre 1982
Tél. : 86-82-07, poste 361.

Le leader des Peintures
et Vernis pour l'habitat
recherche
pour ses laboratoires situés
en Normandie

INGÉNIEURS- CHIMISTES CHIMISTES ANALYSTES

Quelques années d'expérience
en formulation peintures,
matières synthétiques

Env. C.V. avec photo et photo à :
HOLDEN EUROPE S.A.
B.P. 27
76220 CAUDEBEC-LES-ELLES

Chirurgien
OPHTHALMOLOGIE

Interne CHU
salarié
de consultations
baser et interventions
Prestes à temps plein
pourront exercer rapidement
dans un centre à temps plein.
Ecrire sous n° 7007-489 M
RÉCIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FMC EUROPE SA
EQUIPEMENTS PETROLIERS
recherche pour son usine de SENS

UN JEUNE INGÉNIEUR MECANICIEN DE BUREAU D'ETUDES pour son département RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- Formation complémentaire en au-
tomatisme souhaitée
- Anglais lu, parlé et écrit
- Libéré O.M.

Se présenter ou téléphoner au Service
du Personnel - Route de Clémont
BP. 101 - 89103 SENS Cedex
Tél. : (86) 65.65.45

IMPORTANTE SOCIETE
METALLURGIQUE DU LITTORAL NORD
située dans une région agréable, recherche

DEUX INGÉNIEURS DIPLOMES DEBUTANTS

Ces postes conviennent à des jeunes ingénieurs
titulaires par les problèmes de terrain, ayant :
- Gout : responsabilités des contacts
humains.
- Esprit d'entreprise.
- Aptitude certaine au commandement et à
l'organisation.
Dispositions pour l'innovation.

1er POSTE : POSTE EN FABRICATION

Consacré à terme à l'ensemble des problèmes
liés à la production (élaboration aux Hauts
Fourneaux de ferro-alliages).
L'action conjuguée à celle des responsables des
différents services de l'Entreprise portera
principalement sur l'optimisation de la produc-
tion : économique, matières premières, en-
ergie, maintenance de l'outil, qualité du
produit.

2ème POSTE : RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Chargé d'études notamment sur pilote, concer-
nant les traitements physiques et chimiques de
minerai, sous-produits divers et les procédés
métallurgiques, le poste offre des possibilités
d'évolution dans les services fonctionnels ou
d'exploitation de l'Entreprise.

Ces deux postes intéressants doivent permettre
des promotions relativement rapides, débou-
chant, en cas de succès, sur la prise en charge de
responsabilités dans les services fabrication et
fonctionnel.

Adresser lettre manuscrite, C.V., avec photo et
prétentions à : No 55306 à ConTEXTE Publi-
cité 20, avenue de l'Opéra
75004 Paris Cedex 01, qui trans.



ETABLISSEMENT FINANCIER
(85 points de vente en France)
Pour assurer son développement,
le C.G.I. recherche : futurs :

RESPONSABLES COMMERCIAUX

Après formation complète des produits et
nos techniques dans l'ensemble des services
du Groupe, les candidats évolueront
fonctions : responsable ou adjoint de
point de vente.

De formation BAC + 2 minimum (DUT
Techniques Commercialisation, Gestion,
ESC, EDHEC ou équivalent), les candidats
devront impérativement accepter la mobilité
professionnelle.

Une première expérience serait appréciée
ainsi qu'une connaissance des technologies
(bureautique, micro-informatique...).

responsables se verra offrir
perspectives d'évolution motivantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo
prétentions, sous référence SD 83 à
Guilain VANDAELE
CREDIT GENERAL INDUSTRIEL
Equipe Développement Social
69 - Flandre
59700 MARCQ EN BAROEUL.

Chef du personnel et relations sociales

Bonne formation, droit social,
expérience confirmée gestion,
nombreux personnels et rela-
tions sociales.
Résidence MARSEILLE
déplacements assez fréquents
pour régler problèmes
sur place.
Ad. curriculum vitae détaillé,
photographie et 3 résumés
écrits. Rémunération départ
minimum 210.000 F/an.
Ecrire : HAVAS MARSEILLE
n° 93.121.

Association de Jeunes et
d'Education Populaire rech. :

ses Responsables régionaux
en Ile-de-France, Nord-
Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées.

Envoyer C.V. et photo à :
S/N° 7440, LE MONDE Pub.
Service Annonces Classées,
S. r. l. - Paris.

CABINET CONSEILS JURIDIQUES FISCALISTE

conformément à la loi
Expérience clientèle,
C.V., prétentions
photo, HAVAS n° 038,
B.P. 297.

NANCY INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET SECURITE

Dans le cadre des contrats de Solidarité
recrute pour l'extension des activités son
laboratoire de chimie minérale, un ingénieur
chimiste débutant diplômé d'une école
supérieure de chimie.

pour le service - Sécurité des machines.
Protecteurs - un ingénieur mécanicien
diplômé grande école possédant quelques
années d'expérience en laboratoire en
milieu industriel ou dans la
- Etudes générales, Protecteurs individuels -.

Faire offre de candidature par lettre
manuscrite + C.V. à l'attention
de Monsieur BARTOLI

ANPE
Secteur Spécialisé Carrières
12, place de la
Croix-de-Bourguignon
54000 NANCY.

SERITA

RESEAUX - GENIE LOGICIEL

Pour élargir ses activités étude et développement
logiciels "réseau", www.recherchons sur
RENNES TOULOUSE des

ingénieurs logiciel

ou pour le développement
logiciels de qualité dans
suivants : logiciels de base, logiciels de télécom-
munications, X.25, VIDEOTEX, TELETEX.

Adresser lettre manuscrite, C.V., avec photo et
prétentions à : SERITA
C.V. référence TR 12 à
SERITA
11 - Bailly - Neuilly

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien
indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit d'un « Monde
Publicité » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DE SERVICE RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES

Pour son siège à Paris, une des plus importantes sociétés industrielles françaises, leader sur un marché de technologie de pointe et d'urgence internationale, recherche :

Il sera chargé, en liaison étroite avec les unités opérationnelles :

- de l'ensemble des activités de recrutement des cadres,
- de leur intégration et suivi de leur évolution,
- de la gestion des mouvements internes, fondés sur une politique de mobilité et de développement.

Il dirigera une équipe de spécialistes dont les membres se spécialiseront soit à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il aura une dizaine d'années d'expérience dans le recrutement et la gestion des ressources humaines.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 2012 à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Ingénieurs que le marketing industriel passionne, offrez vous l'Europe

Raychem est une société américaine internationale présente dans 73 pays. Ses technologies de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermostables et des métaux à mémoire, apportent des solutions originales dans différents secteurs industriels porteurs.

Afin de développer le marché des centrales électriques (nouvelles constructions, maintenance) et celui des industriels fabricants de machines, cellules, jeux de barres et transformateurs, nous recherchons :

Ingénieur mécanicien
(AM ou équivalent)

ayant une très bonne connaissance du marché centrales électriques.

Vous devrez détecter dans ces secteurs d'activités les applications nouvelles pour nos produits, nous aider à les introduire avec succès sur leur marché. Evaluations quantitatives et qualitatives vous aideront à décider du développement des produits nouveaux puis à les introduire avec succès sur leur marché.

La dimension internationale de ces jobs vous fera rayonner sur l'Europe entière. Parler anglais est donc une obligation, connaître l'allemand, un avantage supplémentaire. Vous avez compris que vous allez vivre une aventure passionnante. Il vous faut donc : un diplôme d'ingénieur, une expérience de 3 à 5 ans, des connaissances techniques et commerciales, une bonne maîtrise de l'anglais, une bonne connaissance des marchés industriels fabricants de machines, cellules, jeux de barres et transformateurs.

Raychem, BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cedex. Tél. (3) 037.92.12.

Ingénieur électricien
(Sup Elec ou équivalent)

ayant une très bonne connaissance des marchés industriels fabricants de machines, cellules, jeux de barres et transformateurs.

Poste basé en Angleterre pendant 3 premières années.

Raychem

SECRETAIRE GENERAL DE SON INSTITUT DE FORMATION

- Il sera licencié en droit ou diplômé Sciences Po ou d'une grande école de commerce.
- Il aura au minimum 5 ans d'expérience de responsabilité totale dans la gestion d'un organisme de formation ou du service formation d'une entreprise.
- Il devra, d'une part, promouvoir la formation et, d'autre part, élargir les domaines d'activité de l'institut.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel à : N.2612 - PUBLICITEES REUNIES - 112, rue Voltaire - 75011 PARIS

Ingénieur commercial
Secteur militaire



Dans le cadre du développement de nos activités, le secteur militaire, SINTRA ALCATEL, recherche un ingénieur commercial pour son établissement de GENÈVEVILLIERS (proximité du métro Gabriel Péri).

De formation ingénieur (ESE, ENSI...) ou équivalent, il possèdera une expérience de 3 à 5 ans dans le secteur de l'export et la pratique de l'anglais courant.

Adjoint direct du chef de secteur Armées, il sera responsable des activités export pour les matériels à usage militaire.

Ses connaissances lui permettront de définir une politique export pour les matériels susceptibles d'intéresser les armées étrangères (terre, air, mer).

Ce poste implique des déplacements.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence ICM/M à Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

DES CARRIERES OUVERTES AU SERVICE DE L'ELECTRONIQUE DE DEMAIN



Pour renforcer le potentiel de son Laboratoire Central de Physico-Chimie :

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE - COMPELEC

CENTRE DE SURESNES
recherche

INGENIEUR CHIMISTE DEBUTANT

- pour : Etudes d'électrochimie
- Analyse de travaux

Adresser CV + photo et prétentions à l'attention de Monsieur BOURGES
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC - 51, rue Carnot
B.P. 301 - 92156 SURESNES CEDEX

FILIALE D'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
recherche pour son département
« ENERGIE - FLUIDES - ENVIRONNEMENT »

INGENIEUR THERMicien

Le candidat devra :

- être diplômé ION, A.M., Centrale, ENSPM ou équivalent, grande école ayant une section thermique,
- posséder, si possible, une première expérience industrielle en thermique.

Il participera aux études et réalisations d'installations industrielles :

- de production et de distribution de fluides,
- de traitement d'effluents industriels.

Il assistera le responsable du groupe :

- dans le développement technique et technologique de produits,
- dans les actions propres à ces produits.

Au sein d'un petit département dynamique, le candidat sera amené à travailler avec différentes équipes pluridisciplinaires.

Le poste est à pourvoir dans la banlieue Ouest de Paris.

Env. C.V. détaillé, photo et prêt. réf. M 11814 à
PIERRE LICHOU S.A.,
BP 100, PARIS Cedex 13 qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

ATTACHE DE CLIENTELES

DUT technique de commercialisation ou équivalent, attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un portefeuille de clients, la responsabilité de développer des activités du Groupe, auprès des entreprises, des administrations, des particuliers.

Poste à évolution à l'intérieur d'une unité centralisée, demandant dynamisme, initiative, goût de la négociation.

Lieu de travail : NIEUX - ARGENTEUIL - PARIS. (Préciser votre préférence)

Adresser C.V. + photo s/réf. 8985 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220 -
75063 PARIS Cedex 13, qui transmettra.

Banque de Dépôts, privée
en fort développement
(France et Etranger)
Recherche un

Responsable commercial clientèle grandes entreprises

Homme conseil, votre connaissance de la trésorerie d'entreprises et de l'ensemble des services bancaires vous permettra d'assurer le suivi et le développement d'un portefeuille dont vous aurez la responsabilité.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo à
référence 1419M à

SOURCE 16 rue J. J. Rousseau
75001 Paris qui

Située au centre de Paris, SITB est une Société de Services et de Conseil INFORMATIQUE DE GESTION. Tout en ayant su adapter une taille humaine, elle est dans le peloton de tête des SSCI françaises et occupe une position très forte sur le secteur BANQUES FINANCES.

JEUNES DIPLOMÉS

(INSA, ENSI, Sup de Co...)

Nous avons décidé d'investir dans vos capacités : vous assurant une formation complète, rémunérée aux techniques de l'informatique, d'une durée de 2 mois environ.

A l'issue de ce stage, votre participation à des projets vous permettra d'acquérir une qualification technique dans des domaines de pointe (Bureautique, Télétraitement...).

Ayant fait vos preuves, vous pourrez alors vous orienter :

- soit vers des responsabilités de conception et de mise en œuvre de systèmes informatiques complexes,
- soit vers des carrières commerciales et de conseil (Domaine Banques-Finances).

Quelle que soit votre spécialité, votre expérience professionnelle, nous examinerons votre candidature avec la plus grande attention.

Nous attachons en tant d'importance à votre dynamisme et à votre désir de réussir dans cette nouvelle voie qu'à la couleur de votre diplôme.

Lieu de travail permanent Paris Centre.

Début du stage : janvier 83.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à : réf. JD 1182 M
Madame PERONNIN, SITB 38, rue des Jeuneurs 75002 Paris.

BANQUE NATIONALISEE

Recherche pour son Service Architecture

INSPECTEURS DE TRAVAUX

TOUS CORPS D'ETAT

et

DESSINATEURS-PROJCTEURS

Possédant grande expérience en vue d'aménagements locaux bancaires, l'ensemble du territoire.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions salariales à n° 9902

TELEX PA-JONCTION34 bd. Hausmann

PARIS qui transmettra.

Contrôle de gestion

BANQUE IMPORTANTE (proche de l'Étoile) recherche pour son service Contrôle de Gestion une personne titulaire d'un B.P. d'un B.T.S. ou D.U.T. comptabilité-gestion.

Expérience méthodique de la communication.

Expérience professionnelle ? si possible dans le secteur bancaire.

Rémunération annuelle - 90.100 000 F

Nous vous remercions d'adresser votre CV détaillé sous référence 3418 à rscg coneres -

48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

EUROSOFT-SYSTEMES

INGENIEUR SYSTEME

1 an d'expérience minimum acquise en environnement mini ordinateur pour le développement d'un matériel multi microprocesseurs auprès d'une équipe de

Pour PARIS :

INGENIEURS INFORMATIENS

Compétences Mitra, Solar, PDP, microprocesseurs 8 BITS, paroli- projets temps, les domaines réseau, contrôle, processus, terminaux spécialisés, d'essai.

Envoyer C.V., prétentions et photo à :

Ariane CHARTIER
St EUROSOFT
BP 145-92154 PARIS Cedex

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

ASSISTANT CONTROLE DE GESTION

En liaison avec différents services et établissements, il assistera le Contrôleur de Gestion dans ses missions : études économiques, plans budgétaires, de bord, etc...

De formation économique supérieure (DUT de gestion minimum), il aura acquis une première expérience industrielle.

Lieu de travail : Paris La Défense.

Adresser réf. 1384, C.V. détaillé, photo et rémunération envisagée à

AXIAL Publicité, 27, rue Taikabout Paris, qui

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION CHEF DE PRODUIT CAMERAS TV

SUPELECOM, SUPELEC, ENSAM, ENSEEIHT, ENSERG...

Au sein de notre département Télévision-véhicule vous effectuerez les recherches nécessaires à la vue de connaître les besoins du marché, leur évolution et celle de la concurrence. Vous définirez les caractéristiques fonctionnelles de l'utilisation des produits et fixerez les objectifs de prix. En liaison avec les ingénieurs commerciaux et le service après-vente vous vous informerez en permanence du bon comportement du produit en clientèle et de la bonne adaptation aux besoins.

Nous recherchons une personnalité de premier plan, capable de s'imposer par sa compétence technique et la qualité de ses contacts.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous référence 6471 au Service du Personnel de THOMSON DRT 94 rue du Fossé-Blanc 92231 Gennevilliers.

AU-DELA DE L'INFORMATIQUE...

Vers la conception des systèmes d'information qui prennent en compte leurs impacts sur les hommes et les organisations : telle est la démarche qui guide EUREQUIP dans ses missions d'assistance et de conseil auprès des grandes entreprises françaises et étrangères.

Nous recherchons pour prendre en charge ces interventions des

INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU

- être Ingénieur Grande Ecole ;
- avoir au moins 5 ans d'expérience en Informatique de Gestion acquise en entreprise ou en SSSI ;
- avoir souhaité élargir son champ d'activité.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très rapides.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Recrutement d'EUREQUIP sous la référence 8257 M qui examinera votre dossier avec la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Recrutement
15, avenue d'Eylau - PARIS 14^e - Tél. : 553.84.73

PARIS - LONDRES - HOUSTON

JEUNES DIPLOMES

Nous sommes un important organisme de prévoyance et nous recherchons de JEUNES DIPLOMES, Etudes Supérieures de Commerce, Licence Sciences Eco, DUT option commerciale... pour des fonctions de relations commerciales et négociations.

Une formation est assurée.

Plusieurs postes sont à pourvoir ; affectation Paris et Province.

Mobilité géographique indispensable.

Veuillez adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo, référence 55.442,

CONTESSA PUBLICITE

20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



L. E. R. S.

Société de recherche pharmaceutique du Groupe SYNTHELABO
recrute pour son Département CHIMIE :

RESPONSABLE DU SERVICE DE SPECTROMETRIE DE MASSE

Niveau minimum : doctorat 3^e cycle ou D.E.A.

Le titulaire du poste :

- apportera un service efficace pour l'ensemble des chimistes du Centre de Recherche.

- devra être familier avec les techniques de la Spectrométrie de Masse ;

- aura une expérience de préférence avec l'appareil VG.

- devra posséder un bon contact humain.

- à pourvoir rapidement. Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées à :

référence 6501 L.E.R.S. Direction Administrative

Technique 58-60, rue de la Glacière - 75013 - Paris.



sigma conseil

INFORMATIQUE
TRAITEMENT DE L'INFORMATION

4 INGENIEURS INFORMATIENS

(2 INGENIEURS-CONCEPTEURS
2 INGENIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES- PROGRAMMEURS

- Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.
- Sens des responsabilités.
- Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification souhaitée.
- Diplômés grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
- Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer dans des équipes aux bonnes perspectives d'avenir pour leur valeur.

Adressez C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL
12, rue Marbeuf - 75008 PARIS.

Bureau central d'études pour les équipements
d'outre-mer (B.C.E.O.M.) recherche

Hydraulicien

compétent en

Analyse informatique

Cet Ingénieur, qui aura obligatoirement une première expérience, sera intégré à une équipe internationale, spécialisée en urbanisme, et il sera conduit à mener des missions d'assistance technique.

B.C.E.O.M. - 15, square Max-Hymans - 75015 PARIS.

RESPONSABLE TRESORERIE

Dans le cadre du remplacement de l'actuel titulaire appelé à d'autres fonctions au sein de la Société, nous recherchons notre

RESPONSABLE TRESORERIE

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 ans environ, si possible de formation supérieure type école de commerce ou d'ingénieur.

De plus un D.E.C.S. sera un atout très favorable.

Une expérience financière acquise dans une banque, un établissement financier ou dans une direction financière d'entreprise est indispensable.

Au sein de la Direction Financière et rattaché au Chef du Département Financier, il aura l'entière responsabilité de son service et sera chargé entre autres de la gestion des finances à court terme de la Société.

La connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand est nécessaire.

Adressez C.V. et prétentions à :

Département Ressources Humaines (réf. 645)
SOCIETE FRANCAISE HOECHST

Tour Roussel Nobel Cédex 7
92080 - PARIS LA DEFENSE



Degremont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX

(1500 personnes - Activité tournée aux deux tiers vers l'Exportation) recherche

UN INGENIEUR ELECTRO-CHIMISTE

ETUDE ET DEVELOPPEMENT D'APPAREILS ELECTROCHIMISTIQUES

Rattaché au Chef de Service « Produits Nouveaux », cet Ingénieur devra étudier et faire réaliser des appareils d'électrochimie avec leur environnement, ces équipements devant être intégrés dans certaines de nos installations.

Le poste, basé à RUEIL, s'adresse à un Ingénieur Electrochimiste (ENSEEC en particulier) ayant au minimum 5 ans d'expérience industrielle en Bureau d'Etudes dans une fonction de développement.

Une compétence technique dans le domaine des équipements concernés constituera bien sûr un atout déterminant.

Le poste implique en outre l'usage de la langue anglaise et quelques déplacements, aussi bien en France qu'à l'étranger.

Ecrire en adressant C.V. et prétentions sous réf. 433/M au
Département Relations du Travail
183 avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL MALMAISON.



GRUPE L'AIR LIQUIDE
St Ouen l'Aumône (95)

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

28 ans minimum, Ingénieur SUPELEC, ESME, INSA, 3^eème cycle physique-chimie.

Vous êtes débutant ou dote d'expérience professionnelle dans un acquis théorique ou pratique dans les domaines intégrant la physique des canons électroniques, micro-systèmes et automatismes, électronique de puissance et haute tension.

Vous intervenirez au sein de notre département techniques nouvelles spécialisé dans la conception et l'amélioration de signaux d'équipements de soudage par électrode d'électron.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo à :

actuel sous réf. 4670 SA à SAF Conseil

1, rue de la Tirelire 51054 REIMS Cedex

58, avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

CIBA-GEIGY

L'un des leaders mondiaux dans le secteur de la Chimie-Pharmacie recherche deux

JEUNES DIPLOMES

HEC - ESSEC - SUP de CO
au Scientifique et Gestion

- L'un de nos jeunes collaborateurs sera confier un poste de Crédit - Manager (évaluation - risque - client - proposition de lignes de crédit compatibles avec nos politiques financière et commerciale). Il devra également concevoir et mettre en œuvre d'analyse financière faisant appel aux outils informatiques et mathématiques pour la meilleure évaluation du risque.

- L'autre poste, directement responsable du département contrôle gestion - planification l'une de nos divisions, sera centré en majeure partie sur le développement et la coordination de l'ensemble des projets et systèmes d'information de la division. Il devra également être en liaison avec les principaux responsables opérationnels du département, organisation et informatique.

Des connaissances de bonnes connaissances en informatique sont nécessaires. Compte tenu de la politique de développement des personnes du large éventail d'opportunités offertes par notre groupe en France et à l'étranger, les candidats retenus pourront évoluer à terme vers des fonctions complémentaires de marketing ou autres selon leurs aptitudes et aspirations.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Mme MONTEIL
Département du Personnel - CIBA GEIGY
1 & 4 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

Contrôleur de gestion

Paris 160 000 F MF

Sous l'autorité du directeur financier de la filiale, le titulaire du poste :

- du reporting et du tableau de bord de l'une des sociétés ;

- des budgets et du contrôle budgétaire établis par projet ;

- du suivi permanent des dossiers de production, d'achat et de distribution ;

- des films avec étude préalable des risques encourus.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure : école de commerce ou de gestion, âgé d'au moins 28 ans. Une première expérience réussie de la mise en place d'un système de contrôle de gestion de type anglo-saxon, au sein d'une société de service, de négoce ou de distribution est exigée.

Il devra parler couramment l'anglais et être familiarisé à l'utilisation de l'outil informatique.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5046 LM.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION **INGENIEUR COMMERCIAL AU SERVICE ACHATS**

Formation ETP, INSA, HEI
ou équivalent

Au sein du groupe contrats et en liaison avec les ingénieurs d'affaires, vous aurez pour mission de négocier et gérer les contrats de génie civil et charpente métallique pour nos clients en main (étude du marché fournisseur, établissement des contrats, suivi commercial).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur TP ayant une bonne expérience des chantiers mais aussi dans d'autres domaines tels que l'énergie, l'électromécanique.

Déplacements à l'étranger : prévoir. Anglais indispensable.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature, sous réf. 6469, au Service du Personnel de THOMSON DRT, 94 rue du Fossé Blanc 92231 Gennevilliers.

La voie royale de la recherche appliquée

Raychem est une société internationale d'origine américaine présente dans 73 pays, qui grâce à ses efforts déployés en R & D (9% du CA), génère un rythme de croissance de 15%.

Nos technologies de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotransformables, des métaux à mémoire, des solutions originales dans les industries porteuses : aéronautique, énergie, offshore, télécom.

«Silicon Valley» pour commencer.

1 an, c'est le temps que nous estimons nécessaire pour bien vous imprégner de nos technologies. En France, vous serez responsable du Développement produits nouveaux pour notre division Aéronautique Europe. Sur le marché, nous vendons principalement des connecteurs spatiaux. Vous avez une formation d'ingénieur Electricité (Supelec ou équivalent).

et avez passé vos premières années d'expérience professionnelle en recherche/développement dans des sociétés de composants électroniques. Vous avez éprouvé vos qualités de créateurs et réalisateurs. Vous entendez, vous parlez l'anglais convenablement. La société qui vous accueille est jeune et en plein essor, vous tomberez à un bon moment pour être un futur leader si vous en avez l'effort.

Haute fréquence ! prenez contact.

L'unité française produit pour l'Europe une gamme des produits «Connectique». Le responsable de la recherche appliquée dans le domaine des connexions de câbles co-axiaux haute fréquence hyper fréquence est appelé à de plus hautes fonctions. États-Unis. Pour remplacer, nous souhaitons rencontrer :

Ingénieur Electricité (Supelec, ENST ou équivalent)

travaillant actuellement dans le domaine des hautes fréquences, en développement (radars, fusées, etc.). Vous avez de bonnes bases en anglais. L'équipe attend vos projets aussi.

Prenez un premier contact :

Thierry Bernier ou envoyez CV photo et prétentions à RAYCHEM, BP 730, Cergy Pontoise Cedex. Tél. 037.92.12.

Raychem

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE
Le développement de notre marché et notre évolution ouvrent des perspectives :

INGÉNIEURS

ENSAE - ENST - ESE - ENSÉIHT - UNIVERSITAIRES...
débutants ou confirmés

Ils participeront à d'importants projets dans les domaines suivants :

- Gestion industrielle, recherche opérationnelle, analyse numérique.
- Avionique, automatismes, contrôle de processus industriels.
- CAO, logiciel de base, micro-informatique.
- Réseaux, reconnaissance de formes.

Adressez votre CV sous la référence ISI M9 à Eric BOUDON.

Ordina

10, rue Auber - 75009 Paris.

Nous sommes un groupe leader pharmaceutique français. Nous recherchons

Ph.D. ou équivalent (médecin, pharmacien, biologiste, chimiste)

ayant :

- une bonne expérience scientifique
- des compétences spécifiques et éprouvées dans le domaine du développement des médicaments
- un anglais courant
- une bonne aptitude aux relations humaines.

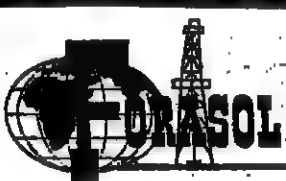
pour coordonner les interactions des organisations aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le candidat, rattaché au Directeur de la Recherche clinique, devra coordonner le planning du développement des médicaments

dans les pays mentionnés ci-dessus, en ce qui concerne les délais, les transferts de technologie et les problèmes légaux et administratifs. Le poste exige de fréquents déplacements.

Lieu de travail : Paris.
Rémunération en fonction des connaissances et de l'expérience du candidat.

Envoyer CV avec photo en précisant sur l'enveloppe la Réf. 6491 à Média-System, 104, rue Réaumur 75008 Paris qui transmettra.



IMPORTANTE ENTREPRISE
DE FORAGES PETROLIERS
Siège social : VELIZY (Z.I.)
recherche

pour Service Comptabilité générale du Siège Social

COMPTABLE

CONFIRME
(réf. C.C.)

pour Service Comptabilité étrangère

COMPTABLE

ITINERANT
(réf. C.I.)

Profil :

- niveau minimum
- expérience professionnelle minimum (en cabinet apprécié)
- connaissances fiscales
- pratique de l'anglais lu et écrit

Fonction :

- Réf. C.C. : Comptabilité générale et analytique
- Réf. C.I. : Mixte

au Siège : préparations de déclarations

missions : inspections et remplacements

Adressez C.V. (photo restituée) et précisant rémunération actuelle souhaitée à Société FORASOL, Service du Personnel - B.P. 100 - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Société Industrielle
proche banlieue Sud de Paris
recherche

chefs de chantiers

pour FRANCE et ETRANGER

Il assure la direction d'un chantier considéré comme une petite entreprise (50 à 200 personnes) avec des activités de montage, essais, mise en service et réception de lignes transport automatisées ou machines spéciales.

EXPERIENCE INDISPENSABLE 4 à 6 années avec responsabilités dans les domaines suivants :

- Technique : mécanique, électronique, soudage, informatique ;
- Administratif : gestion des hommes, des matériels, de l'avancement des travaux ;
- Financier : comptabilité de chantier, respect des budgets.

- Déplacements de longue durée (12 à 18 mois).
- Langue allemande ou anglaise nécessaire.
- 40 h minimum.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à 567, PUBLIALE-GM

27, rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris.

(2.500 personnes, C.A. supérieur à 1,5 milliard) rattachée à PPG, un des premiers groupes mondiaux de production de verre plat, recherche :

ATTACHÉ A LA DIRECTION JURIDIQUE ET ADMINISTRATIVE

Il sera chargé :

- de conseiller et d'assister les opérationnels de la société et des filiales françaises et européennes,
- de préparer les conseils d'Administration et les Assemblées Générales,
- de gérer les contrats d'assurance et les brevets de propriété industrielle.

Ces responsabilités seront confiées à un candidat Docteur en Droit, diplômé de l'IEP ou équivalent, ayant quelques années d'expérience professionnelle en matière de problèmes d'assurance incendie et perte d'exploitation. Le candidat devra également avoir une maîtrise de la législation française et de la propriété industrielle est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Poste à pourvoir rapidement à LEVALLOIS.

Merci d'adresser la candidature complète à : Monsieur Patrice LUCAS, DRHS - BOUSSOIS S.A. 126, rue Jules-Guesde, 92302 LEVALLOIS-PERRET.

IMPORTANT ETABLISSEMENT
PUBLIC FINANCIER
recherche pour PARIS

Jeune cadre financier

de formation supérieure, économique ou actuariat, pour participer à des opérations financières ayant un caractère international.

Une expérience financière de 2 à 3 ans est un atout.

L'anglais courant est indispensable.

Rémunération d'un diplôme et expérience, non inférieure à 150 000 F.

Merci d'écrire avec C.V. sous référence G 168 à

PAJ Conseil,
2, rue des Dardennes
75017 PARIS

RÉDACTEUR

Niveau licence en droit.
Il doit avoir : un bon esprit d'analyse, l'habitude de synthétiser, la capacité d'expliquer clairement des problèmes complexes. Envoyer C.V. et prétentions sous réf. L.C. 31, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris, qui transmettra.

telesystemes ingenierie

Recherche un

CHEF DE SERVICE

Il sera chargé de développer les activités dans les domaines de la TELEMATIQUE et du VIDEOTEX en encadrant des chefs de projets et d'ingénieurs.

Il devra également proposer des propositions techniques et assurer le suivi des projets.

Ingénieur haut niveau, formation Grande Ecole, complétée par une expérience supérieure à 8 ans en tant que chef de projet sur MINI-ORDINATEURS, il exerce aujourd'hui une fonction de chef de projet dans le domaine de la TELEINFORMATIQUE.

Adressez CV + Photo + prétentions à : M. J. L. S. M. A. N. 1, rue BREUIL - TELESYSTEME INGENIERIE - Tour Vendôme - 204, Rond Point du Parc des Expositions - 92 516 BOULOGNE.

LA TRADITION
D'AVANT GARDE



telesystemes

Importante société de distribution
Filiale Groupe PRINTEMPS, 1 200 personnes, 500 Millions de CA,
62 magasins, recherche pour son siège à PARIS

CHEF DU PERSONNEL

Adjoint au Directeur des Relations Sociales

sa mission : assister la Direction Générale et le Directeur des relations sociales dans tous les domaines de la gestion et de l'administration du personnel (études, recrutement, formation, paie, déclarations, droit du travail, relation partenaires sociaux...).

Son profil : environ 30 ans, diplômé (e) de l'enseignement supérieur, expérience de 3 à 5 ans indispensable.

Rémunération stimulante.

Envoyez lettre manuscrite, CV détaillé, photo à
SOMAT Direction Relations Sociales 31, rue de Miromesnil
75008 PARIS - DISCRETION ASSURÉE

Printemps

Pa

PRI

20

21

DEL

20

22

PRE

11

12

12

12

13

13

13

14

14

14

15

15

15

16

16

16

17

17

17

18

18

18

19

19

19

20

20

20

21

21

21

22

22

22

23

23

23

24

24

24

25

25

25

26

26

26

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF



MAINTENANCE ET QUALITÉ: NOTRE OBJECTIF

Pour renforcer notre compétitivité sur le marché international dans le domaine de l'électronique aéronautique, c'est l'objectif de notre DIVISION AVIONIQUE.

INGÉNIEUR DÉBUTANT OU CONFIRMÉ

Vous êtes motivé par les techniques avancées de leur aspect, désormais vital, de fiabilité.

Ce poste implique un dialogue permanent avec des spécialistes de haut niveau exigeant des connaissances approfondies en électronique, physique et mécanique.

Déplacements de courte durée à l'étranger prévus. Langue anglaise indispensable.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, tél. IM.

GRAS SAVOYE S.A.

Société de courtage internationale recherche

pour le Département Vie-Prévoyance

DEUX CHARGÉS DE CLIENTÈLE

pré requis :

- Conseiller des sociétés dans la souscription des assurances de prévoyance et de retraite de leurs salariés.
- Assurer le suivi et développer une clientèle portefeuille.

Nous souhaitons :

- Plusieurs années d'expérience professionnelle.
- Des qualités de négociateur.
- Un fort dynamisme.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 006 M à GRAS SAVOYE S.A. Personnel B.P. 129, 92202 NEUILLY-SUR-SEINE.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à nos études de domaine de la télématique et des locaux pour téléphonie et données.

1) INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou quelques années d'expérience étude de circuits analogiques et logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

2) INGÉNIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation des systèmes microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonnes connaissances de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Organisme de Formation

Deux cents personnes, spécialisés dans la formation d'ingénieurs, des unités de LUTIN et de PARIS

PLUSIEURS INGÉNIEURS DE FORMATION

Travaillant au sein d'une petite équipe

- Ils (elles) participent à la conception de l'enseignement, ainsi qu'à l'animation;
- Ils (elles) contribuent à l'évolution des processus pédagogiques.

Leur rôle est de développer des contacts avec les milieux industriels régionaux.

pour ces postes, il est exigé :

- Une FORMATION D'INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE avec des connaissances de base en :
 - Electronique;
 - Automatismes;
 - Informatique industrielle;
- Une EXPÉRIENCE RÉUSSIE dans le domaine de la PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Agé(e)s de 25 ans minimum, ils (elles) doivent acquiescer à une vision nouvelle du métier d'ingénieur dans les branches industrielles diverses et être fortement motivé(e)s pour la formation d'adultes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant niveau et rémunération à M. PENVERN, Conseiller en recrutement

apec INSTITUTION POUR L'EMPLOI DES 8, rue Duret, BP 803.16, PARIS CEDEX 16.

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSEIL

recherche pour faire face à son développement

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Ayant quelques années d'expérience

- Désireux de faire carrière dans le CONSEIL DE DIRECTION

- Et apte à prendre des responsabilités au sein de la Société;

- Pratique de l'anglais indispensable;

- En informatique appréciée.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : RÉGIE-PRESSE, sous n° 037.410 M 61a, rue Réaumur, 75002 PARIS.

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Pour son département FINANCE ET ADMINISTRATION

Credit manager

Il (elle) est responsable d'une équipe de 10 personnes qui assurent l'établissement des lignes de crédit des clients et le recouvrement des créances.

Ce poste conviendrait à un(e) professionnel(le) de finance, issu(e) d'une école supérieure de commerce de gestion, capable d'évoluer vers d'autres responsabilités. 5 années d'expérience comprenant l'animation d'une équipe dans une multinationale et la pratique de l'anglais sont nécessaires. Une connaissance des systèmes informatiques serait appréciée.

Adresser votre CV, sous n° 21, à Eric WILSON, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2 rue Gaston Crémieux BP 138, 91004 Evry Cedex.

Financial controller : Schéma américain

100 millions de CA - 100 personnes - une expansion constante, bénéfices. Nous sommes la filiale française d'un grand groupe américain services. A Paris.

RATTACHE DIRECTEMENT AU PDG, vous allez occuper la place la plus importante de la gestion (avec l'aide de l'informatique). Egalement la préparation du suivi des budgets sur le modèle américain. Tout à penser : structures budgétaires, comptabilité analytique, tableaux de bord, etc...

Vous êtes un contrôleur confirmé, rodé dans une société multinationale, maîtrisant la comptabilité, le reporting anglo-saxon et l'informatique... et, bien sûr, parfaitement bilingue anglais-français.

HEC, ESSEC complète d'un Diplôme Financier et fin gestionnaire. Vous êtes un homme de contact ayant un excellent esprit d'analyse, de synthèse et une grande aptitude à la communication qui vous permettra d'imposer votre leadership dans l'entreprise.

Adresser dossier candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentionnel sous référence 3397 LM - RSCG CARRIÈRES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche pour unité

INFORMATIQUE DE GESTION, PARIS

UN OPÉRATEUR

Service moyen de 6 h 30 à partir de 17 heures du lundi au vendredi.

Besoin exigé (série H de préférence).

Niveau B.T.S. informatique ou notions de comptabilité appréciées.

Qualités de rigueur et d'organisation pour la gestion de responsabilité.

Emploi à temps partiel 6 mois.

Ecrire à ORSTOM, 24, rue Bayard, PARIS.

THOMSON-CSF

DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION

leader mondial dans sa spécialité 85 % du CA à l'exportation recherche

PROJECT MANAGERS

pour diriger les systèmes « clés en main » depuis le projet jusqu'à la recette finale sur site.

- formation radioélectronique ou électronique;
- expérience conception et réalisation systèmes;
- anglais lu et parlé indispensable.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous réf. 6457, au Service du Personnel de THOMSON DRT 64, rue du Port-Blanc 92230 Gennevilliers.

afnor

Association Française de Normalisation recherche

ingénieur

pour lui confier des responsabilités dans la gestion technique de la certification de conformité aux normes, au sein du service « Marque NF ».

- Audit fréquent d'entreprises en France et en Europe.
- Suivi des dossiers des entreprises.

Aptitude au contact et expérience de gestion de la qualité en entreprises sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle référence 1388 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

CADRE PERSONNEL

Après 5 années ou moins dans la fonction sociale, nous souhaitons élargir vos domaines de compétences dans une entreprise industrielle de premier plan. Nous vous proposons de devenir dans un premier temps

chargé d'études

auprès de notre Direction Administrative, avant d'évoluer vers celle-ci.

Dans votre rôle de conseil et de recherche, vous aurez à participer à l'élaboration de la politique portant notamment sur la gestion prévisionnelle, les questions de tableaux de bord sociaux, la gestion salariale...

Poste situé à Paris.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous n° 6447, à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

Jeune juriste attiré par l'informatique

Nous sommes une importante société de Restauration, en évolution constante. Pour PARIS, nous recherchons un jeune cadre à qui nous confierons la charge de nos affaires juridiques et, progressivement, la coordination des travaux informatiques de notre société.

De formation supérieure, connaissant le Droit des Sociétés et du Travail, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans.

Attiré par l'informatique, vous souhaitez en savoir plus dans ce domaine nous pouvons satisfaire vos aspirations.

Adresser-nous votre candidature, sous référence 3772 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante union de coopératives

FIRME SERVICE PRODUCTIONS ANIMALES

recrute

UN COLLABORATEUR

SON DÉPARTEMENT RUMINANTS

Nous recherchons : mission vaches et moutons. Ingénieur INA ou ENSA. Expérience souhaitée. Anglais indispensable.

Lieu de travail : RÉGION PARISIENNE nombreux déplacements.

Ecrire sous n° T 11111 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nous sommes une importante société d'assurances (Paris 14) nous recherchons un

Analyste - Chef de Projet

Après vous être intégré dans notre équipe informatique, vous prendrez en charge l'évolution et le développement d'un des domaines d'application d'une branche d'assurances

- analyse
- contrôle de réalisation
- les utilisateurs et avec l'exploitation

Dans un environnement Mini 6 CII HB, transactionnel, base de données, vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience, une bonne maîtrise de la programmation.

Rémunération motivante.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 006 à ACLES - CII HONEYWELL BULL 81/63 rue d'Avron 75020 Paris

acles

OFFRES D'EMPLOIS

Cadre de sécurité

ATTACHE DE CLIENTÈLE

ASSISTANT(E) DU PRÉSIDENT

REDACTEUR

REPRODUCTION INTERDITE

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	21,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	10,00
AUTOMOBILES	48,00	10,00
AGENDA	48,00	10,00
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	10,00
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Cadre de sécurité

Société 5000 personnes, recherche

Il aura pour mission : d'assurer la sécurité de son siège social (3000 personnes) situé à Paris-La Défense dans les domaines de la sécurité industrielle (protection, sécurité incendie et du travail).

Une expérience d'une dizaine d'années dans le service sécurité d'un établissement important est indispensable.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. 6504, à : Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Importante Société de Distribution recherche

un Audit

De formation supérieure, type Sup de Co : DECS, il sera chargé, au sein d'une équipe, d'effectuer des analyses économiques et des négociations en vue du rachat de sociétés ou fonds de commerce de type grandes surfaces, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre groupement.

Il devra en outre assurer les relations régionales dans le montage des opérations et les prises de décisions.

Une première expérience réussie et un goût prononcé pour l'analyse et la négociation.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8714 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société de Distribution recherche

Responsable Service Référencement Matériel Points de Vente

Jeune et dynamique, bien adapté à négocier, il devra suivre et coordonner l'ensemble des opérations d'achat (études techniques, pratiques des matériels, référencement, devis, appels d'offres, ...).

Une première expérience réussie est nécessaire.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8719 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

PETITE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS recherche

INGÉNIEURS ET AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

AYANT :

- des connaissances en électronique de puissance ;
- quelques années d'expérience.

POUR :

- un travail au sein d'une équipe jeune et dynamique ;
- nombreux projets ;
- des responsabilités de produits.

Envoyer C.V., photo et prétentions, N° 101 8071, à : PRAIRIAL 47, rue Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE AGENTS DE CHANGE Recherche pour son Clientèle particulière

ATTACHE DE CLIENTELE

Spécialiste des valeurs mobilières et des marchés financiers, ce candidat justifiera d'une formation supérieure (HEC, IEP, Droit...) et d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans ce domaine d'activité.

Assisté d'une équipe technico-commerciale, il sera chargé, de suivre la clientèle particulière non gérée en lui apportant une prestation de CONSEIL TECHNIQUE BOURSIER et de veiller à la bonne fin des opérations.

Ce poste nécessite des qualités de rigueur, la disponibilité et de contacts à haut niveau.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous réf. AC à Bernard CEYROLLE.

MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE 16, Boulevard Montmartre 75009 PARIS. Discretion absolue.

SOCIÉTÉ DE TABLE NATURELLES SUR SON MARCHÉ, AFFILIÉE A UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS propose à :

Jeune CADRE débutant

Libéré obligations militaires

LA RESPONSABILITÉ DE SA TRÉSORERIE ET DE SES ÉTUDES FINANCIÈRES

- POSTE CONVENANT : DIPLOMÉ I.E.P. ECOFI équivalent

- À POURVOIR : BOULOGNE-BILLANCOURT

Adresser curriculum vitae et prétentions à : PROSERVICE SERVICE du PERSONNEL 11, rue Lazare-Hoche 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Importante Compagnie d'Assurance recherche pour sa Direction Informatique à PARIS (L.B.M. 3033, important réseau de télé.)

● SON RESPONSABLE D'EXPLOITATION

● SON RESPONSABLE DE LA PRÉPARATION

Pour ces deux postes, une très bonne expérience technique est exigée, ainsi que les capacités d'animation d'une équipe importante d'environ 10 personnes respectivement.

● UN INGÉNIEUR SYSTÈME CHEF DE GROUPE

Expérimenté (3 ou 4 ans) connaissance des FOS/MVS et logiciels annexes exigés.

Pour ces postes, le salaire motivant en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Totalement assurée.

Envoyer C.V. et photo à : N° 7442, LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION (doublement du C.A.) recherche

UN COMPTABLE

- Niveau DECS ;
- Expérience comptable - unique - 5 ans ;
- Comptabilité jusqu'à préparation ;
- Connaissance de la comptabilité IBM 34.

Poste évolutif à l'avenir.

Adresser curriculum vitae et photo à : 037.466 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

POSTE A PRENDRE TRÈS RAPIDEMENT

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ASSURANCE recherche

service Technique Vie Groupe, chargé des études et certifications retraite et prévoyance de grandes sociétés industrielles et du secteur bancaire :

- UN ACTUAIRE

- UN CALCULATEUR d'ACTUARIAT

ayant quelques années d'expérience.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : 18.067 M GEM PUBLICITE, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE RECHERCHE (700 personnes) recrute

ASSISTANT(E) DU PRÉSIDENT

Rattaché(e) directement au Président, il participera activement à la direction de l'établissement.

En liaison avec le Secrétaire Général et les responsables des départements et services, il assurera la coordination et la mise en œuvre de l'ensemble des projets, des relations internes et avec les partenaires extérieurs.

Pour ce poste de confiance et de responsabilité, nécessitant jugement, méthode, disponibilité et sens des relations humaines, nous recherchons une formation supérieure (grande école, ou université) (niveau doctorat).

Cette personne bénéficiera d'un statut d'agent contractuel de l'Etat, type CNRS (niveau V4) à A).

Lieu de travail : Paris 14^e.

Envoyer C.V. détaillé avec lettre manuscrite et photo à : Observatoire de Paris, Présidence, 61, avenue de l'Observatoire, Paris 14^e.

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION A VOCATION NATIONALE ET INTERNATIONALE PARIS, recherche un

REDACTEUR

Outre la rédaction et l'actualisation des supports pédagogiques et technologiques qui constitueront le principal axe de son activité, il aura la responsabilité des enseignements à distance :

- au plan pédagogique (recrutement et animation du corps professoral)
- au plan administratif (supervision d'une petite équipe)
- il assurera les formations dans les niveaux concernés.

Il devra motiver pour un cadre de formation supérieure disposant d'une expérience bancaire d'au moins 5 années, passionné par les problèmes pédagogiques.

Il devra être formateur apprécié.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 55 à : Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

DISCRETION ASSURÉE

CAISSE DE RETRAITES quartier BOURSE recherche

RESPONSABLE DU SERVICE RETRAITES (LIQUIDATION/COORDINATION)

Le titulaire, après avoir assimilé rapidement l'aspect technique du poste, devra exercer, dans les plus brefs délais, une activité qu'il tiendra de sa compétence professionnelle et de ses qualités propres.

Les candidats seront sélectionnés en fonction de leur expérience acquise dans un poste similaire dans une Caisse de Retraites Complémentaires AERCO.

La rémunération sera rapportée à la valeur professionnelle du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 11311 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Important Etablissement Financier recherche

un Conseiller en Gestion de Patrimoine

qui sera chargé au sein du service Informations et Conseils particuliers d'une mission de formation et d'animation.

Il assurera en outre une activité de conseil auprès d'une clientèle disposant d'actifs ou de revenus d'un montant important.

Il étudiera et rédigera les rapports d'analyse patrimoniale, participera au développement des services produits liés à cette activité.

Il aura un niveau d'étude supérieure en économie ou en techniques bancaires et justifiera d'au moins 5 années d'expérience professionnelle dans ce domaine. Il aimera rédiger et posséder de bonnes capacités d'animation.

Ce poste est basé à Paris.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions sous réf. CC à L.T.P. 31 Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIÉTÉ DE PRESSE ET DE COMMUNICATION ayant son siège social et filiale d'un groupe important, recherche son :

Chef des ventes

130.000 F +

Il aura pour mission de participer au développement du support par la mise en œuvre commerciale d'un nouveau service de conception originale. Il devra mettre en place une équipe de collaborateurs et de correspondants régionaux.

Il devra être expérimenté, âgé au minimum de 27 ans, disponible et efficace, il justifiera d'une expérience réussie dans les domaines de la communication et de la vente de services.

Documentation sur poste aux candidats préselectionnés.

Ecrire avec salaire actuel et photo S. Réf. 2412 P rue Eugène Marcel 75001 PARIS

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE recherche

1 INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCE EXPORT

● Sa Mission : Promouvoir et développer la vente de matériels et produits de la société dans les hôpitaux, universités et industries.

● Son Profil : Niveau Supérieur, B.T.S. ou D.U.T. en chimie ou biochimie.

Expérience réussie dans la vente d'instrumentation scientifique. Connaissance export souhaitée. Anglais courant. Connaissance des langues. Discretion assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. T. 037.433 à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL recherche pour Villages Vacances

ÉCONOMES

Responsable :

- la prestation alimentaire ;
- le respect de la prime alimentaire ;
- la maintenance du matériel de son secteur ;
- l'hygiène et de la sécurité dans son secteur ;
- l'autorité sur son personnel de cuisine, de salle, de bar.

Minimum C.A.P. aide-comptable + C.A.P. de cuisine. Connaissance en diététique et équilibre alimentaire. Expérience indispensable de 2 ans minimum dans la restauration collective. Disponibilité et mobilité. Permis de conduire V.I. indispensable.

Adresser C.V. + photo à O.P.F., n° 497, 2, rue de Séze, 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE DE MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL recherche

1 INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCE EXPORT

Ce poste (futur chef de département) intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une formation technique commerciale dans la vente de matériel médico-chirurgical.

- Excellent négociateur clients fournisseurs.
- Déplacements fréquents en Algérie.
- Connaissance de l'Export (souhaitée).
- Rémunération selon compétence.
- Discretion assurée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. T. 037.434 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Contrôleurs de gestion

Le Directeur contrôle de gestion d'un groupe industriel de taille internationale exerçant son activité dans l'entreprise et l'ingénierie, renforce son équipe de contrôleurs de gestion.

Les postes s'adressent :

- soit à des diplômés d'école d'ingénieurs complétés par une formation de gestion,
- soit à des diplômés d'une école de gestion, débutants ou avec 2 ou 3 ans d'expérience.

L'anglais est indispensable. L'espagnol serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant sur l'envoie la réf. 6406, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

CONJONCTURE

M. JACQUES DELORS AU « CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1 »

- Il n'y a pas de raison objective de changer la parité du franc vis-à-vis du deutschemark.
- S'il le faut, je n'hésiterai pas à proposer un nouveau tour de vis

M. Jacques Delors, président du « Club de la presse », dimanche 20 décembre. Évoquant les récents remous monétaires, le ministre de l'économie a des idées à déclarer :

« Si la tempête monétaire continue, nous résisterons. Il n'y a pas de raison objective de changer la parité du franc vis-à-vis du deutschemark ni vis-à-vis du dollar. Si nous pouvons encaisser une baisse du dollar, il en résultera des effets bénéfiques pour nos importations, mais mieux pour l'Europe entière. »

Confirmant la volonté de la France de rester dans le Système monétaire européen, il a ajouté :

« Nous ne sommes pas les seuls à tenir un raisonnement. Les Belges, les Italiens, les Irlandais, le font. Et il y a des raisons à cela. Lorsque l'on fait partie d'un club et que l'on croit à son avenir, on a des droits et des devoirs. Il arrivera un jour où les Allemands auront des devoirs, et il les rempliront. Aujourd'hui, lorsque je discute avec l'administration américaine, que me donne-t-elle en échange de ce que nous pourrions être demain l'ordre monétaire satisfaisant, sinon le Système monétaire européen ? »

Justifiant la politique d'endettement de la France par la nécessité de « faire la soudure », M. Delors, après avoir rappelé le deuxième choc pétrolier et la nécessité de diminuer le pouvoir d'achat de 2 %, a déclaré que le gouvernement de M. Barre n'a pas fait « une erreur de jugement » en matière monétaire.

La guerre économique

« Il y a actuellement deux signes positifs. D'une part, les Américains ont accepté le renforcement des institutions monétaires internationales ; d'autre part, alors que nous étions en à faire face à deux problèmes extrêmement difficiles pour deux pays d'Amérique latine, la coopération entre les pays a fonctionné dans des conditions de rapidité, de célérité, sans tension, sans exceptionnelles. »

« Quand nous avons fait cela, nous avons joué les pompiers, maintenant il faut être des architectes. Il faut reconstruire un ordre. Et je suis persuadé que le jour où l'ensemble du monde se réunira, il y aura la disposition des pays qui traversent une phase difficile, c'est-à-dire des pays en voie de développement, à milliards de dollars en plus, ce sera déjà un aspect positif. »

« Par ailleurs, je vous rappelle qu'après le traité de Versailles, qu'on a vu vilipendé, j'avais obtenu la création, pragmatique, de l'anglo-saxonne, d'un groupe de travail pour réfléchir sur la question : « Est-il utile que l'intervention sur le marché des changes, fait-il la disposition des pays qui traversent une phase difficile, c'est-à-dire des pays en voie de développement, à milliards de dollars en plus, ce sera déjà un aspect positif. »

« L'autre jour, à Francfort, il se sont référés eux-mêmes à ce groupe de travail que je convoquai, il y a douze mois de février, date à laquelle il aura terminé ses travaux. Et si, à moment-là, les grands pays industrialisés disent ensemble : « monde », si c'est nécessaire, si les recherches étaient explorées, si les institutions financières internationales, une coopération raisonnable entre le dollar, le yen, l'ECU, l'aide aux pays en voie de développement qui pourrait venir l'aspect d'un plan d'aide ambivalent qui serait mis en œuvre par la Banque mondiale et les satellites ou bien faire une émission spéciale de D.T.S. »

Le ministre a parlé ensuite des « crises » qui seraient prêt à prendre si la crise mondiale devait durer. « Si ce que nous voulons faire pour redonner confiance au monde ne donnait pas des résultats rapides, si le découragement, le pessimisme, l'engrenage pervers de la récession et du chômage continuait et que la France en subisse les conséquences parce que la désinfla-

n'est pas rapide, je n'hésiterais pas à proposer un nouveau tour de vis. Le plan du budget de la politique monétaire, de façon que nous puissions tenir debout. En effet, n'est-ce pas qui sont les maîtres du monde. Ce monde, il est comme il est, il est une proie des forces que personne ne maîtrise, et on se réveille à la question précédente. Mais, je ne céderai pas, pour une raison simple. Je sais que les pays, pendant longtemps, ont réussi à dénigrer une tolérance une inflation supérieure aux autres pays, mais nous étions dans un monde de changes fixes, dans un monde où le prix du pétrole était quinze fois inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. »

Aujourd'hui, pour déboucher, il faut avoir une monnaie stable. C'est la dure loi de notre époque. Nous ne pouvons pas faire l'économie. C'est un obstacle incontournable et, que je serai ministre des finances, je proposerai des mesures nécessaires pour le faire, pas des mesures sauvages. La politique n'est pas la même que celle de Mme Thatcher, car je ne suis pas trois millions de chômeurs en France, des lois de

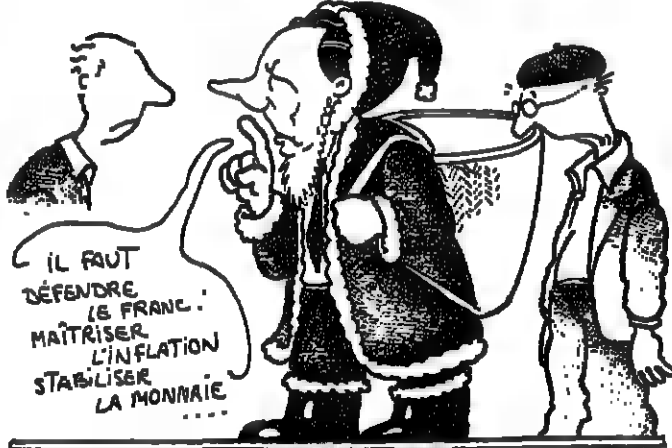
niveau du défi de la révolution scientifique et technique. »

Un journaliste s'étant écrié : « Vous parlez de figures-vous qu'à beaucoup d'égards j'ai l'impression pour M. Delors, quand il dit qu'il fait jour, je dis nuit. »

Puis M. Delors ajoute, après avoir indiqué qu'il n'entendait pas décourager la monnaie en 1983 :

« Dans les politiques menées par les autres pays, il y en a qui demandent trop à la politique monétaire ; la conséquence, c'est un chômage croissant mais pas d'investissement. Et il y en a trop qui demandent à la politique budgétaire, c'est-à-dire qui restreignent trop le budget ; la conséquence, c'est un chômage croissant mais pas d'investissement. Nous essayons de donner une politique budgétaire, politique monétaire, évolution raisonnable des prix et des revenus. C'est une politique mixte un peu originale. L'avantage de cette politique, c'est qu'elle nous permet de concilier la rigueur dans le présent et le dynamisme pour l'avenir. »

Abordant enfin les relations avec le patronat, M. Delors conclut :



(Dessin de PLANTU)

« Comme le disait un syndicaliste que j'aime beaucoup et qui a beaucoup compté dans l'histoire du syndicalisme, Eugène Descamps, la société est fondée sur la participation conflictuelle. Il y a un conflit d'intérêts et il peut y avoir conflit de conceptions. Mais, même temps, il y a sur le même bateau, il doit y avoir participation. Et, dans le fond, la participation conflictuelle permet de reconnaître la lutte des classes pour qu'elle soit, évidemment, des décadences différents selon les pays, des conflits d'intérêts, des conflits de conceptions. Aujourd'hui, alors qu'on est en pleine guerre économique, que peut-on permettre le luxe de donner la préférence à la guerre économique, c'est-à-dire à la lutte des classes ? L'honneur d'un homme qui sert l'Etat, c'est de ne pas se laisser aller à ce qui semble. »

L'important, c'est que nous ne fassions pas une guerre économique et, pour la gagner, nous devons avoir la stabilité de notre monnaie et la sagesse au maître de hausse des prix. Ce sont des obstacles fondamentaux. Simplement, il ne faut pas faire que cela, il faut préparer l'avenir, d'où les efforts que nous faisons pour que le chômage soit pas la marée noire qui décourage la valeur - travail - France, d'où les efforts que nous faisons - je vous donnerai les chiffres à l'heure, si cela vous intéresse - pour donner à notre industrie et à notre économie, d'une manière générale, le noir appareil productif les ressources qui lui manquent ces dernières années pour se hisser

« Quand nous avons fait cela, nous avons joué les pompiers, maintenant il faut être des architectes. Il faut reconstruire un ordre. Et je suis persuadé que le jour où l'ensemble du monde se réunira, il y aura la disposition des pays qui traversent une phase difficile, c'est-à-dire des pays en voie de développement, à milliards de dollars en plus, ce sera déjà un aspect positif. »

« Par ailleurs, je vous rappelle qu'après le traité de Versailles, qu'on a vu vilipendé, j'avais obtenu la création, pragmatique, de l'anglo-saxonne, d'un groupe de travail pour réfléchir sur la question : « Est-il utile que l'intervention sur le marché des changes, fait-il la disposition des pays qui traversent une phase difficile, c'est-à-dire des pays en voie de développement, à milliards de dollars en plus, ce sera déjà un aspect positif. »

« L'autre jour, à Francfort, il se sont référés eux-mêmes à ce groupe de travail que je convoquai, il y a douze mois de février, date à laquelle il aura terminé ses travaux. Et si, à moment-là, les grands pays industrialisés disent ensemble : « monde », si c'est nécessaire, si les recherches étaient explorées, si les institutions financières internationales, une coopération raisonnable entre le dollar, le yen, l'ECU, l'aide aux pays en voie de développement qui pourrait venir l'aspect d'un plan d'aide ambivalent qui serait mis en œuvre par la Banque mondiale et les satellites ou bien faire une émission spéciale de D.T.S. »

Le ministre a parlé ensuite des « crises » qui seraient prêt à prendre si la crise mondiale devait durer. « Si ce que nous voulons faire pour redonner confiance au monde ne donnait pas des résultats rapides, si le découragement, le pessimisme, l'engrenage pervers de la récession et du chômage continuait et que la France en subisse les conséquences parce que la désinfla-

« Si ce que nous voulons faire pour redonner confiance au monde ne donnait pas des résultats rapides, si le découragement, le pessimisme, l'engrenage pervers de la récession et du chômage continuait et que la France en subisse les conséquences parce que la désinfla-

SOCIAL

EN DONNÉES BRUTES, COMME APRÈS CORRECTION DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage a diminué, sur un mois, de 0,7 % en novembre

Le chômage a diminué en novembre, que ce soit en données brutes ou après correction des variations saisonnières, indique le communiqué de M. Le Garrec, ministre chargé de l'emploi, en date du 19 décembre.

Selon le ministère, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. était de 1 161 000 fin novembre, soit une diminution de 0,7 % par rapport à fin octobre, qui avait été de 1 176 000.

Pour le ministre, les statistiques de novembre « confirment la tendance permanente depuis le mois de juillet à une baisse, voire à un léger reflux du chômage ».

S'appuyant sur les données corrigées, M. Le Garrec indique que pour la première fois depuis 1974, sur cinq mois, le nombre de demandeurs a diminué de 0,5 % (soit 12 600 personnes). « Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

MONNAIES

LE PRÊT SAOUDIEN A LA FRANCE

Riyad, souscritra des obligations émises par le Trésor

Le prêt que l'Arabie Saoudite accorde à la France revêtira la forme de souscription d'obligations émises par le Trésor français, a indiqué à Beyrouth le ministre saoudien des finances, Mohammed Al-Khail.

Dans une interview accordée à Riyad et que publie l'« Arab News », le ministre ajoute que les chiffres qui ont récemment circulé sur le montant de cet emprunt, à savoir 2 à 4 milliards de dollars, sont « exagérés ».

« Je m'attends à une information plus claire sur cette question après la visite du ministre français de l'économie et des finances, qui vient de quitter Riyad, du 20 au 21 décembre. »

Évoquant le concours financier que la France, la République saoudienne et le Japon ont apporté à la participation dans des obligations émises par le Trésor français, M. Al-Khail a souligné que les deux pays ont pour la France, le même intérêt financier.

« Les bons émis par le Trésor français sont destinés à ceux qui ont des réserves de devises, tout en maintenant l'inflation d'un double marché des changes à compter du 10 décembre. »

« Le 10 décembre, ce double taux de change va porter à 95 pesos pour un dollar la parité fixe de la monnaie nationale, qui se situait à 70 pesos depuis le 1^{er} septembre 1982. Quant au cours du peso sur le marché libre, certains experts mexicains considèrent qu'il pourrait avoisiner 140 pesos pour un dollar. »

Dans un domaine, les relations entre la France et le Mexique sont de plus en plus nouvelles, a-t-il dit. M. Delors permettra de mettre la touche finale à quelques questions qui ont été examinées lors de sa dernière visite en France. »

En novembre, l'A.N.P.E. a enregistré 316 400 nouvelles demandes (elle en avait enregistré 316 400 en novembre 1981). Parmi celles-ci, celles faisant suite à un licenciement pour motif économique sont en progression ; les inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi sont à un niveau équivalent à celui de l'automne 1981 : les jeunes de moins de dix-huit ans sont en revanche moins nombreux qu'il y a un an à s'inscrire (moins 25 %).

Les offres d'emploi non satisfaites fin novembre à l'A.N.P.E. sont 312 100 demandes nouvelles (elle en avait enregistré 316 400 en novembre 1981). Parmi celles-ci, celles faisant suite à un licenciement pour motif économique sont en progression ; les inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi sont à un niveau équivalent à celui de l'automne 1981 : les jeunes de moins de dix-huit ans sont en revanche moins nombreux qu'il y a un an à s'inscrire (moins 25 %).

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

« Ce bon résultat doit être rapproché de la quasi-stabilité des effectifs salariés depuis quelques mois : moins 0,1 % pour la troisième trimestre après la progression de plus 0,3 % au deuxième. Il fait contraste avec la progression du chômage constatée dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

AO N° 10 DE SDRPE

DEUXIÈME AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Les fournisseurs, producteurs et prestataires intéressés par l'appel d'offres national et international n° 115 MF.P. publié le 11 octobre 1982, relatif à la fourniture, livraison et installation d'équipements technico-pédagogiques pour les centres de formation professionnelle, sont informés que le délai de rigueur de remise des offres est prorogé au 31 décembre 1982.

Le Carnet des Entreprises

Barclays Bank S.A.

Le conseil d'administration de Barclays Bank S.A. a récemment approuvé les nominations suivantes avec effet du 1^{er} janvier 1983 :

M. PIERRE GOMONT, précédemment directeur général adjoint, au poste de directeur général des affaires internationales et financières. Il assume en outre la responsabilité des filiales spécialisées.

M. JACQUES GOUIN, précédemment directeur général adjoint, au poste de directeur général des affaires internationales et financières. Il assume en outre la responsabilité des filiales spécialisées.

M. DOMINIQUE DEMARQUETTE, précédemment directeur central, au poste de directeur général adjoint chargé de la direction des affaires internationales, de la direction des grandes entreprises et du négoce international.

Rappelons que M. PIERRE DE LALANDE est vice-président directeur général de Barclays Bank S.A. que M. NICHOLAS ANTHONY MAXWELL-LAWFORD, administrateur résident, représente de manière permanente le Groupe Barclays auprès de la banque.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

Salaires de l'industrie : baisse des effectifs de 0,8 %

Les effectifs salariés sont en baisse dans les secteurs marchands non agricoles : moins 0,1 % au troisième trimestre de cette année. Sur cette période les effectifs dans l'industrie ont diminué de 0,8 % (-0,7 % dans le secteur des « biens d'équipement », -0,8 % dans celui des « biens de consommation », -1 % dans les « biens intermédiaires », -1,1 % dans les « biens de consommation publique »). Mais dans le « tertiaire marchand », les effectifs s'accroissent de 0,5 % au troisième trimestre (après une augmentation de 0,8 % au deuxième).

M. Le Garrec espère enfin une consolidation d'un courant d'embauches en 1983, dues aux contrats de solidarité, grâce au « développement du nouveau type de contrat » trentaire heures, adopté au conseil des ministres du 20 octobre.

DANIELE ROUARD.

COMMERCE INTERNATIONAL

Automobile : Le premier ministre japonais doit pour regrettable le projet de loi américain. Le projet d'un projet de loi tendant à imposer l'usage de pièces détachées fabriquées aux États-Unis dans toute voiture étrangère (le Monde du 17 décembre) est « extrêmement regrettable », a déclaré le 16 décembre le premier ministre japonais, M. Nakasone. De son côté, le président de Nissan, M. Ishihara, a déclaré qu'un tel texte était de nature à compromettre la production projetée de camions Datsun dans le Tennessee.

AGRICULTURE

LE RAPPORT SUR LA RÉFORME DU FINANCEMENT

- **Sélectivité renforcée**
- **Remboursement des aides foncières**
- **Mise à l'essai de bonifications en points**

Le mode de financement de l'agriculture va-t-il être réformé ? Dans un rapport qui n'est pas encore officiel, le groupe de travail mis en place, le 2 mars, par Mme Cresson, fait des propositions qui ne vont pas manquer de surprendre. Le groupe que préside M. Achach, directeur à la Caisse nationale de crédit agricole, est d'ailleurs loin d'être unanime sur ces propositions. Il doit se réunir à nouveau une dernière fois mardi 21 décembre.

Il ne s'agit pas pour le groupe de remettre le financement de l'agriculture à plat, ni de le revoir en entier. D'ailleurs, il estime que la panoplie des prêts existants (prêts d'installation et de modernisation, prêts fonciers, prêts de calamités) est suffisamment complète. Mais il s'agit surtout, pour lui, de trouver une parade au gonflement incontrôlable de la masse des crédits nécessaires à la bonification des intérêts. Cette masse payée par l'Etat représente la différence entre le remboursement des prêts par les emprunteurs, dont les prêts sont à taux fixes et le coût des remboursements effectués par le Crédit agricole, ressource nécessaire au financement de ces prêts. Si le Crédit agricole prête à 15 % l'argent qu'il a collecté en rémunérant à 15 % l'Etat, l'Etat paie la différence. Or le coût de la ressource augmente plus vite que les taux des prêts aux agriculteurs. L'Etat a embauché la bonification, en 1979, à 5,3 et 5,7 milliards en 1981, à 6,2 milliards en 1982. À la fin de l'année, le budget, qui

Trois axes principaux se dégagent : la sélectivité renforcée, l'octroi des prêts étant conditionné par le niveau de revenu du foyer fiscal, et non par l'exploitation agricole. Les bonifications d'intérêt, pour les achats de terre seraient remboursables à l'expiration du prêt au moment de la réalisation du bien. Un nouveau système de bonifications d'intérêt en points pourrait être adopté, à l'essai.

Une aide à la constitution du patrimoine

Les représentants de l'administration ont proposé au titre de la sélectivité d'exclure du bénéfice des crédits agricoles ceux des exploitants dont le revenu du foyer fiscal atteindrait le double d'un certain seuil. L'ensemble du groupe, par ailleurs, s'accorde pour reconnaître que la bonification constitue, dans le domaine foncier, une aide publique à la constitution d'un patrimoine privé. D'où l'idée du remboursement par l'administration (du moins des représentants), devrait être systématique et égale à la bonification actualisée, lors d'une mutation ou d'acquisition de la terre.

aux organisations agricoles traditionnelles, C.N.M.C.C.A., A.P.C.A., C.N.J.A., F.N.S.E.A., elles sont couramment appelées MO-DEF (1) est pour eux la bonification actualisée, lors d'une mutation ou d'acquisition de la terre. L'ensemble du groupe, par ailleurs, s'accorde pour reconnaître que la bonification constitue, dans le domaine foncier, une aide publique à la constitution d'un patrimoine privé. D'où l'idée du remboursement par l'administration (du moins des représentants), devrait être systématique et égale à la bonification actualisée, lors d'une mutation ou d'acquisition de la terre.

LES ÉTATS-UNIS ÉTANT HOSTILES À SON ORIENTATION

Le Fonds international de développement agricole n'a pu reconstituer ses ressources

De notre correspondant

Rome. — La sixième session du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est achevée la semaine dernière sur la même incertitude que celle sur laquelle elle s'était ouverte : les États-Unis, le plus important contributeur, fourniront-ils les financements auxquels ils se sont engagés ? Le chef de la délégation américaine n'a pas pris la parole et a fait distribuer, peu avant la clôture de la session, un communiqué reconnaissant que les États-Unis ont promis de verser 190 millions de dollars pour la reconstitution du Fonds et qu'ils espèrent pouvoir le faire dès que le Congrès le permettra. En fait, les réticences des États-Unis ont un arrière-plan politique.

Entré en activité en 1977, le FIDA, qui est une institution spécialisée des Nations unies, a pour objectif de financer les projets agricoles les plus profitables de la population rurale des pays ayant le plus souvent des économies de subsistance. Les pays membres sont répartis en trois catégories : pays développés, pays exportateurs de pétrole et pays en voie de développement. Pour sa première période triennale (1977-1980), ses ressources initiales ont été supérieures à 1 milliard de dollars. Pour la période triennale en cours (1981-1983), le FIDA avait entrepris de développer son projet opérationnel qui, au cours des cinq dernières années, a permis de financer quatre-vingt-quatre projets dans quarante pays. La reconstitution des ressources du FIDA a été approuvée en janvier 1982 : les pays développés s'engageant à fournir 620 millions de dollars, les pays producteurs de pétrole, 450 millions, et les pays en voie de développement, 30 millions.

Le programme triennal 1981-1983 a été réduit de 1,5 à 1,2 milliard de dollars en raison de la carence de certains grands contributeurs. Si la contribution de la France a doublé par rapport à l'exercice précédent, dans le cadre d'une augmentation globale de l'aide au développement qui, en deux ans, est passée de 0,37 % à 0,52 % du P.N.B., celle des États-Unis en revanche a diminué de 200 millions de dollars pour la première période triennale, elle avait été portée à 230 millions pour la seconde, mais l'administration Reagan l'a réduite à 190 millions. Encore le déblocage de cette somme, dont la première tranche aurait dû être versée l'année dernière, n'a-t-il pas été effectué par le Sénat.

La carence américaine fait peser une incertitude sur l'avenir du FIDA car, comme le souligne le chef de la délégation française M. Jurgensen, « à l'évidence, l'ensemble des donateurs ne peut faire complètement abstraction de l'attitude du plus important d'entre eux ». Le chef de la délégation australienne a également exprimé son « regret » devant l'attitude américaine.

La situation des États-Unis est-elle certes pas des problèmes de procédure. Elle a aussi un arrière-plan politique. Les États-Unis estiment que le FIDA est trop nombreux (c'est en

fait le plus petit organisme des Nations unies : soixante-quatre fonctionnaires) et en outre que ses projets ne s'harmonisent pas toujours avec ceux de la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, les deux grands organismes par lesquels Washington « oriente » l'aide au tiers-monde. Une divergence qui s'explique en fait par l'objectif poursuivi par le FIDA : la population des pays les moins développés qu'il cherche à insérer dans les économies nationales. C'est ainsi qu'il a notamment financé onze projets de crédit pour les femmes paysannes tenant compte des réalités économiques et politiques de ces pays : le FIDA a, par exemple, organisé au Bangladesh vingt-cinq mille femmes paysannes afin de leur fournir des crédits à court terme (semences, outils) et a permis aux femmes du Népal d'obtenir des prêts ; il a encouragé d'autre part à l'Indonésie la politique traditionnelle de crédit au village. Peut-être, pour la même raison qu'il s'achève le projet de crédit à la culture d'un riz dans les pays pauvres, qui provoque l'opposition des États-Unis, soit de l'indépendance des pays par le FIDA qui irrite Washington.

PHILIPPE PONS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE.U.	6,8700 6,8750	+ 175 + 215	+ 345 + 390	+ 990 + 1110
Scm.	5,5520 5,5580	+ 90 + 130	+ 185 + 230	+ 530 + 645
Yen (100)	2,8040 2,8090	+ 130 + 150	+ 260 + 285	+ 790 + 860
DM	2,8280 2,8330	+ 145 + 170	+ 290 + 320	+ 900 + 970
Franc	2,5630 2,5670	+ 155 + 185	+ 310 + 340	+ 875 + 940
F.B. (100)	14,4140 14,4230	+ 990 + 1090	+ 1890 + 2090	+ 5390 + 5890
F.S.	3,3350 3,3400	+ 250 + 280	+ 490 + 520	+ 1440 + 1535
L. (1 000)	4,8800 4,8880	+ 710 + 790	+ 1205 + 1290	+ 2510 + 2735
.....	11,0630 11,0680	+ 140 + 220	+ 315 + 405	+ 1170 + 1385

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-U.	9	5/8	9 1/4	9 7/16	9 13/16	9 7/16	9 13/16	9 11/16	9/16
DH	5	5/8	5 1/8	5 1/2	6 3/8	6 3/8	6 3/4	6 3/4	5/16
DR	5	5/8	5 1/8	5 1/2	6 3/8	6 3/8	6 3/4	6 3/4	5/16
FL (100)	24	38	16	16	21	15	18	13 1/2	16
F.S.	1	2	3 7/8	4 1/4	3 7/8	4 1/4	4 1/4	4 1/4	3/4
L (1000)	40	81	28 1/2	32 1/4	27 1/2	30	24	1/4	3/4
f	10	1/2	11	18 11/16	11 1/16	18 11/16	11 1/16	10 7/16	10 13/16
F. frame.	40	65	33	35	26	26	23	28	

régions

Ile-de-France

POLÉMIQUE AUTOUR DES PANNEAUX DECAUX

Information ou propagande

Les neuf panneaux d'information - de publicité - installés par la Mairie de Paris sur les trottoirs de la capitale vont-ils devenir aussi le support de controverses syndicales ou de campagnes politiques ? La question est posée.

La grève des éboueurs qui a eu lieu le 4 et 14 décembre, les syndicalistes C.G.T. distribuent un tract expliquant leur mouvement et en même temps la propriété de la Ville. Celle-ci craint, lors de la nuit du lundi au mardi 14 décembre, d'avoir pour titre : « La vérité sur la grève des éboueurs », le tract énumérant les revendications du personnel qui avaient été satisfaites, indiquant que la C.G.T. continuait la grève et donnait une explication : « La C.G.T. craint que la création d'équipes de nettoyage ne porte atteinte à son influence. » Puis, en capitales rouges, la conclusion : « La C.G.T. s'oppose à la propriété de Paris. »

C'était la première fois qu'un mobilier municipal était utilisé

un conflit du travail. Les syndicats n'ont pas manqué de réagir. La C.F.D.T. a dénoncé « l'utilisation par la Mairie de l'argent des Parisiens pour une campagne calomnieuse à l'égard d'organisations syndicales représentatives ».

La C.G.T. a protesté, dès le lendemain, d'une cinquantaine de personnes, et a demandé à la Mairie le droit de réponse. Cela lui a été refusé, et la délégation s'est entendue répondre que la C.G.T. n'avait pas le privilège de l'information et que la Ville se réservait le droit d'utiliser les panneaux dans les circonstances semblables. Les syndicalistes ont donc décidé de faire tirer une affiche d'explication et de la coller sur les panneaux Decaux. C'est ce qui a été fait durant le week-end.

Journaux électroniques

La guerre des panneaux est donc déclarée. Elle risque de s'étendre à d'autres supports de l'information municipale et à d'autres sujets, notamment politiques. En effet, la société Decaux est en train d'installer à Paris soixante panneaux qui serviront de support à des journaux électroniques lumineux.

En principe, ces « médias », télécommandés à partir d'un central situé à l'Hôtel de Ville, doivent diffuser vingt-quatre heures sur vingt-quatre des informations pratiques sous forme de télégrammes apparaissant pendant quinze secondes.

Les informations fournies par différents services de la Ville, par vingt officiers municipaux d'arrondissement, par la préfecture, le R.A.T.P. et même par les associations, sont essentiellement pratiques : offres d'emplois municipaux, heures d'ouverture de certains services, de manifestations culturelles, etc.

La coût de location de ce matériel s'élève à 1 million de francs par an et cinq employés municipaux sont affectés à son fonctionnement. Les journaux lumineux passeront sous la forme de panneaux diffusés, M. Jacques Chirac a déclaré : « Les informations techniques et objectives. Je n'ai pas l'intention de faire passer des messages politiques, par exemple mon programme pour la prochaine mandature. Mais il est normal que nous disions ce que nous avons fait pendant celle-ci, que nous donnons le bilan de notre action. »

L'épisode de la grève des éboueurs laisse planer un doute sur l'objectivité des journaux lumineux. En effet, l'affiche de la Mairie affirmant que « la C.G.T. poursuit la grève » était en place le mercredi 15 décembre, alors que le travail avait repris le matin même, et elle était toujours là le lendemain. Durant deux jours l'information donnée par l'Hôtel de Ville était donc - sans doute involontairement - erronée.

Les journaux lumineux - dont les messages peuvent être supprimés ou modifiés instantanément - ne souffriront pas de ce fâcheux décalage. Mais serviront-ils, eux aussi, à polémiquer sur une affaire syndicale ou politique ?

Lorsqu'en 1980 la municipalité de Lyon annonçait son intention d'installer de semblables journaux, M. Charles Lignel, patron du Progrès s'était inquiété de la « rente », à savoir déloyale, que ces panneaux allaient faire à son quotidien en diffusant des informations pratiques. M. Victor Noir, député R.P.R. du Rhône et conseiller municipal de Lyon, avait, quant à lui, posé la question écrite au ministre de la culture de l'époque sur la léga-

lité de cette initiative (le Monde 4 avril 1981). « Nous méfions de l'effet boomerang d'une propagande sans contrôle », avait assuré M. André Soulier, adjoint au maire chargé de l'information. Or, en septembre 1982, les vingt-cinq journaux de Lyon diffusent un message du maire, M. Francisque Collomb, appelant la population à lui écrire « pour la ville menacée d'abandon » par la réforme municipale proposée par le gouvernement.

Au même moment, à Paris, M. Jacques Chirac lançait par d'affichage des panneaux Decaux un appel aux Parisiens leur demandant de « se mobiliser pour sauvegarder l'unité de la ville ». Les citoyens étaient invités à exiger du gouvernement une consultation populaire sur le statut de Paris.

En campagne

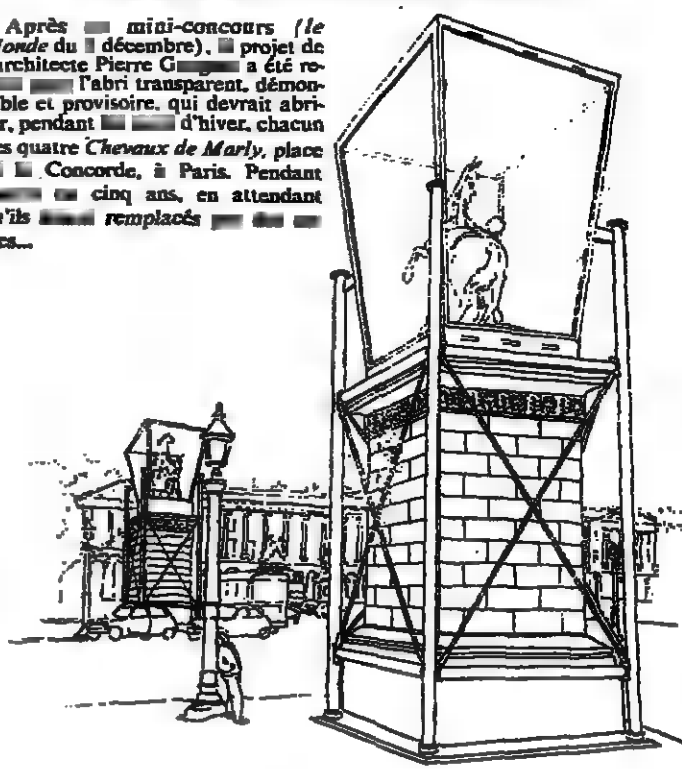
Pour donner une réponse politique à un projet éminemment politique, les maires des deux plus grandes agglomérations de France ont utilisé les moyens municipaux. Cette pratique est-elle, en fait, réservée aux villes gouvernées par le parti communiste. Tout récemment encore M. Chirac lui-même s'indignait de l'abondance de la propagande diffusée par les municipalités de Marseille et de Lille animées par le parti socialiste.

La multiplication des instruments municipaux d'information (journaux radio, panneaux en tout genre) amène donc à poser un certain nombre de questions. L'argent de l'ensemble des contribuables d'une commune peut-il être utilisé à faire passer une information au seul profit de l'équipe en place ? Quel garde-fou faut-il imaginer pour empêcher un successeur de tentatives de la propagande ? Sinon, quelle sera la crédibilité des messages techniques et objectifs diffusés par ces médias ? Enfin, l'opposition - ou les organisations éventuellement en cause - pourront-elles user du droit de réponse selon les modalités prévues par la loi ? Répondre à ces questions, ce serait clarifier un débat qui va nécessairement se compliquer et s'envenimer à l'occasion des élections municipales.

MARC AMBROISE-RENDU.

UN ABRI POUR LES « CHEVAUX DE MARLY »

Après un mini-concours (le Monde du 11 décembre), le projet de l'architecte Pierre G... a été retenu. L'abri transparent, démontable et provisoire, qui devrait abriter, pendant l'hiver, chacun des quatre Chevaux de Marly, place de la Concorde, à Paris. Pendant qu'ils sont remplacés par des pions...



CORRESPONDANCE

La S.C.I.C. et le rapport de la commission Lagrange

A la suite de la publication dans le Monde du 17 décembre 1982 d'extraits du rapport de la commission Lagrange consacré aux filiales de la Caisse des dépôts, la S.C.I.C. a fait parvenir copie de la lettre adressée par le président de cette société, M. Striber, à M. Roger Lagrange, maire socialiste de Chalon-sur-Saône. En voici les principaux passages.

Certains thèmes qui sont exprimés dans ce document m'ont semblé judicieux. Beaucoup d'autres, ou certaines critiques, paraissent malheureusement relever davantage de la polémique ou de conceptions prioritaire que d'une réflexion basée sur les faits.

Contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport, la déconcentration ne s'est pas accompagnée d'un renforcement des « services de contrôle », c'est-à-dire sans doute des services fonctionnels du siège. De 1977 à 1982, ces services ont vu leur effectif diminuer de 19 %, ce qui, dans le même temps, l'effectif des directions régionales augmentait de 25 %.

Les sociétés d'économie mixte sont pratiquement toutes présidées par un maire ou un élu municipal, ce qui donne à la commune la majorité au conseil. Le président a donc toute possibilité d'y exercer son autorité.

Le personnel de la S.C.I.C. a su répondre, depuis vingt-huit ans, à chaque fois, à la nouvelle qui lui était donnée, aux évolutions de la construction et du marché. Il n'a nul besoin, pour s'adapter à d'autres nécessités, de subir une mutation cérébrale que le rapport propose.

La S.C.I.C. ne se contente pas de « gérer son parc de 170 000 logements ». Elle a mis en place, a développé et fera évoluer ses conseils de résidents, qui intéressent plus de 50 000 locataires et restent encore en avance sur les dispositions législatives ; elle a organisé un service d'assistance sociale permettant de venir en aide aux locataires en difficulté ; elle maintient, malgré un coût élevé, un personnel de gardiennage. Ni elle ni les sociétés qu'elle gère ne profitent sur la gestion locative.

La S.C.I.C. est et reste avant tout un promoteur social. Les logements engagés en 1981 comprennent 77 % de logements sociaux (presque exclusivement financés par PLA et PAP), auxquels s'ajoutent 10 % de logements financés par prêts conventionnés et 1 % de villages neufs. Les logements sociaux sont investis par des institutions et le secteur privé représente 12 % de la production.

L'INSTITUT LA BOÉTIE présente chez DUNOD

BERNARD DE LA ROCHEFOUCAULD

L'ABONDANCE FONCIÈRE
Une attitude industrielle
appliquée à l'espace.

La production des terrains à bâtir adaptée aux besoins et aux modes de la vie moderne. L'analyse d'exemples européens (Suisse, Allemagne, Pays-Bas) justifie une série de propositions adaptées à la situation française.



76 F

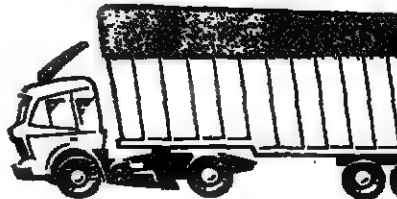
AU CŒUR DU VILLAGE PRES DU CŒUR DE LA VILLE LE CŒUR DE L'ECONOMIE.

Indispensable à la vie quotidienne des consommateurs, des industriels, des commerçants, des agriculteurs ainsi que des collectivités, le transport routier s'impose par la qualité de sa technique.

Seul, il assure de bout en bout le déplacement des personnes et des marchandises.

C'est aujourd'hui le premier mode de transport qui offre un service sûr, personnalisé, au meilleur coût, rendu par 30.000 P.M.E., assumant la responsabilité et les risques de la libre entreprise.

Tout projet de réorganisation des transports privilégiant le secteur public et renforçant un monopole d'Etat constitue une menace pour les entreprises de transport routier. Ne les mettons pas en péril !



La France a besoin de ses transporteurs routiers

مكتبة جامعة القاهرة

Ile-de-France

La rive droite de la Seine, à l'entrée de Paris, va changer. Nous avons publié dans le Monde daté 19-20 décembre l'esquisse du nouveau ministère des finances, qui doit être construit entre la rue de Bercy et la quai de la Rapée... avant 1986.

Juste en face de ce terrain, en février 1984, le maire de Paris donnera le départ des nouveaux Six Jours cyclistes sur la piste du Palais omnisports de Bercy, un quart de siècle après la fermeture du célèbre Vel' d'Hiv'.

CETTE image d'Épinal, c'est celle dont rêve l'actuel maire de Paris. Pour qu'elle se concrétise, il faudra, bien sûr, qu'il soit réélu à la tête de la municipalité, mais aussi que l'un des plus grands chantiers de la capitale soit achevé, que cette machine à faire la fête fonctionne et que l'on trouve des pistes capables de tenir six jours, comme autrefois. Aucune de ces conditions n'est encore remplie, mais M. Jacques Chirac ne doute pas un instant qu'elles le seront toutes, le moment venu. On aime les paris à l'Hôtel de Ville, et pour Bercy on en a pris au moins quatre.

D'abord, celui de l'emplacement. Plaines un grand équipement sportif à l'est de Paris, alors que Roland-Garros, le stade Pierre-de-Coubertin, le Parc des Princes et les grands clubs sportifs sont tous à l'ouest, c'est renverser un courant qui paraissait irrésistible. De ce côté, l'affaire est gagnée.

La deuxième armoirerie viendrait à l'entre des quais royaux, un entrelacs de voies ferrées et des quais fluviaux le long de la Seine. On lui injecte coup sur coup la rénovation de la gare de Lyon et des quartiers alentours, un port de plaisance sur le canal Saint-Martin, un opéra à la Bastille, le ministère des finances à côté de Bercy, un parc de 11 hectares, le tout sur moins de 1 500 mètres. Le traitement de choc va inévitablement réveiller quelques villages de Paris et reconstruire la capitale.

Dans dix ans c'est jour et nuit, en semaine comme un week-end, sur terre et sur l'eau, par le sport, les affaires et les spectacles, que le douzième vivra sa vie, intensément.

Ce pari de géographie urbaine s'est doublé d'un pari sur la sécurité. Couler 40 000 tonnes de béton et couvrir 17 000 personnes sur les

rives de la Seine, c'était exposer l'ouvrage et ceux qui le fréquentent aux aléas du bord de l'eau. Les concepteurs n'y avaient pas songé. Première surprise : le sol composé d'alluvions ne tient pas. D'où l'obligation de le fardir de 1 900 pieux de béton enfoncés à 25 mètres avant d'ériger quoi que ce soit. Bercy est une cité lacustre aux pilotes invisibles.

Au dernier moment on s'est aperçu que la Seine pouvait avoir ses humeurs une fois par siècle. D'où la nécessité, pour le mettre à l'abri des inondations, de relever la piste de deux mètres sans exhausser le toit.

Enfin la sécurité avait été négligée dans les plans primitifs.

Pour la plus grande salle de Paris et probablement de France, qui par ailleurs accueillera des handicapés,

nom de Paris seraient aménagées en terrasses et en promenades.

Malheureusement cette partie du projet ne sera pas réalisée pour l'instant. Entre Bercy et la Seine, ce n'est pas le divorce définitif mais une séparation de corps, fort regrettable.

Moquette de gazon

Pour effacer le béton, les architectes ont choisi d'imiter Vauban : engazonner les parois du palais jusqu'au toit et sur toutes les faces. Or copier la nature, c'est-à-dire accrocher de la terre et faire pousser de l'herbe sur une pente à 45 degrés, ça n'est pas simple.

Depuis deux ans, on expérimente une technique consistant à placer la terre dans des bacs en béton, à l'em-

Le pari d'intégration dans le site a été, en le voit, loin d'être gagné. Or, malgré ces concessions à la baignoire, il est conseillé aux futurs spectateurs de venir plutôt par le métro (station Bercy) dont l'agrandissement a coûté indirectement à la Ville 5,2 millions) et par le R.E.R. de la gare de Lyon, à 600 mètres à pied.

Le quatrième et dernier pari — mais non le moindre — c'est celui de la rentabilité de cet équipement, autrement dit de son succès. Le maire de Paris voulait doter la capitale d'un local à grande capacité permettant la pratique en compétition de haut niveau de la plupart des sports d'intérieur. Il tenait à ressusciter le Vel' d'Hiv' mais aussi à accueillir des concours hippiques internationaux et des matches de hockey sur glace. « Mariez la glace, la sculpture et la piste cycliste, dit-on aux architectes, faites-nous une salle omnisports. Et, comme la rentabilité n'en est pas certaine, prévoyez donc qu'on y donnera aussi des concerts, des opéras et des spectacles de cirque. » Les hommes de l'art s'en sont tirés au prix de coûteuses acrobaties techniques.

Bercy sera un palais à géométrie variable. Au centre, un terrain d'un demi-hectare transformable en patinoire. Autour, deux anneaux : une piste d'athlétisme et une piste cycliste en bois exotique de 250 mètres de développement. Quand elles ne seront pas utilisées, ces pistes seront couvertes par des volées de gradins amovibles permettant d'asseoir 10 000 personnes. Au-dessus des gradins fixes en recroissant 7 000 mètres. Lors des soirées d'athlétisme ou pendant les Six Jours cyclistes, comment escamoter les gradins mobiles ? En les soulevant avec des ponts roulants disposés dans la toiture et en les faisant disparaître dans une vaste cave aménagée sous le palais.

150 jours par an

Toute la machinerie destinée à modifier la configuration de la salle, la sono, les éclairages, la ventilation, sont suspendus en l'air à 24 mètres au-dessus du sol. Il a donc fallu imaginer, construire et mettre en place une immense charpente en poutrelles d'acier de plus d'un hectare qui pèse au total 3 280 tonnes, soit le poids d'une corvette de la marine de guerre. Du ciel descendront des dizaines de passerelles volantes d'où les machinistes actionneront les changements de décor. En outre, d'immenses rideaux compartimentent la salle. Des entrailles du monstre surgiront par des monte-charge ou des trappes amovibles les comédiens, les sportifs, leur matériel et même les chevaux, dont on assure qu'ils ne craignent plus les ascenseurs, seuls les éléphants rentreront de plain-pied. De la sorte, en quelques heures et avec un personnel minimum, Bercy pourra se transformer de carrière de concours hippique en hall de boxe ou en scène d'opéra. Mais la polyvalence coûte cher : 91 millions, non chiffrés au départ.

Reste à faire tourner cette mécanique sophistiquée. La Ville a fait appel à MM. Jacques Goddet et Robert

Thominet. Le premier cité, directeur de l'Équipe, organisateur du Tour de France et homme d'affaires, est un super-professionnel du spectacle sportif. Avec sa propre firme — la Société du Palais des sports de la porte de Versailles — la Ville et divers autres organismes, il a constitué une Société anonyme d'exploitation du Palais omnisport de Paris-Bercy, autrement dit la S.A.P.B. Direction collégiale, conseil de surveillance présidé par le maire de Paris, commission des programmes, convention avec la municipalité, la S.A.P.B. est étroitement liée à la Ville, qui détient d'ailleurs la majorité du capital.

MM. Goddet et Thominet se sont engagés à ouvrir Bercy 150 jours par an, pour un minimum de 130 manifestations sportives et de 70 spectacles, ceux-ci épongeant le déficit éventuel de celles-là. Un système compliqué permet au budget municipal de toucher sa part des recettes et bénéfices. Si la S.A.P.B. perd de l'argent pendant trois ans, elle prend 70 % du déficit à sa charge. Si elle continue à faire de mauvaises affaires pendant encore deux ans, la Ville épongera tout et rachètera les actions de M. Goddet. Personne,

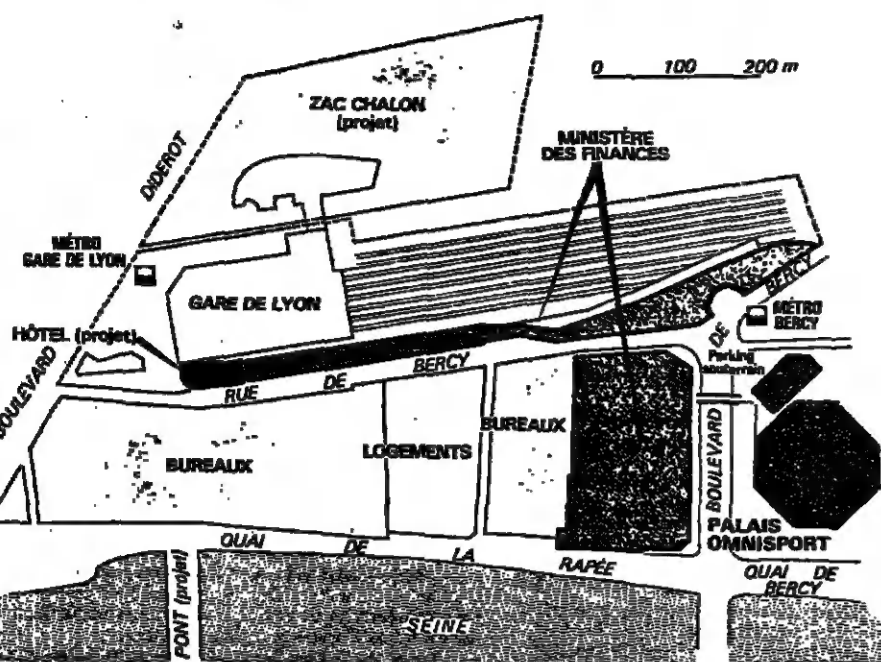
évidemment, ne pense qu'on en arrivera là.

La partie n'est pas gagnée d'avance. Paris est loin d'avoir, dans toutes les disciplines sportives prévues au programme, des équipes d'un niveau tel qu'elles puissent remplir le palais. On compte en somme sur le contenant pour créer le contenu. Quant à ceux qui devaient s'installer autour de Bercy, ils bougent encore. C'est vrai pour l'État et son musée du sport, pour les fédérations sportives et leur maison, pour les promoteurs et l'hôtel de 300 chambres que l'on espérait.

A Bercy, c'est donc la Ville qui a pris tous les risques. D'abord celui de construire sans demander un sou à quiconque. Le devis global du palais et de ses abords se monte aujourd'hui à 408 millions de francs 1980, hors taxes. Compte tenu de la hausse des prix, la note finale devrait se situer en 1984 à près de 600 millions, sans les taxes, soit le triple du devis initial — il est vrai fort incomplet — mais imprudemment claironné. Faut-il s'en étonner lorsque l'État lui-même, qui avait chiffré la transformation de la gare en musée d'Orsay à 363 millions, se trouve aujourd'hui avec une note de 1 milliard ?

Est-ce trop cher payé pour un palais du sport-spectacle ? En votant, en payant leurs impôts et en assistant ou non aux fêtes de Bercy, ce sont les Parisiens qui diront à Jacques Chirac s'il a gagné ses paris.

MARC AMBROISE-RENDU.



Quels sportifs, et combien ?

Le maire de Paris a fait un choix habile en demandant à M. Jacques Goddet, le directeur de l'Équipe, de prendre la responsabilité du nouveau Palais des sports de la capitale. Les manifestations organisées à Bercy bénéficieront ainsi du soutien du quotidien sportif. Leur succès n'est cependant pas assuré.

La Fédération française d'athlétisme (F.F.A.) a estimé que la location des installations lui reviendrait à 40 000 francs par jour. Le public potentiel de l'athlétisme en salle est très faible. La F.F.A. n'envisage donc de recourir au nouveau Palais des sports que pour des manifestations de prestige, comme les championnats d'Europe qui ne devraient pas être attribués à la France avant plusieurs années. Le hand-ball, le volley-ball sont dans la même situation.

La Fédération des sports de glace est opposée à la création d'une coupe des capitales européennes de hockey sur glace qui verrait évoluer des équipes professionnelles. De surcroît, pour quelques centimètres, la patinoire ne correspond pas aux nouvelles normes internationales du hockey. La présence régulière de la boxe est liée à la carrière de pugilistes comme Louis Acanès, Stéphane Ferrara ou Franck Win-

terstein. Le Stade français tente de mettre sur pied une grande équipe de basket-ball qui pourrait drainer les foules. Le président de la Fédération de tennis, M. Philippe Chatrier, n'est pas favorable au transfert du Masters à Paris, en dépit des difficultés du Madison Square Garden de New-York. En revanche, la rénovation des Six Jours cyclistes devrait avoir la faveur du public, ainsi qu'un concours hippique en salle.

Reste que le respect du cahier des charges paraît d'ores et déjà hypothétique. C'est pour cette raison que l'ancien champion cycliste Jean Bobet aurait retiré sa candidature à la direction de l'ensemble, qui sera confiée à un journaliste du Parisien libéré, Andy Dixon. Les fédérations sportives qui déploient unanimement l'absence d'un tel équipement dans la capitale regrettent maintenant l'aménagement de salles qui leur semblent trop grandes ou trop petites pour satisfaire leurs besoins. Plusieurs d'entre elles craignent également que les autres promoteurs de l'opération n'évacuent peu à peu le sport au profit du show business, comme cela s'est passé au Palais des sports de la Porte de Versailles dont ils sont les gérants.

ALAIN GIRAUDO.

Tout un monde d'idées, de cadeaux et de gentillesse



Pavillon Christoffe

12, rue Royale, Paris 8°
95, rue de Passy, Paris 16° - 93, rue de Seine, Paris 6°
31, boulevard des Italiens, Paris 2°
Centre Commercial de Parly II

Faites des étincelles en anglais!

PROCHAIN COURS INTENSIF
ET TRIMESTRIEL
le 3 janvier 1983
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dupleix
75006 Paris - Tél. 325.41.37



CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER VOS BULLETINS
CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES
PORTANT L'ENSEIGNE
LOTO
c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros.
10.82 L.O.

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse au retour, remplissez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Gudon, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

la Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation

EMET DEUX EMPRUNTS

TAUX FIXE F 200 MILLIONS		TAUX REVISABLE F 200 MILLIONS	
(au choix des souscripteurs)			
obligations de F 5 000			
Le pair soit F 5 000 par titre	PRIX D'ÉMISSION	99,60 % soit F 4 980 par titre	
3 janvier 1983	JOUISSANCE	3 janvier 1983	
16 %, Rendement actuariel brut 16 % (au 3 janvier 1983)	INTERET ANNUEL	16 % les 3 premières années révisé à la 3 ^e et à la 6 ^e années et égal à la moyenne des deux plus récents TMOG.	
10 ans	DURÉE	9 ans	
En 10 tranches annuelles égales soit par : • remboursement au pair • rachat en bourse.	AMORTISSEMENT	En totalité à la fin de la 9 ^e année par remboursement au pair. Existence d'un fonds de rachat.	

Une note d'information portant le visa C.O.B. n° 82-193 en date du 2 novembre 1982 est à la disposition du public. Notice au BALO du 20 décembre 1982.

Date de règlement des souscripteurs : 3 janvier 1983
Cotation : Bourse de Paris

DUNOD

le premier associé du créateur d'entreprise

STRATÉGIE POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Création, reprise et développement de l'entreprise

Robert PAPIN

UN GUIDE PRATIQUE COMPLET 220 F.

(Publicité)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'URBANISME RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE Unité - Dignité - Travail

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

ROUTE BOSSEMBÉLÉ-GAROUA-BOULAI
CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

Avis de Prédilection

Le Gouvernement de la République Centrafricaine a obtenu auprès de la BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA) un financement pour la réalisation des travaux de construction des ouvrages d'art sur la route Bossembélé-Garoua-Boulai (RN 3).

Le démarrage des travaux est prévu pour Septembre 1983.

L'autorisation de participation à la présente prédilection en vue de l'appel d'offres est donnée à égalité de conditions à toutes les entreprises, ou groupes d'entreprises, n'étant pas soumises aux restrictions décrétées par la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA).

Les candidats désirant recevoir le dossier de la prédilection (gratuit) sont invités à en faire la demande, dès publication du présent avis, aux adresses ci-après :

- Direction Générale des Travaux Publics B.P. n° 978 - BANGUI - (République Centrafricaine)
- Bureau Central d'Études pour les Équipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.) 15, square Max Hymans - 75741 - PARIS-CEDEX 15 (France)

La date limite de remise des documents de prédilection par les entreprises est fixée au 21 Janvier 1983.

CADEAUX SPORTIFS CHEZ ATHLETIC ATTIC

Un bandeau en tresse de tissu épaisse

Cadeau original pour le tennis, le jogging, les tennis, le football, aussi, et en exclusivité chez Athletic Attic. Cette tresse en éponge stretch convient à toutes tresses de cheveux, grâce à ses variantes : blanc, lavande et blanc, vert et blanc, jaune et blanc, rouge et blanc.

Le bandeau : 19 F.

athletic attic

LES MAGASINS A LA PISTE
120 RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS
CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2

BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 30 septembre 1982 s'élève à 589 milliards 943 millions.

Au passif, la rubrique « Banques, organismes et établissements financiers » figure pour 13 644,1 millions (comptes à vue) et 182 260,8 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 43 346,2 millions (comptes à vue) et 43 696,6 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse apparaissent pour 33 186,8 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 216 359,4 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 212 432,9 millions, répartis comme suit : 33 050,1 millions de créances commerciales, 54 192,6 millions d'autres crédits à court terme, 72 913,1 millions de crédits à moyen terme, 50 277,1 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 23 973,1 millions.

Les banques, organismes et établissements financiers figurent pour 8 695,9 millions (comptes à vue) et 192 904,6 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 30 septembre 1982 s'élève à 664 milliards 563 millions.

FONCINA

Le Conseil d'Administration de FONCINA, réuni le 8 décembre 1982 sous la présidence de Monsieur Gérard Duxant, a procédé à l'examen des comptes du premier semestre et à celui des comptes prévisionnels de l'exercice 1982.

- Le parc immobilier est loué dans sa quasi-totalité, avec un coefficient de remplissage de 99,8 % ;
- La progression globale des recettes pour l'exercice 1982 (loyers, indemnités compensatrices, produits accessoires et financiers, etc.) devrait être de l'ordre de 7,8 % ;
- Les résultats escomptés permettant d'anticiper, au titre de 1982, une progression du dividende au moins équivalente à celle des recettes.

FINEXTEL

Une double vocation : du financement des télécommunications aux opérations classiques d'une SICOMI

Au 30 Juin 1982, 80 opérations immobilières représentant plus de 540 millions de F ont été engagées.

EMPRUNT DE F. 400 MILLIONS

Décembre 1982

Prix d'émission : le pair, soit F 5000 par obligation

Jouissance : 10 Janvier 1983

Intérêt Annuel : 16 %
Soit F 800 par obligation, payable le 10 Janvier de chaque année.

Amortissement : en 12 ans au plus tard à partir du 10 Janvier 1983.

- Soit par remboursement au pair au moyen de tirages au sort annuels.
- Soit par rachats en Bourse.

Une note d'information Visa C.O.B. n° 82-193 en date du 16 Novembre 1982 est tenue à la disposition du public BALO du 20 Décembre 1982.

INTERBAIL - ACTIBAIL - SICOMUR

Les assemblées générales extraordinaires ont approuvé, le 7 décembre 1982, la fusion absorption par Interbail d'Actibail et de Sicomur sur la base de 20 actions Actibail ou de 20 actions Sicomur pour 13 actions Interbail.

Cette opération est maintenant définitive et a pour effet de porter le capital d'Interbail à 373 540 100 F, et le total de ses fonds propres à 700 000 000 de F.

On a aussi à une institution de crédit-bail immobilier de grande dimension au service du financement à long terme de l'industrie et du commerce.

L'échange des titres commença dans les premières semaines de janvier.

Les titres Actibail et Sicomur continueront de figurer à la cote pour permettre la réalisation de l'opération d'échange. Il en sera de même pour l'emprunt obligataire convertible d'Actibail 7,80 % 1974 jusqu'à son amortissement final.

L'assemblée générale extraordinaire d'Interbail a également nommé au conseil de surveillance les personnalités et sociétés suivantes :

- M. Maurice Bastide, vice-président ;
- M. Rémy Robinet Duffo ;
- La Compagnie Foncière Elysees ;
- La Mondiale, Société d'assurances sur la vie à forme mutuelle.

L'assemblée générale extraordinaire a également approuvé la nomination de deux censeurs supplémentaires :

- M. Jean Marcellier ;
- M. Philippe de Saint-Blancat.

Ces nouvelles nominations viennent compléter le conseil de surveillance d'Interbail.

On sait que ce conseil, présidé par M. Jean Maréchal, comporte notamment en tant que représentants de ses actionnaires fondateurs aux côtés du Crédit commercial de France, l'Union de banques suisses, M. Jacques Muller, d'Interbail Holding S.A. (vice-président d'Interbail), la Nordnordnord Landesbank Girozentrale, la Société suisse d'assurances Winterthur, la Société suisse d'assurances Winterthur Vie, l'Allianz Lebensversicherung A.G.

Lors de la réunion, le même jour, de conseil de surveillance d'Interbail, qui a suivi les assemblées générales de fusion, le directeur, présidé par M. Jean-Baptiste Pascal, a été renouvelé dans la formation suivante :

- M. Jean-Baptiste Pascal, président ;
- M. Christian Cresciac, membre ;
- M. Yves de la Bourdonnaye, membre.

A cette occasion le conseil et le directeur ont rendu hommage à M. Francis Picard, qui quitte le conseil de surveillance pour prendre de nouvelles responsabilités au siège du Crédit commercial de France.

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A. BRUXELLES

Pour l'exercice closant le 30 septembre 1982 (chiffres consolidés), le total du bilan atteint 1 056,6 milliards de francs belges (+ 14,3 %). Le bénéfice brut, avant impôts, amortissements et provisions s'élève à 597 millions de francs belges (+ 25,7 %) ; le résultat net s'élève à 1 420 millions de francs belges (+ 27,7 %).

Avant répartition, le niveau des fonds propres est de 23 427 millions de francs belges (+ 14 %).

Il est proposé de distribuer un dividende de 90 francs belges net, contre 70 francs belges net pour l'exercice précédent.

L'actionnaire de la Banque vient par ailleurs connaître une restructuration fondamentale. Des institutions de premier plan, belges et étrangères, ont repris les titres rendus disponibles par la diminution de l'actif net de la S.A. Groupe Bruxelles Lambert.

Parmi ces institutions figurent la Winterthur, la A.G., la Royale Belge, Aesbel, l'Urbaine U.A.P. et le Merchant Navy Officers Pension Fund.

Enfin, le conseil d'administration proposera, début février 1983, à l'assemblée générale des actionnaires, une augmentation de capital de l'ordre de 2 milliards de francs belges.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

LA VIE DES SOCIÉTÉS

NOTES COTATIONS

AGENTS DE CHANGE

BOURSE MONETARIE

800 DOLLAR A TOKYO

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

2057

2058

2059

2060

2061

2062

2063

2064

2065

2066

2067

2068

2069

2070

2071

2072

2073

2074

2075

2076

2077

2078

2079

2080

2081

2082

2083

2084

2085

2086

2087

2088

2089

2090

2091

2092

2093

2094

2095

2096

2097

2098

2099

2100

2101

2102

2103

2104

2105

2106

2107

2108

2109

2110

2111

2112

2113

2114

2115

2116

2117

2118

2119

2120

2121

2122

2123

2124

2125

2126

2127

2128

2129

2130

2131

2132

2133

2134

2135

2136

2137

2138

2139

2140

2141

2142

2143

2144

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

2188

2189

2190

2191

2192

2193

2194

2195

2196

2197

2198

2199

2200

2201

2202

2203

2204

2205

2206

2207

2208

2209

2210

2211

2212

2213

2214

2215

2216

2217

2218

2219

2220

2221

2222

2223

2224

2225

2226

2227

2228

2229

2230

2231

2232

2233

2234

2235

2236

2237

2238

2239

2240

2241

2242

2243

2244

2245

2246

2247

2248

2249

2250

2251

2252

2253

2254

2255

2256

2257

2258

2259

2260

2261

2262

2263

2264

2265

2266

2267

2268

2269

2270

2271

2272

2273

2274

2275

2276

2277

2278

2279

2280

2281

2282

2283

2284

2285

2286

2287

2288

2289

2290

2291

2292

2293

2294

2295

2296

2297

2298

2299

2300

2301

2302

2303

2304

2305

2306

2307

2308

2309

2310

2311

2312

2313

2314

2315

2316

2317

2318

2319

2320

2321

2322

2323

2324

2325

2326

2327

2328

2329

2330

2331

2332

2333

2334

2335

2336

2337

2338

2339

2340

2341

2342

2343

2344

2345

2346

2347

2348

2349

2350

2351

2352

2353

2354

2355

2356

2357

2358

2359

2360

2361

2362

2363

2364

2365

2366

2367

2368

2369

2370

2371

2372

2373

2374

2375

2376

2377

2378

2379

2380

2381

2382

2383

2384

2385

2386

2387

2388

2389

2390

2391

2392

2393

2394

2395

2396

2397

2398

2399

2400

2401

2402

2403

2404

2405

2406

2407

2408

2409

2410

2411

2412

2413

2414

2415

2416

2417

2418

2419

2420

2421

2422

2423

2424

2425

2426

2427

2428

2429

2430

2431

2432

2433

2434

2435

2436

2437

2438

2439

2440

2441

2442

2443

2444

2445

2446

2447

2448

2449

2450

2451

2452

2453

2454

2455

2456

2457

2458

2459

2460

2461

2462

2463

2464

2465

2466

2467

2468

2469

2470

2471

2472

2473

2474

2475

2476

2477

2478

2479

2480

2481

2482

2483

2484

2485

2486

2487

2488

2489

2490

2491

2492

2493

2494

2495

2496

2497

2498

2499

2500

2501

2502

2503

2504

2505

2506

2507

2508

2509

2510

2511

2512

2513

2514

2515

2516

2517

2518

2519

2520

2521

2522

2523

2524

2525

2526

2527

2528

2529

2530

2531

2532

2533

2534

2535

2536

2537

2538

2539

2540

2541

2542

2543

2544

2545

2546

2547

2548

2549

2550

2551

2552

2553

2554

2555

2556

2557

2558

2559

2560

2561

2562

2563

2564

2565

2566

2567

2568

2569

2570

2571

2572

2573

2574

2575

2576

2577

2578

2579

2580

2581

2582

2583

2584

2585

2586

2587

2588

2589

2590

2591

2592

2593

2594

2595

2596

2597

2598

2599

2600

2601

2602

2603

2604

2605

2606

2607

2608

2609

2610

2611

2612

2613

2614

2615

2616

2617

2618

2619

2620

2621

2622

2623

2624

2625

2626

2627

2628

2629

2630

2631

2632

2633

2634

2635

2636

2637

2638

2639

2640

2641

2642

2643

2644

2645

2646

2647

2648

2649

2650

2651

2652

2653

2654

2655

2656

2657

2658

2659

2660

2661

2662

2663

2664

2665

2666

2667

2668

2669

2670

2671

2672

2673

2674

2675

2676

2677

2678

2679

2680

2681

2682

2683

2684

2685

2686

2687

2688

2689

2690

2691

2692

2693

2694

2695

2696

2697

2698

2699

2700

2701

2702

2703

2704

2705

2706

2707

2708

2709

2710

2711

2712

2713

2714

2715

2716

2717

2718

2719

2720

2721

2722

2723

2724

2725

2726

2727

2728

2729

2730

2731

2732

2733

2734

2735

2736

2737

2738

2739

2740

2741

2742

2743

2744

2745

2746

2747

2748

2749

2750

2751

2752

2753

2754

2755

2756

2757

2758

2759

2760

2761

2762

2763

2764

2765

2766

2767

2768

2769

2770

2771

2772

2773

2774

2775

2776

2777

2778

2779

2780

2781

2782

2783

2784

2785

2786

2787

2788

2789

2790

2791

2792

2793

2794

2795

2796

2797

2798

2799

2800

2801

2802

2803

2804

2805

2806

2807

2808

2809

2810

2811

2812

2813

2814

2815

2816

2817

2818

2819

2820

2821

2822

2823

2824

2825

2826

2827</

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 décembre

Léger repli

Les échanges s'opèrent au fil des séances et le ton du marché s'en ressent. Ainsi, vendredi précédent, les transactions ont porté sur à peine 92 millions de francs (valeurs françaises à terme), dont près du quart pour l'action Machines Bull, en hausse de 46 % sur l'ensemble de la semaine.

Lundi, l'ambiance était très calme autour des tableaux de cotation et le premier cours affiché, celui de Michelin, a corrélaté, devant confirmer l'affaiblissement des valeurs françaises.

En baisse de 3 % dès le premier son de cloche, l'action de la firme de Clermont-Ferrand réagit à sa manière aux mauvaises nouvelles qui émanent de ce moment du groupe, la dernière en date concernant la suppression de 4 000 emplois (23 % des effectifs) de sa filiale britannique.

Les autres actions françaises ne s'écartent guère mieux l'été si l'on en croit l'indicateur instantané, en baisse de 0,4 %, mais perdait 6 %, après des commentaires d'analystes financiers peu favorables à la société, suite de Thomson C.S.F. (- 5,2 %). Dancourt (- 4 %), Eurafiance (- 3,9 %), Galeries Lafayette (- 3,8 %).

A l'inverse, Merlin-Gérin, Prêtat, U.C.B., Pechelbraun, Club Méditerranée, C.I.T. Atlantique gagnent 3 % à 4 %.

Le nouveau défilé apporté par M. Delors à tout changement de parti du franc a-t-il été entendu ? Toujours est-il que la monnaie française s'est affermie en même temps que le dollar remonte la pente. Le loyer de l'argent, au jour le jour, lui, est passé à 13 % lundi matin contre 12,15 % le vendredi précédent.

Si le métal fin n'a guère valu (440,75 dollars à Londres contre 440,50 vendredi midi), le lingot a regagné 20 F, à 97,20 F, mais le napoléon cédait 3 F, à 655 F, sur notre place.

Tassement du dollar-titre, à 8,29/32 F contre 8,32/37.

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

10 déc. 16 déc.

Valeurs françaises à revenu variable 806,0 806,0

Valeurs étrangères 2309,7 2292,7

Base 100: 29 décembre 1972

Valeurs françaises à revenu variable 116,3 116,3

Valeurs étrangères 312,5 310,2

Base 100: 31 décembre 1981

Indice des valeurs françaises 104,2 104,2

Indice des valeurs étrangères 94,2 94,2

Pérols-Energie 76,8 76,8

Chimie 98,0 97,4

Métallurgie 103,4 102,9

Constructions mécaniques 97,9 97,7

Métallurgie électrique 113,2 113,8

Automobile et accessoires 93,7 93,2

Industrie de consommation 117,4 115,6

Agro-alimentaire 120,3 121,0

Distribution 114,0 114,1

Transport 113,8 112,0

Services 112,8 112,0

Assurances 107,1 106,1

Banques 131,1 130,3

Immobilier et assurances 114,0 114,1

Investissement et portefeuille 107,2 106,5

Base 100: 29 décembre 1980

Valeurs françaises à revenu fixe 96,3 96,3

Emprunts d'Etat 96,1 96,2

Emprunts garantis et assimilés 96,1 96,4

Sociétés 97,9 97,9

Base 100: 31 décembre 1972

Emprunts garantis et assimilés 87,4 87,4

Sociétés 94,3 94,4

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général 100,9 100,4

Produits de base 75,5 75,2

Construction 100,2 99,5

Biens d'équipement 99,2 101,4

Biens de consommation durable 105,9 102,4

Biens de consommation non durable 79,5 79,5

Biens de consommation alimentaire 116,1 116,7

Services 97,3 97,8

Sociétés de la zone franc 116,9 117,4

participations à l'étranger 94,9 94,9

Valeurs industrielles 97,3 97,4

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général 101,4 102,8

BOURSE DE PARIS Comptant 20 DECEMBRE

VALEURS	% de variation	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	24 50	0 626	Orindat	102 20	102	Marselle Crd.	288 50	310	Etrangers	110	104
5 %	34 10	1 425	C. Sab. Seine	110	110	Médis Dépayé	240		A.E.G.	110	104
5 % ann. 45-54	100 60	1 054	Carthay S.A.	84 50	84	Mic	240		Alco	104 90	96
A 1/4 % 1983	100 60	1 054	De Danisch	315	327	Mors	202	206	Aluminium Bank	949	960
Emp. 1/4 % 1973	112	3 337	Dégramont	94	97 50	Nadelle S.A.	7 05		Am. Paroline	488	
Emp. 3/8 % 77	8650	5 111	Daladine S.A.	102	98	Naval Worme	116	116	Aract	165	45
Emp. 5/8 % 78/79	82 70	4 230	D. B. B. P. S. C. I.	510	520	Nicolas	350	359 50	Autourne Miro	82 80	84
Emp. 7/8 % 79/80	83 45	4 217	D. B. B. P. S. C. I.	124	125	Hocks	350	359 50	Bco Pop Espanol	82 80	84
Emp. 8/8 % 80/81	85 25	4 186	Dider-Bonnet	235	270	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 9/8 % 81/82	86 75	4 257	D. Indochine	335	338	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 10/8 % 82/83	88 25	4 485	Drac. Tur. Pub. P.	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 11/8 % 83/84	89 75	4 681	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 12/8 % 84/85	91 25	4 878	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 13/8 % 85/86	92 75	5 075	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 14/8 % 86/87	94 25	5 272	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 15/8 % 87/88	95 75	5 469	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 16/8 % 88/89	97 25	5 666	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 17/8 % 89/90	98 75	5 863	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 18/8 % 90/91	100 25	6 060	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 19/8 % 91/92	101 75	6 257	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 20/8 % 92/93	103 25	6 454	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 21/8 % 93/94	104 75	6 651	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 22/8 % 94/95	106 25	6 848	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 23/8 % 95/96	107 75	7 045	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 24/8 % 96/97	109 25	7 242	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 25/8 % 97/98	110 75	7 439	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 26/8 % 98/99	112 25	7 636	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 27/8 % 99/00	113 75	7 833	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 28/8 % 00/01	115 25	8 030	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 29/8 % 01/02	116 75	8 227	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 30/8 % 02/03	118 25	8 424	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 31/8 % 03/04	119 75	8 621	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 32/8 % 04/05	121 25	8 818	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 33/8 % 05/06	122 75	9 015	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 34/8 % 06/07	124 25	9 212	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 35/8 % 07/08	125 75	9 409	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 36/8 % 08/09	127 25	9 606	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 37/8 % 09/10	128 75	9 803	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 38/8 % 10/11	130 25	10 000	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 39/8 % 11/12	131 75	10 197	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 40/8 % 12/13	133 25	10 394	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 41/8 % 13/14	134 75	10 591	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 42/8 % 14/15	136 25	10 788	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 43/8 % 15/16	137 75	10 985	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 44/8 % 16/17	139 25	11 182	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 45/8 % 17/18	140 75	11 379	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 46/8 % 18/19	142 25	11 576	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 47/8 % 19/20	143 75	11 773	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 48/8 % 20/21	145 25	11 970	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 49/8 % 21/22	146 75	12 167	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 50/8 % 22/23	148 25	12 364	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 51/8 % 23/24	149 75	12 561	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 52/8 % 24/25	151 25	12 758	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 53/8 % 25/26	152 75	12 955	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 54/8 % 26/27	154 25	13 152	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 55/8 % 27/28	155 75	13 349	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 56/8 % 28/29	157 25	13 546	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 57/8 % 29/30	158 75	13 743	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 58/8 % 30/31	160 25	13 940	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 59/8 % 31/32	161 75	14 137	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 60/8 % 32/33	163 25	14 334	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 61/8 % 33/34	164 75	14 531	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 62/8 % 34/35	166 25	14 728	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 63/8 % 35/36	167 75	14 925	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 64/8 % 36/37	169 25	15 122	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 65/8 % 37/38	170 75	15 319	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 66/8 % 38/39	172 25	15 516	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 67/8 % 39/40	173 75	15 713	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 68/8 % 40/41	175 25	15 910	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 69/8 % 41/42	176 75	16 107	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 70/8 % 42/43	178 25	16 304	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 71/8 % 43/44	179 75	16 501	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 72/8 % 44/45	181 25	16 698	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 73/8 % 45/46	182 75	16 895	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 74/8 % 46/47	184 25	17 092	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 75/8 % 47/48	185 75	17 289	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 76/8 % 48/49	187 25	17 486	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 77/8 % 49/50	188 75	17 683	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 78/8 % 50/51	190 25	17 880	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 79/8 % 51/52	191 75	18 077	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 80/8 % 52/53	193 25	18 274	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 81/8 % 53/54	194 75	18 471	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 82/8 % 54/55	196 25	18 668	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 83/8 % 55/56	197 75	18 865	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 84/8 % 56/57	199 25	19 062	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 85/8 % 57/58	200 75	19 259	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 86/8 % 58/59	202 25	19 456	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 87/8 % 59/60	203 75	19 653	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 88/8 % 60/61	205 25	19 850	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 89/8 % 61/62	206 75	20 047	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 90/8 % 62/63	208 25	20 244	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 91/8 % 63/64	209 75	20 441	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 92/8 % 64/65	211 25	20 638	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 93/8 % 65/66	212 75	20 835	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 94/8 % 66/67	214 25	21 032	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 95/8 % 67/68	215 75	21 229	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 96/8 % 68/69	217 25	21 426	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 97/8 % 69/70	218 75	21 623	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 98/8 % 70/71	220 25	21 820	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 99/8 % 71/72	221 75	22 017	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 100/8 % 72/73	223 25	22 214	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 101/8 % 73/74	224 75	22 411	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 102/8 % 74/75	226 25	22 608	Drac-Lamotte	189 50	192	Occident. Port.	75	72	B. N. Marquet	7 25	
Emp. 103/8 % 75/76	227 75										

